

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DE LA PROSPECTIVE**

METADONNEES

*Des indicateurs de l'économie, des
finances et du développement*

AVANT-PROPOS

La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective (MEFP) met à la disposition des utilisateurs les Métadonnées des indicateurs identifiés dans certains secteurs de l'économie notamment, les finances publiques, la monnaie, le commerce extérieur et la balance des paiements. En outre, quelques métadonnées des indicateurs de l'intégration régionale et de la surveillance multilatérale y sont décrites.

Une métadonnée est une information complémentaire, nécessaire à la compréhension d'une autre information dans le but de permettre une utilisation pertinente. Ainsi, l'objectif de la présente publication est de fournir aux utilisateurs l'essentiel des informations utiles permettant une meilleure compréhension et une bonne utilisation des indicateurs relevés dans les secteurs ci-dessus cité.

Les indicateurs dont les métadonnées sont décrites sont au nombre de 157 et classés par domaines ou secteurs.

Les informations fournies pour chaque indicateur, dans la mesure de leur disponibilité, sont les suivantes :

Intitulé	Dénomination de l'indicateur
Domaine :	Condition de vie des ménages, Démographie
Définition :	Définition de l'indicateur
Politique/Document de référence :	Origine de l'indicateur
Typologie :	L'indicateur mesure-t-il un résultat, un effet, ou un impact
Objectif / Raison d'être :	Bien-fondé de l'indicateur et les différentes cibles
Niveau de Référence :	Situation de l'indicateur à l'année de base
Cible :	Niveau attendu de l'indicateur à une période donnée
Méthode de calcul :	Formule de calcul de l'indicateur
Sources de données	Indications des documents dans lesquels sont issues les données utilisées pour le calcul de l'indicateur, des opérations par lesquelles elles sont obtenues
Périodicité	Fréquence à laquelle l'indicateur est calculé
Considérations sexo-spécifiques	Situation de l'indicateur par rapport aux questions liées au sexe
Canal de diffusion	Moyen par lequel l'indicateur est partagé
Structures responsables	Structure chargée du calcul de l'indicateur
Désagrégation	Niveaux de désagrégation possibles de l'indicateur (désagrégation géographique et autres)
Difficultés et limites	Clarifications, spécifications, réserves, limites ou toute information supplémentaire permettant de mieux comprendre l'indicateur
Propositions d'amélioration	Suggestions pouvant permettre une amélioration de l'indicateur

La DGESS exprime sa profonde gratitude à toutes les structures qui ont contribué à l'élaboration du document. Elle formule également ses remerciements à l'endroit de tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à cette activité.

**La Directrice générale des études
et des statistiques sectorielles**

Aissata SANE / CONGO
Chevalier de l'Ordre de l'Étalon

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	2
TABLE DES MATIERES.....	4
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
LISTE DES INDICATEURS.....	7
I. INDICATEURS SOCIO ECONOMIQUES.....	8
I.1 Indicateurs relatifs à la population et au développement humain.....	9
I.2 Indicateurs relatifs à l'emploi.....	16
I.3 Indicateurs relatifs à la comptabilité nationale.....	22
I.3.1 Indicateurs relatifs à l'offre	22
I.3.2 Indicateurs relatifs à la demande	30
I.4 Indicateurs relatifs aux prix et inflation.....	36
II. INDICATEURS SUR LES FINANCES PUBLIQUES.....	41
II.1 Indicateurs sur les finances de l'administration centrale	42
II.1.1 Indicateurs relatifs aux recettes	42
II.1.2. Indicateurs relatifs aux dépenses.....	70
II.1.3. Indicateurs relatifs aux soldes.....	84
II.1.4. Indicateurs relatifs à la dette publique.....	95
II.1.5. Indicateurs relatifs à l'aide publique au développement	107
II.2 Indicateurs sur les finances locales	115
III. INDICATEURS SUR LA MONNAIE ET LES CREDITS	119
III.1. Indicateurs monétaires	120
III.2. Indicateurs des prestataires des services financiers	141
IV. COMMERCE ET BALANCE DES PAIEMENT	151
IV.1. Indicateurs sur le commerce extérieur.....	152
VI.2. Indicateurs relatifs à la balance des paiements.....	156
V. INTEGRATION REGIONALE ET SURVEILLANCE MULTILATERALE	172
V.1. Critères de premier rang	173
V.2. Critères de second rang	179
VI. AUTRES INDICATEURS.....	182

SIGLES ET ABREVIATIONS

AID	Autres Institutions de Dépôt
AMAO	Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
APD	Aide Publique au Développement
APUC	Administration Publique Centrale
ASEF	Annuaire statistique de l'économie et des finances
AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDP	Balance des Paiements
CAM	Cadre d'Analyse Minimum
CCF	Consommation de capital fixe
CCP	Centre de Chèques Postaux
CEDEAO	Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CID	Circuit informatisé de la dépense
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CNPE	Comité National de Politique Economique
CSEBT	Cadre de Suivi de l'Exécution du Budget de l'Etat et de la Trésorerie
CTCI	Classification type pour le commerce international (CTCI)
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
DDP	Direction de la Dette Publique
DGB	Direction Générale du Budget
DGCOOP	Direction Générale de la Coopération
DGD	Direction Générale des Douanes
DGDT	Direction Générale de Développement Territorial
DGEP	Direction Générale de l'économie et de la planification
DGESS	Direction Générale des études et des statistiques sectorielles
DGI	Direction Générale des impôts
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DPEBP	Document de Programmation économique et budgétaire pluriannuel
DP-ONG	Direction du Partenariat avec les Organisations Non Gouvernementales
DSOFE	Direction du suivi des opérations financières de l'Etat
DTS	Droits de Tirage Spécial
EPE	Etablissement Publique de l'Etat
FBCF	Formation brute de capital fixe
FMI	Fonds Monétaire International
IAP	Instrument automatisé de la Planification
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IMCEC	Institution mutualiste de coopérative d'épargne et de crédit
INSO	Institut national de la statistique et de la démographie
IPI	Indice à la production industrielle.
ITE	Indice des termes d'échanges
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
MBP6	Manuel de la balance des paiements sixième édition (MBP6)
MEFP	Ministère de l'Economie des Finances et la prospective
MINEFID	Ministère de l'Economie des Finances et du Développement
ODD	Objectifs du développement durable
ONG	Organisations Non Gouvernementales
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability
PGA	Plateforme de gestion de l'aide

PIB	Produit intérieur Brut
PIBH	Produit intérieur Brut par Habitant
PNCD	Politique Nationale de la Coopération au Développement
PNDES	Plan National de développement économique et social
PS-DGD	Plan stratégique de la Direction Générale des Douanes
PSF	Prestataires des services financiers
PTF	Partenaire Technique et Financier
RCD	Rapport sur la Coopération au Développement
RG	Recette Générale
RGFL	Rapport Global d'analyse des Finances Locales
RSM	Rapport d'exécution de la Surveillance Multilatérale de l'UEMOA
SCN	Système des comptes nationaux
SD	Service de la Dette
SDMT	Stratégie de Dette à Moyen Terme
SFD	Systèmes Financiers Décentralisés DSC
SP-PIF	Secrétariat permanent pour l'inclusion financière
SIMP	Système d'information Intégré des Marchés Publics
SYDONIA	Système Douanier
TBSEF	Tableau de bord statistique de l'économie et des finances
TDC	Taux de Change
TOFE	Tableau des opérations financières de l'Etat
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UR	Unités de Recouvrement
VA	Valeur actuelle de la dette
XBS	Exportations de Biens et Services
ZMAO	Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest

LISTE DES INDICATEURS

Dénomination de l'indicateur.....	2
Taux de croissance démographique ou Taux d'accroissement intercensitaire moyen annuel	9
Espérance de vie à la naissance (à l'âge 0).....	10
Indice de développement humain (IDH)	11
Incidence de la pauvreté	12
Profondeur de la pauvreté.....	13
Sévérité de la pauvreté.....	14
Incidence de la pauvreté alimentaire	15
Taux d'occupation	16
Taux d'emploi	17
Taux de chômage au sens du BIT	19
Taux de chômage au sens large	20
Effectif cumulé des emplois locaux créés par les pôles de croissance et de compétitivité	21
Produit intérieur brut (PIB) en volume au prix de l'année précédente chaîné	22
Produit intérieur brut (PIB) au prix courant.....	23
Taux de croissance du PIB réel ou PIB en volume par habitant.....	24
Taux de croissance du PIB réel (en volume)	25
Part des valeurs ajoutées sectorielles dans le PIB.....	26
Part du secteur informel dans la valeur ajoutée du secteur tertiaire	27
Taux de croissance de la valeur ajoutée des services marchands.....	28
Indice de la production industrielle (IPI) rénové	29
Taux de consommation finale	30
Formation brute de capital fixe	31
Taux d'investissement brut	32
Taux d'investissement brut des entreprises privées.....	33
Taux d'épargne (Épargne nationale brute en % du PIB)	34
Taux d'épargne brute des ménages	35
Déflateur du PIB.....	36
Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)	37
Indice des prix à l'importation	38
Indice des prix à l'exportation	39
Taux d'inflation moyen.....	40
Taux d'exécution « base engagée comptabilisée » des dépenses budgétaires	78
Taux d'exécution « engagé total » des dépenses budgétaires	79
Taux d'exécution des dépenses budgétaires « base liquidation ».....	80
Proportion de partenaires techniques et financiers appliquant la division du travail.....	114
Nombre des prestataires des services financiers (PSF).....	141
Nombre de membres/clients des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD)	142
Indice des termes de l'échange.....	152
Balance commerciale des biens et services en % du PIB	153
Taux ou degré d'ouverture de l'économie (biens et services)	154
Taux de couverture	155
Solde global dons compris rapporté au produit intérieur brut.....	173
Ratio Solde budgétaire global dons compris sur PIB nominal.....	174
Taux d'inflation annuel moyen	175
Indice de perception de la corruption	183
Nombre d'entreprises burkinabè cotées en bourse	184

I. INDICATEURS SOCIO ECONOMIQUES

I.1 Indicateurs relatifs à la population et au développement humain
I.2 indicateurs relatifs à l'emploi
I.3 Indicateurs relatifs à comptabilité nationale
I.4 Indicateurs relatifs aux prix et inflation

I.1 Indicateurs relatifs à la population et au développement humain

Intitulé	Taux de croissance démographique ou Taux d'accroissement intercensitaire moyen annuel
Domaine	Démographie
Définition	Le taux de croissance démographique est le taux d'évolution moyen annuel de la population entre deux recensements consécutifs. Il permet de mesurer l'évolution de l'effectif d'une population donnée au cours d'une période du fait de la natalité, de la mortalité et de la migration
Politique/Document de référence	Politique nationale de population 2010-2030
Typologie	Indicateur d'impact
Objectif / Raison d'être	Mesurer le rythme d'évolution d'une population entre deux périodes consécutives. Le calcul du taux de croissance démographique permet de suivre la dynamique de la population entre deux recensements ou deux périodes consécutive.
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul :	Le calcul du taux de croissance annuel moyen de la population nécessite de disposer des données de deux recensements. Ensuite, il est calculé de la façon suivante (exprimé en pourcentage) : $t = \left(\sqrt[n]{\frac{P_n}{P_0}} - 1 \right) * 100$ Où t est le taux de croissance annuel moyen de la population ; n est le nombre d'années entre les deux recensements ; P₀ est la population du premier recensement ; P_n est la population du dernier recensement.
Sources de données	Recensements de la population INSD : 1975, 1985, 1996, 2006 et 2019
Périodicité	Décennale
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est publié dans l'annuaire statistique national de l'INSD et dans l'annuaire statistique de l'économie et des finances, rapports RGPH et disponible sur les sites web de l'INSD (www.insd.bf), du Conseil National de Statistique (www.cns.bf) et de la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf).
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Régional, provincial, communal et milieu de résidence
Difficultés et limites	Les difficultés sont entre autres liées au non-respect de la périodicité de la collecte des données (recensement) et le retard de la publication des résultats
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé		Espérance de vie à la naissance (à l'âge 0)
Domaine	Démographie	
Définition	L'espérance de vie à la naissance est le nombre moyen d'années que peut espérer vivre un enfant à la naissance. Elle représente la durée de vie moyenne autrement dit l'âge moyen au décès d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année.	
Politique/Document de référence	Objectifs du développement durable (ODD) 2015-2030, Politique nationale de population 2010-2030	
Typologie	Indicateur d'impact	
Objectif et cible visés :	L'espérance de vie à la naissance mesure l'état de santé de la population. Elle constitue l'un des indicateurs d'appréciation du niveau de vie ou du bien-être de la population. L'augmentation de l'espérance de vie à la naissance peut être attribuée à plusieurs facteurs, dont l'élévation du niveau de vie, l'amélioration du mode de vie et l'augmentation du niveau d'instruction, ainsi qu'un accès plus large à des services de santé de qualité. .	
Raison d'être	L'espérance de vie à la naissance est un des indicateurs statistiques utilisés pour les projections démographiques et dans le calcul l'indice de développement humain du pays (IDH).	
Méthode de calcul :	$e_0 = 0,5 + \frac{\sum_{k=1}^w S_x}{S_0}$ - les âges aux anniversaires que l'on note x, (x=1.....w) - les effectifs à ces différents âges ou survivants Sx ,	
Sources de données	Recensements de la population INSD.	
Périodicité	Décennale	
Considérations sexo-spécifiques	L'indicateur est calculé selon le sexe	
Canal de diffusion	L'indicateur est diffusé à travers les rapports thématiques de RGPH, l'Annuaire statistique national, l'Annuaire statistique de l'économie et des finances qui sont disponibles sur le site web de l'INSD (www.insd.bf), le site du CNS (www.cns.bf) et de la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf).	
Structures responsables	INSD	
Désagrégation	Par sexe et milieu de résidence	
Difficultés et limites	Néant	
Propositions d'amélioration	Néant	

Intitulé		Indice de développement humain (IDH)	
Domaine	Gouvernance		
Définition	L'indice de développement humain mesure le niveau moyen auquel se trouve un pays donné selon trois critères essentiels du développement humain à savoir la longévité, l'instruction et les conditions de vie. La longévité est estimée à travers l'indice d'espérance de vie à la naissance. L'instruction est estimée à travers l'Indice de niveau d'instruction. Les conditions de vie sont estimées à travers le PIB/habitant en parité du pouvoir d'achat en dollars US.		
Politique/Document de référence	ODD		
Typologie	Indicateur d'impact		
Objectif / Raison d'être	L'Indicateur de développement humain (IDH) a pour objectif de répondre aux insuffisances du Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant comme indicateur du développement d'un pays. Il vise à réduire, d'ici à 2030, de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté tel que défini.		
Valeur de Référence et cible			
Méthode de calcul :	$= \frac{Indice\ d'espérance\ de\ vie + Indice\ de\ niveau\ d'instruction + Indice\ de\ PIB\ par\ habitant}{3}$		
	La formule générale de calcul de chacun des trois indices est la suivante		
	$\frac{Valeur\ constatée - Valeur\ min}{Valeur\ max - Valeur\ min}$		
		Valeur maximale	Valeur minimale
	Espérance de vie à la naissance (en année)	85	25
Taux d'alphabétisation des adultes (en %)	100	0	
Taux brut de scolarisation combinée en %)	100	0	
PIB par habitant (en PPA)	40 000	100	
Sources de données	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)		
Périodicité	Annuelle		
Considérations sexo-spécifiques	Néant		
Canal de diffusion	Rapports mondiaux sur le développement humain du PNUD		
Structures responsables	PNUD		
Désagrégation	National		
Difficultés et limites	Néant		
Propositions d'amélioration	Néant		

Intitulé Incidence de la pauvreté	
Domaine	Prévisions et analyses économiques
Définition	L'incidence de la pauvreté désigne la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. Le seuil de pauvreté est le niveau de consommation en dessous duquel un individu est considéré comme étant pauvre. Selon l'EHCVM 2018 le seuil de pauvreté est de 194 629 FCFA par personne et par an au Burkina Faso.
Politique/Document de référence	PNDES-II/ PSGE
Typologie	Indicateur d'impact
Objectif / Raison d'être	L'incidence de la pauvreté permet d'observer en permanence la proportion de la population nationale en situation de pauvreté Il permet de caractériser l'état de pauvreté de la population à une période donnée. Mesurer la pauvreté, la vulnérabilité et les inégalités des ménages
Valeur de Référence et cible	Valeur de référence 2018 : 41,4% Cible 2023 : 38% Cible 2027 : ≤35%
Méthode de calcul :	$Indicateur(P_0) = \frac{\text{Nombre d'individus considérés comme pauvres}}{\text{Population totale}} \times 100$
Sources de données	Données d'enquêtes sur les conditions de vie des ménages de l'INSD (EICVM 2009, EMC 2014, EHCVM 2018, etc.).
Périodicité	Quinquennale
Considérations sexo-spécifiques	L'indicateur est calculé selon le sexe
Canal de diffusion	L'indicateur est calculé et diffusé à travers les rapports des enquêtes sur les conditions de vie des ménages. Il est disponible dans l'annuaire statistique national, dans l'Annuaire statistique de l'économie et des finances, sur le site web de l'INSD (: www.insd.bf), sur le site web du CNS (www.cns.bf) et sur le site de la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf).
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Région, milieu de résidence et le sexe du chef de ménage
Difficultés et limites	Les difficultés sont liées entre autres à la méthodologie des enquêtes qui diffère souvent d'une enquête à une autre ce qui ne facilite pas la comparaison des données.
Propositions d'amélioration	Harmoniser la méthodologie de collectes si possible ou adopter des systèmes permettant la rétopolation.

Intitulé Profondeur de la pauvreté	
Domaine	Prévisions et analyses économiques
Définition	Profondeur de la pauvreté est le déficit total de tous les pauvres en termes de consommation par rapport au seuil de pauvreté. Il caractérise le manque à combler pour amener tous les pauvres au seuil de pauvreté.
Politique/Document de référence	Objectifs du développement durable (ODD) 2015-2030
Typologie	Indicateur d'impact
Objectif / Raison d'être	Mesurer le degré de gravité de la situation des pauvres
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul :	Indicateur $(P_1) = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left(\frac{z - y_i}{z} \right)$ Avec q=nombre d'individus considéré comme pauvre ; n=population totale ; z=seuil de pauvreté ; y_i =dépense moyenne par individu pauvre
Sources de données	Données d'enquêtes sur les conditions de vie des ménages de l'INSD (EICVM 2009, EMC 2014, EHCVM 2018.)
Périodicité	Triennale
Considérations sexo-spécifiques	L'indicateur est calculé selon le sexe
Canal de diffusion	L'indicateur est calculé et diffusée à travers les rapports des enquêtes sur les conditions de vie des ménages. Il est disponible dans l'annuaire statistique national, dans l'annuaire statistique de l'économie et des finances, sur le site web de l'INSD (www.insd.bf), sur le site web du CNS (www.cns.bf) et sur le site de la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf).
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Région et milieu de résidence
Difficultés et limites	Les difficultés sont liées entre autres à la méthodologie des enquêtes qui diffère souvent d'une enquête à une autre ce qui ne facilite pas la comparaison des données.
Propositions d'amélioration	Harmoniser la méthodologie de collectes si possible ou adopter des systèmes permettant la rétropolation.

Intitulé Sévérité de la pauvreté	
Domaine	Prévisions et analyses économiques
Définition	La sévérité de la pauvreté mesure la gravité de la pauvreté qui permet de mettre davantage l'accent sur les plus pauvres parmi les pauvres dans la mesure de la pauvreté. Cet indice augmente parallèlement à l'augmentation de l'écart entre le seuil de pauvreté et les dépenses des consommations des pauvres
Politique/Document de référence	Objectifs du développement durable (ODD) 2015-2030
Typologie	Indicateur d'impact
Objectif / Raison d'être	Mesure l'éloignement moyen des pauvres du seuil de pauvreté
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul :	Indicateur $(P_2) = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left(\frac{z-y_i}{z} \right)^2$ avec q=nombre d'individus considéré comme pauvre ; n=population totale ; z=seuil de pauvreté ; yi=dépense moyenne par individu pauvre
Sources de données	Données d'enquêtes sur les conditions de vie des ménages de l'INSD (EICVM 2009, EMC 2014, EHCVM 2018)
Périodicité	Triennale
Considérations sexo-spécifiques	Il est calculé selon le sexe
Canal de diffusion	L'indicateur est calculé et diffusée à travers les rapports des enquêtes sur les conditions de vie des ménages. Il est disponible dans l'annuaire statistique national, dans l'annuaire statistique de l'économie et des finances, sur le site web de l'INSD (www.insd.bf), sur le site web du CNS (www.cns.bf) et sur le site de la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf).
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Région et milieu de résidence
Difficultés et limites	Les difficultés sont liées entre autres à la méthodologie des enquêtes qui diffère souvent d'une enquête à une autre ce qui ne facilite pas la comparaison des données.
Propositions d'amélioration	Harmoniser la méthodologie de collectes si possible ou adopter des systèmes permettant la rétropolation

Intitulé Incidence de la pauvreté alimentaire	
Domaine	Prévisions et analyses économiques
Définition	L'incidence de la pauvreté alimentaire est la proportion des individus dont les dépenses alimentaires sont en dessous du seuil alimentaire.
Politique/Document de référence	Objectifs du développement durable (ODD) 2015-2030
Typologie	Indicateur d'impact
Objectif /Raison d'être	Permet de cerner les ménages en situation de pauvreté alimentaire. Mesure la pauvreté, la vulnérabilité et les inégalités : le degré de gravité de la situation des pauvres sur le plan alimentaire
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul :	$= \frac{\text{Nombre d'individus considérés comme pauvres selon le seuil de pau}}{\text{Population totale}}$
Sources de données	Données d'enquêtes sur les conditions de vie des ménages de l'INSD (EICVM 2009, EMC 2014, EHCVM 2018).
Périodicité	Triennale
Considérations sexo-spécifiques	Il est calculé selon le sexe
Canal de diffusion	L'indicateur est calculé et diffusée à travers les rapports des enquêtes sur les conditions de vie des ménages. Il est disponible dans l'annuaire statistique national, sur le site web de l'INSD : www.insd.bf et sur le site web du CNS : www.cns.bf
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Région et milieu de résidence
Difficultés et limites	Les difficultés sont liées entre autres à la méthodologie des enquêtes qui diffère souvent d'une enquête à une autre ce qui ne facilite pas la comparaison des données.
Propositions d'amélioration	Harmoniser la méthodologie de collectes si possible ou adopter des systèmes permettant la rétropolation

I.2 Indicateurs relatifs à l'emploi

Intitulé Taux d'occupation	
Domaine	Démographie
Définition	Le taux d'occupation est le rapport entre la population pourvue d'un emploi (population active occupée) et la population en âge de travailler.
Politique/Document de référence	Objectifs du développement durable (ODD) 2015-2030, Politique nationale
Typologie	Indicateur d'effet
Objectif/ Raison d'être	Le taux d'occupation permet de mesurer la capacité de l'économie à créer des emplois. Il reflète la capacité d'une économie à utiliser ses ressources en main-d'œuvre
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul :	$\text{taux d'occupation} = \frac{\text{Population occupée}}{\text{Population en âge de travailler}} * 100$
Sources de données	Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH)
Périodicité	Décennale
Considérations sexo-spécifiques	Il est calculé selon le sexe
Canal de diffusion	L'indicateur est calculé et diffusé à travers les rapports du RGPH. Il est disponible dans l'annuaire statistique national, sur le site web de l'INSD : www.insd.bf et sur le site web du CNS : www.cns.bf
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Région, milieu de résidence ; Âge ; sexe du chef de ménage
Difficultés et limites	Les difficultés sont entre autres liées au non-respect de la périodicité de la collecte des données (recensement) et le retard de la publication des résultats
Propositions d'amélioration	Harmoniser les concepts d'emploi du RGPH avec ceux des enquêtes courantes

Intitulé	Taux d'emploi
Domaine	Emploi
Définition	Le taux d'emploi mesure l'utilisation des ressources de main-d'œuvre disponibles. Il est calculé en divisant le nombre d'actifs occupés par la population en âge de travailler (15 et plus).
Politique/Document de référence	Objectifs du développement durable (ODD) 2015-2030, Politique nationale
Typologie	Indicateur d'impact
Objectif/ Raison d'être	Le taux d'emploi permet de mesurer la capacité de l'économie à fournir des emplois à sa population. Mesure de la capacité d'une économie à fournir des emplois à sa population.
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul :	$\text{Taux d'emploi} = \frac{\text{Population ayant un emploi}}{\text{Population en âge de travailler}} * 100$
Sources de données	Enquête sur les conditions de vie des ménages, Enquête emploi, RGPH de l'INSD
Périodicité	Triennale
Considérations sexo-spécifiques	Il est calculé selon le sexe
Canal de diffusion	L'indicateur est calculé et diffusé à travers les rapports des enquêtes sur les conditions de vie des ménages et des enquêtes emploi. Il est disponible dans l'annuaire statistique national, sur le site web de l'INSD : www.insd.bf et sur le site web du CNS : www.cns.bf .
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Région, milieu de résidence, groupe d'âges et branches d'activités
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé Taux d'emploi vulnérable	
Domaine	Emploi
Définition	Le taux d'emploi vulnérable est égal à la part des travailleurs pour leur propre compte et des travailleurs familiaux non rémunérés dans le total des emplois. L'emploi vulnérable caractérise les emplois des travailleurs indépendants et des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale. Ces emplois sont souvent informels et ne bénéficient pas de certains éléments associés à l'emploi décent comme la protection sociale et le congé maladie, etc.
Politique/Document de référence	PNDES II, Objectifs du développement durable (ODD) 2015-2030
Typologie	Indicateur d'impact
Objectif/ Raison d'être	Permet de mesurer la qualité de l'emploi. Mesure la capacité d'une économie à fournir des emplois à sa population
Valeur de Référence et cible	. Valeur de référence 72% en 2018 Cible : 68% en 2023 et 65% en 2025
Méthode de calcul :	$= \frac{\text{Taux d'emploi Vulnérable}}{\text{Travailleurs compte propre + travailleurs familiaux NR}} \times 100$ $= \frac{\text{Total emplois}}{\text{Total emplois}} \times 100$
Sources de données	Enquête emploi de l'INSD
Périodicité	Quinquennale
Considérations sexo-spécifiques	Il est calculé selon le sexe
Canal de diffusion	L'indicateur est calculé et diffusé à travers les rapports des enquêtes sur les conditions de vie des ménages et des enquêtes emploi. Il est disponible dans l'annuaire statistique national, sur les sites web de l'INSD (www.insd.bf) et du CNS (www.cns.bf)
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Région, milieu de résidence, niveau d'instruction, groupe d'âge
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé Taux de chômage au sens du BIT

Domaine	Emploi
Définition	Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT. Chômeur au sens du BIT : un chômeur au sens du BIT est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions : • être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé au moins une heure durant une semaine de référence ; • être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ; • avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois. NB : Sont exclus les élèves, étudiants et les personnes de âgées. Population active au sens du BIT : la population active « au sens du BIT » regroupe la population active occupée et les chômeurs (ces deux concepts étant entendus selon les définitions du BIT)
Politique/Document de référence	Bureau international du travail (BIT)
Typologie	Indicateur d'impact
Objectif/ Raison d'être	Il mesure l'offre de travail non satisfaite. Le taux de chômage est l'indicateur du marché du travail le plus souvent utilisé. Il correspond au pourcentage de personnes appartenant à la population active qui sont sans emploi
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul :	$\text{taux de chômage au sens BIT} = \frac{\text{Nombre d'actif chômeurs au sens BIT}}{\text{Population active au sens BIT}} * 100$
Sources de données	RGPH, Enquêtes sur les conditions de vie des ménages, Enquêtes emplois de l'INSD
Périodicité	Triennal, Décennale
Considérations sexo-spécifiques	Il est calculé selon le sexe
Canal de diffusion	L'indicateur est calculé et diffusé à travers les rapports du RGPH, des enquêtes sur les conditions de vie des ménages et des enquêtes emplois. Il est disponible dans l'annuaire statistique national, sur le site web de l'INSD : www.insd.bf et sur le site du CNS : www.cns.bf
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Région, milieu de résidence, âge
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé Taux de chômage au sens large	
Domaine	Emploi
Définition	Le taux de chômage au sens large est la proportion du nombre de chômeurs au sens large dans la population active au sens large. Les chômeurs au sens large sont les personnes qui sont : • « sans travail », c'est-à-dire qui n'étaient pourvues ni d'un emploi salarié ni d'un emploi non salarié.¹ • « disponibles pour travailler » dans les 15 jours là où il existe un emploi salarié ou non salarié ; • « à la recherche d'un travail », c'est-à-dire qui avaient pris des dispositions spécifiques au cours d'une période récente spécifiée pour chercher un emploi. Population active au sens large : elle regroupe les actifs occupés au sens du BIT et les chômeurs au sens large.
Politique/ Document de référence	Néant
Typologie	Indicateur d'impact
Objectif/ Raison d'être	Il permet de déterminer la proportion des chômeurs au sein de la population active au sens large.
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul	$\text{Taux de chômage au sens large} = \frac{\text{Nombre d'actif chômeurs au sens large}}{\text{Population active au sens large}} * 100$
Sources de données	RGPH, Enquêtes sur les conditions de vie des ménages et enquêtes emplois de l'INSD
Périodicité	Triennale, décennale
Considérations sexo-spécifiques	Il est calculé selon le sexe
Structure responsable	INSD
Canal de diffusion	L'indicateur est calculé et diffusée à travers les rapports du RGPH, des enquêtes sur les conditions de vie des ménages et des enquêtes emplois. Il est disponible dans l'annuaire statistique national, sur le site web de l'INSD : www.insd.bf et sur le site du CNS : www.cns.bf
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Région, milieu de résidence ; tranche d'âge et niveau d'éducation.
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

¹ Se référer à la résolution et directives adoptées par la 19^{ème} conférence internationale des statisticiens du travail (CIST)

Intitulé **Effectif cumulé des emplois locaux créés par les pôles de croissance et de compétitivité**

Domaine	Finances Locales
Définition	Les emplois créés par les pôles de croissance et de compétitivité concernent les emplois directs créés par les unités intervenant dans la production, la transformation et la commercialisation des produits. A ces emplois s'ajoutent les emplois indirects émanant des services connexes (restauration,) et prestations diverses (prestations intellectuelles).
Politique/Document de référence	PNDES II/ PSGE
Typologie	Indicateur de suivi
Objectif/ Raison d'être	Le calcul de cet indicateur permet d'apprécier la contribution des pôles de croissance et de compétitivité à la création d'emplois locaux et la dynamisation des économies locales
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul	Emplois locaux créés par les pôles de croissance et de compétitivité = Emplois créés par les unités économiques + Emplois des personnels administratifs
Sources de données	Rapport de l'état de mise en œuvre du pôle de croissance de Bagré Pôle
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	L'indicateur n'est pas calculé selon le sexe
Désagrégation	Non désagrégé
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans le rapport de l'état de mise en œuvre du pôle de croissance de Bagré produit par BAGREPOLE
Structures responsables	DGDT
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

I.3 Indicateurs relatifs à la comptabilité nationale

I.3.1 Indicateurs relatifs à l'offre

Intitulé	Produit intérieur brut (PIB) en volume au prix de l'année précédente chaîné
Domaine	Prévisions et analyses économiques
Définition	Le produit intérieur brut correspond à la somme des valeurs ajoutées créées par tous les agents économiques résidant sur le territoire économique, à laquelle on ajoute les droits et taxes perçus à l'importation. Il couvre l'ensemble des activités productrices, y compris celles du secteur informel pour une période donnée. Le chaînage permet de prendre en compte les déformations de structure de l'économie (prix relatif, poids des différents produits dans la consommation, etc.) ce qui est souhaitable en particulier dans les séries longues ou de composantes connaissant une évolution rapide.
Politique/ Document de référence	SCN2008, PNDES II, ODD
Typologie	Indicateur d'impact
Objectif/ Raison d'être :	Le PIB permet de mesurer les richesses créées dans un pays pour une année donnée.
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul :	Le PIB est obtenu suivant les trois approches à savoir l'approche par la production, l'approche par les revenus et l'approche par les dépenses. PIB (aux prix du marché) = somme des valeurs ajoutées (aux prix de base) de toutes les branches + Impôt et taxes sur les produits - subventions sur les produits. Le prix de base correspond à ce que le producteur reçoit effectivement de sa production diminuée des impôts nets des subventions sur les produits
Sources de données	Données des comptes économiques de la nation :
Périodicité	Trimestrielle, Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	L'annuaire statistique national, le rapport sur les perspectives économiques et financières du Burkina Faso, l'annuaire statistique de l'économie et des finances, les notes techniques du budget économique de la DGEP, sur les site webs de l'INSD (www.insd.bf), du CNS (www.cns.bf), de la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), du SP-CNPE (www.cnpe.gov.bf) et de la DGEP (www.dgеп.gov.bf).
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Estimation de l'activité économique dans le secteur informel
Propositions d'amélioration	Réaliser des enquêtes annuelles sur le secteur informel Désagréger l'indicateur par région

Intitulé **Produit intérieur brut (PIB) au prix courant**

Domaine	Prévisions et analyses économiques
Définition	Le produit intérieur brut correspond à la somme des valeurs ajoutées créées par tous les agents économiques résidant sur le territoire économique, à laquelle on ajoute les droits et taxes perçus à l'importation ; le tout évalué au prix de l'année en cours. Il couvre l'ensemble des activités productrices, y compris celles du secteur informel. Il peut être aussi calculé selon « l'approche revenu » et « l'approche dépenses ».
Politique/ Document de référence	SCN 2008, PNDES II, ODD
Typologie	Indicateur d'impact
Objectif/ Raison d'être :	Le PIB permet de mesurer les richesses créées dans un pays pour une année donnée. Il permet de calculer les ratios caractéristiques de l'économie.
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul :	PIB (au prix du marché) = somme des valeurs ajoutées (au prix de base) +taxes moins subventions sur les produits.
Sources de données	En réalisation, il est fourni par l'INSD dans la diffusion des comptes nationaux définitifs. En estimation, l'indicateur est fourni par la DGEP à travers l'IAP (Instrument Automatisé de Prévision).
Périodicité	Trimestrielle, Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est calculé et diffusé à travers les rapports sur les comptes nationaux, dans l'annuaire statistique national, dans le rapport sur les perspectives économiques et financières du Burkina Faso, dans l'annuaire statistique de l'économie et des finances, les notes techniques du budget économique de la DGEP sur le site web de l'INSD (www.insd.bf), le site web du CNS (www.cns.bf), le site web de la DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), le site web du SP-CNPE (www.cnpe.gov.bf) et sur le site de la DGEP (www.dgpe.gov.bf)..
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Estimation de l'activité économique dans le secteur informel
Propositions d'amélioration	Réaliser des enquêtes annuelles sur le secteur informel Désagréger l'indicateur par région

Intitulé Taux de croissance du PIB réel ou PIB en volume par habitant	
Domaine	Prévisions et analyses économiques
Définition	Le taux de croissance du PIB réel par habitant mesure l'évolution en pourcentage du PIB (en volume) par habitant entre deux années.
Politique/ Document de référence	Système de comptabilité nationale (SCN) 2008 ; PNDESII, Objectifs du développement durable (ODD) 2015-2030
Typologie	Indicateur d'impact
Objectif/ Raison d'être :	Il sert à mesurer l'activité économique d'un pays en se basant sur le revenu moyen de ses citoyens. Cet indicateur est parfois utilisé pour mesurer approximativement le revenu par tête. Le PIB par habitant permet alors de comparer les niveaux de vie entre les pays. Il est souvent converti en dollar US.
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul	Le calcul du taux de croissance du PIB réel ou en volume par habitant passe tout d'abord par le calcul du PIB par habitant. Le PIB par habitant à l'année n ($PIBH_n$) : $PIBH_n = \frac{PIB\text{ réel}_n(\text{en volume})}{Population\ totale_n}$ Le taux de croissance du PIB par habitant ($TxPIBH$) : $TxPIBH = \frac{PIBH_n - PIBH_{n-1}}{PIBH_{n-1}} \times 100$
Sources de données	En réalisation, il est fourni par l'INSD à travers les comptes économiques de la nation. En estimation et en prévision, l'indicateur est fourni par la DGEP à travers l'IAP (Instrument Automatisé de Prévision).
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est diffusé dans l'annuaire statistique de l'économie et des finances et disponible sur le site web de la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), sur le site web de l'INSD (www.insd.bf).
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Les données de la population ne sont disponibles que chaque dix (10) ans, elles sont donc estimées sur la base des résultats des recensements de la population. Le PIB par habitant des années après les recensements est donc calculé sur la base de projections démographiques.
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé Taux de croissance du PIB réel (en volume)	
Domaine	Prévisions et analyses économiques
Définition	Le taux de croissance du PIB est la variation relative du PIB (en volume) d'une année sur l'autre.
Politique/ Document de référence	Système de comptabilité nationale (SCN) 2008 ; PNDESII, Objectifs du développement durable (ODD) 2015-2030
Typologie	Indicateur d'impact
Objectif / Raison d'être	Le taux de croissance du PIB permet de mesurer l'évolution de la production en éliminant l'effet de l'inflation. Il permet de mesurer la croissance réelle de la production d'un pays au cours d'une année
Valeur de Référence et cible	. Valeur de référence 2020 :1,9% Cible PNDES II (2025): 7,1%
Méthode de calcul :	$Tx\ PI Bréel = \frac{PI Bréel(n) - PI Bréel(n - 1)}{PI Bréel(n - 1)} * 100$ NB : applicable pour une année de base fixe
Sources de données	En réalisation, il est fourni par l'INSD à travers les comptes économiques de la nation. En estimation et en prévision, l'indicateur est fourni par la DGEP/DPAM à travers l'IAP (Instrument Automatisé de Prévision).
Périodicité	Trimestrielle, Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est calculé et diffusé à travers les rapports sur les comptes nationaux, dans l'annuaire statistique national, dans le rapport sur les perspectives économiques et financières du Burkina Faso, dans l'annuaire statistique de l'économie et des finances, les notes techniques du budget économique de la DGEP sur le site web de l'INSD (www.insd.bf), le site web du CNS (www.cns.bf), le site web de la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf).
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé **Part des valeurs ajoutées sectorielles dans le PIB**

Domaine	Prévisions et analyses économiques
Définition	La part des valeurs ajoutées sectorielles dans le PIB est la contribution apportée au PIB par un secteur donné ou une branche d'activité. La valeur ajoutée correspond à la valeur de la production diminuée de celle de la consommation intermédiaire, elle est la source d'où proviennent les revenus primaires.
Politique/Document de référence	PNDESII, Objectifs du développement durable (ODD) 2015-2030
Typologie	Indicateur d'effet
Objectif/ Raison d'être	L'indicateur permet de mesurer le poids de chaque secteur et branche d'activité dans la création de la richesse nationale. L'évolution de cet indicateur selon les secteurs d'activité contribue à évaluer la transformation structurelle dans un pays.
Valeur de Référence et cible	<u>Cible PNDES II</u>: Dans le cadre du suivi du PNDES, plusieurs indicateurs relatifs à la part ou la contribution dans le PIB sont identifiés. Il s'agit de : - la part de l'industrie manufacturière dans le PIB devrait passer de 9% en 2020 à 12,9% en 2025 ; - la part du secteur secondaire dans le PIB devrait passer de 26,9% en 2020 à 31,4% en 2025 ; - la part de l'industrie touristique dans le PIB devrait passer de 2,6% en 2017 à 3,5% en 2025 ; - la part de l'industrie culturelle dans le PIB devrait passer de 5,23% en 2017 à 6,83% en 2025 ; - la part des industries extractives dans le PIB devrait passer de 15,0% en 2020 à 20,0% en 2025 ; la contribution des postes et télécommunications au PIB devrait passer de 2,5% en 2020 à 2,7% en 2025.
Méthode de calcul :	Part des valeurs ajoutées (VA) sectorielles dans le PIB : $= \frac{\text{Valeur ajoutée d'un secteur ou d'une branche d'activité}}{\text{PIB Nominal}} \times 100$
Sources de données	En réalisation, il est fourni par l'INSD dans la diffusion des comptes nationaux définitifs. En estimation, l'indicateur est fourni par la DGEP à travers l'IAP (Instrument Automatisé de Prévision).
Périodicité	Trimestrielle, Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	les rapports sur les comptes nationaux, l'annuaire statistique national, dans le rapport sur les perspectives économiques et financières du Burkina Faso, dans l'annuaire statistique de l'économie et des finances, les notes techniques du budget économique de la DGEP sur les sites webs de l'INSD (www.insd.bf), du CNS (www.cns.bf), de la DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf) et de la DGEP (www.dgеп.gov.bf).
Structures responsables	INSD, DGEP
Désagrégation	Par secteur, sous-secteur et branche d'activité
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé		Part du secteur informel dans la valeur ajoutée du secteur tertiaire
Domaine	Prévisions et analyses économiques	
Définition	La part du secteur informel dans la valeur ajoutée du secteur tertiaire est le rapport de la valeur ajoutée du secteur informel par rapport à la valeur ajoutée du secteur tertiaire. Le secteur informel est défini en fonction des circonstances nationales comme un ensemble d'entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, qui produisent au moins quelques produits pour le marché mais qui ont soit moins d'un nombre spécifié de salariés et/ou qui ne sont pas enregistrées selon les formes spécifiques de la législation nationale.	
Politique / Document de référence	Système de comptabilité nationale (SCN) 2008 ; PNDESII, Objectifs du développement durable (ODD) 2015-2030.	
Typologie	Indicateur d'impact	
Objectif/ Raison d'être	L'objectif des politiques est de travailler à rendre formel la majorité des entreprises de ce secteur. Secteur tertiaire et d'apprécier le niveau de formalisation des entreprises.	
Valeur de Référence et cible	Valeur 2020 :16,5% Cible PNDES II : 14% en 2023 et 12% en 2025	
Méthode de calcul	Part du secteur informel dans la valeur ajoutée du secteur tertiaire : $= \frac{\text{Valeur ajoutée du secteur informel}}{\text{Valeur ajoutée du secteur tertiaire}} \times 100$	
Sources de données	En réalisation, il est fourni par l'INSD dans la diffusion des comptes nationaux définitifs. En estimation, l'indicateur est fourni par la DGEP à travers l'IAP (Instrument Automatisé de Prévision).	
Périodicité	Annuelle	
Considérations sexo-spécifiques	Néant	
Canal de diffusion	les rapports sur les comptes nationaux, dans l'annuaire statistique national, dans le rapport sur les perspectives économiques et financières du Burkina Faso, dans l'annuaire statistique de l'économie et des finances, les notes techniques du budget économique de la DGEP sur le site web de l'INSD (www.insd.bf), le site web du CNS (www.cns.bf), le site web de la DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), le site web du SP-CNPE (www.cnpe.gov.bf) et sur le site de la DGEP (www.dgеп.gov.bf).	
Structures responsables	INSD, DGEP	
Désagrégation	Cet indicateur est désagrégé par branche.	
Difficultés et limites	Estimation de l'activité économique dans le secteur informel	
Propositions d'amélioration	Réaliser des enquêtes annuelles sur le secteur informel	

Intitulé Taux de croissance de la valeur ajoutée des services marchands

Domaine	Prévisions et analyses économiques
Définition	Le taux de croissance de la valeur ajoutée des services marchands est la variation relative d'une année à l'autre des valeurs ajoutées des services marchands. La valeur ajoutée est la valeur de la production diminuée de celle de la consommation intermédiaire ; elle constitue la contribution apportée au PIB par un producteur, une branche d'activité ou un secteur. La valeur ajoutée brute est la source d'où proviennent les revenus primaires. On considère qu'une unité rend des services marchands lorsqu'elle les vend (en grande partie ou en totalité) à des prix économiquement significatifs.
Politique/Document de référence	PNDES
Typologie	Indicateur d'impact
Objectif /Raison d'être	Il permet d'apprécier la dynamique des activités économiques du secteur privé. Il permet de voir la contribution du secteur privé à la croissance du PIB et à la création d'emplois.
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul	Le taux de croissance de la valeur ajoutée des services marchands entre l'année n-1 et l'année n (TcVASM), $TcVASM = \frac{V_{An} - V_{An-1}}{V_{An-1}} \times 100$ où VASM désigne la valeur ajoutée des services marchands
Sources de données	En réalisation, il est fourni par l'INSD dans la diffusion des comptes nationaux définitifs. En estimation, l'indicateur est fourni par la DGEP à travers l'IAP (Instrument Automatisé de Prévision).
Périodicité	Trimestrielle, Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	Les rapports sur les comptes nationaux, dans l'annuaire statistique national, dans le rapport sur les perspectives économiques et financières du Burkina Faso, dans l'annuaire statistique de l'économie et des finances, les notes techniques du budget économique de la DGEP sur le site web de l'INSD (www.insd.bf), le site web du CNS (www.cns.bf), le site web de la DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), le site web du SP-CNPE (www.cnpe.gov.bf) et sur le site de la DGEP (www.dgep.gov.bf).
Structures responsables	INSD, DGEP
Désagrégation	L'indicateur est désagrégé par branche d'activité (commerce, transport, services financiers, poste et télécommunication, etc.)
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé **Indice de la production industrielle (IPI) rénové**

Domaine	Production
Définition	L'Indice de la production industrielle est un indicateur qui permet de mesurer l'évolution de la production des unités industrielles exerçant sur le territoire national à une période bien définie. Il s'intéresse à l'activité de fabrication, de transformation et de services industriels fournis ou sous traités des unités industrielles et permet de mesurer le volume des biens et services industriels produits par ces unités au cours d'une période donnée. L'IPI rénové est un indice de type Laspeyres, calculé en base mobile conformément aux dernières recommandations internationales des Nations Unies.
Politique/ Document de référence	Nomenclature d'activités des Etats membres d'AFRISAT (NAEMA) et la Nomenclature de produits des Etats membres d'AFRISAT (NOPEMA).
Typologie	Néant
Objectif/ Raison d'être	L'objectif est de mesurer l'évolution de la production en volume des biens et services industriels (biens fabriqués ou transformés et services industriels fournis ou sous traités) des unités industrielles résidentes au Burkina Faso
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul	L'indice global est l'indice pondéré des indices de branches par leur poids en année de base dans l'échantillon. L'indice global se calcule en pondérant les indices des différentes branches par leur poids respectif. $IG = (\sum Pb * Ib) / \sum Pb$ Avec IG=Indice global, Pb= Poids de la branche, Ib = Indice de la branche $\sum Pb = 10\ 000$: Pondération globale Le volume utilisé pour le calcul de l'IPI rénové est obtenu par déflation de la production en valeur des unités industrielles à partir d'un nouvel indice élaboré à cet effet, l'indice de prix de production industrielle (IPPI)..
Sources de données	INSD
Périodicité	Trimestrielle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion et/ou structures responsables	La note trimestrielle IPI Info de l'IPI rénové, les notes de conjoncture de la DGEP, l'annuaire statistique national, l'annuaire statistique de l'économie et des finances, sur les sites webs de l'INSD (www.insd.bf), du CNS (www.cns.bf), de la DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf) et de la DGEP (www.dgеп.gov.bf).
Désagrégation	Branches/sous branches d'activités
Difficultés et limites	Le retard dans la réponse de certaines grandes entreprises, ce qui impacte le délai de diffusion.
Propositions d'amélioration	Une bonne stratégie de sensibilisation des entreprises échantillons afin de disposer des données à temps.

I.3.2 Indicateurs relatifs à la demande

Intitulé	Taux de consommation finale
Domaine	Prévisions et analyses économiques
Définition	Le taux de consommation finale désigne la part des dépenses de consommation finale des ménages, de l'État et des Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) (les entités résidentes) par rapport à leur revenu. Il s'agit des dépenses qu'ils réalisent effectivement pour acquérir des biens et des services destinés à la satisfaction de leurs besoins. Les produits correspondants ne sont pas stockés, mais considérés comme consommés au moment de leur achat.
Politique/Document de référence	SCN 2008
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/ Raison d'être	Le taux de consommation permet de cerner la part du revenu disponible qui est destinée à la consommation de biens finaux. L'indicateur permet donc de cerner le poids de la consommation finale par rapport aux autres composantes de l'emploi final
Valeur de Référence et cible	.
Méthode de calcul	$\text{Taux de consommation finale} = \frac{\text{Consommation finale}}{\text{PIB courant}} \times 100$ (Lorsqu'il s'agit de la consommation globale prenant en compte la consommation des ménages et du secteur publique) $\text{Taux de consommation finale} = \frac{\text{Consommation finale des ménages}}{\text{Revenu disponible des ménages}} \times 100$ (Lorsqu'il s'agit de la consommation des ménages uniquement)
Sources de données	En réalisation, il est fourni par l'INSD dans la diffusion des comptes nationaux définitifs. En estimation, l'indicateur est fourni par la DGEP à travers l'IAP (Instrument Automatisé de Prévision).
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	La note technique du cadrage macroéconomique et dans le rapport sur les perspectives économiques et financières du Burkina Faso. Les sites webs de l'INSD (www.insd.bf), du CNS (www.cns.bf), du SP-CNPE (www.cnpe.gov.bf) et de la DGEP (www.dgep.gov.bf).
Structures responsables	INSD, DGEP
Désagrégation	Le taux de consommation peut être désagrégé comme suit : privé (ménages) ; public et par groupe socio-économique.
Difficultés et limites	La périodicité des enquêtes sur les conditions de vie des ménages reste longue, ce qui fait que la structure de la consommation par groupe socio-économique utilisée reste constante entre deux enquêtes.
Propositions d'amélioration	La poursuite des enquêtes annuelles sur les conditions de vie des ménages permettrait d'obtenir la structure de la consommation chaque année selon plusieurs niveaux de désagrégation.

Intitulé	
Formation brute de capital fixe	
Domaine	Prévisions et analyses économiques
Définition	La formation brute de capital fixe est mesurée par la valeur totale des acquisitions diminuée des cessions d'actifs fixes. Elle est valorisée à prix d'acquisition. Elle désigne la valeur des biens durables acquis par les unités de production pour être utilisée pendant au moins un an dans leur processus de production.
Politique/Document de référence	SCN 2008
Typologie	Indicateur d'impact
Objectif /Raison d'être :	La formation brute de capital fixe permet de suivre l'ensemble des investissements (usines, machines, logements, routes, etc.) Dans l'économie nationale
Valeur de Référence et cible	.
Méthode de calcul :	- Les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes tangibles (logements, autres bâtiments et constructions ; machines et équipements ; actifs cultivés, arbres et cheptels, utilisés de manière continue pour produire des fruits, du lait, etc.); - Les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes intangibles (exploration minière ; logiciels informatiques ; originaux d'œuvres littéraires, artistiques, etc., les améliorations majeures apportées à des actifs tangibles non produits (terres) ; les frais d'acquisition liés au transfert de propriété d'actifs tangibles non produits).
Sources de données	En réalisation, il est fourni par l'INSD dans la diffusion des comptes nationaux définitifs. En estimation, l'indicateur est fourni par la DGEP à travers l'IAP (Instrument Automatisé de Prévision).
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	Les rapports des comptes économiques de la nation, dans la note technique du cadrage macroéconomique réalisée par le Comité de prévision et de conjoncture et dans le rapport sur les perspectives économiques et financières du Burkina Faso. Il est disponible sur le site web de l'INSD (www.insd.bf), le site web du CNS (www.cns.bf), le site web du SP-CNPE (www.cnpe.gov.bf) et sur le site de la DGEP (www.dgep.gov.bf).
Structures responsables	INSD, DGEP
Désagrégation	Publique, privée et par nature
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé Taux d'investissement brut	
Domaine	Prévisions et analyses économiques
Définition	Le taux d'investissement brut de l'économie d'un pays est un ratio qui indique la formation brute de capital fixe (investissements matériels et logiciels réalisés pendant un an) de tous les agents économiques exprimé en pourcentage de la richesse nationale. En d'autres termes, il correspond à la part de la richesse produite en une année et qui est destinée à renouveler et à accroître le potentiel productif.
Politique/Document de référence	SCN 2008
Typologie	Indicateur d'effet
Objectif /Raison d'être	Le taux d'investissement permet de connaître le pourcentage de la richesse consacré à l'investissement chaque année. Au regard du rôle central de l'investissement dans l'accroissement de la richesse nationale, le taux d'investissement permet de cerner l'efficacité des politiques dans l'accélération de la croissance et du bien-être des populations.
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul :	$\text{Taux d'investissement brut} = \frac{\text{Formation brute de capital fixe}}{\text{PIB courant}} \times 100$
Sources de données	En réalisation, il est fourni par l'INSD dans la diffusion des comptes nationaux définitifs. En estimation, l'indicateur est fourni par la DGEP à travers l'IAP (Instrument Automatisé de Prévision).
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	
Canal de diffusion	Les rapports des comptes économiques de la nation, dans la note technique du cadrage macroéconomique réalisée par le Comité de prévision et de conjoncture et dans le rapport sur les perspectives économiques et financières du Burkina Faso. Il est disponible sur le site web de l'INSD (www.insd.bf), le site web du CNS (www.cns.bf), le site web du SP-CNPE (www.cnpe.gov.bf) et sur le site de la DGEP (www.dgep.gov.bf).
Structures responsables	INSD, DGEP
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	La périodicité des enquêtes sur les conditions de vie des ménages reste longue, ce qui fait que l'utilisation du revenu par les ménages reste constante entre deux enquêtes. Une des limites serait la non diffusion de l'indicateur selon les composantes du secteur public (État, Collectivités territoriales, Entreprises publiques, etc.).
Propositions d'amélioration	Diffuser l'indicateur selon les composantes du secteur public (État, Collectivités territoriales, Entreprises publiques, etc.).

Intitulé Taux d'investissement brut des entreprises privées

Domaine	Prévisions et analyses économiques
Définition	Taux d'investissement brut des entreprises privées indique la part de la valeur ajoutée brute utilisée pour les investissements. En d'autres termes, il correspond à la part de la richesse produite en une année et qui est destinée à renouveler et à accroître le potentiel productif.
Référence	SCN 2008
Typologie	Indicateur d'effet
Objectif et /Raison d'être	Le taux d'investissement permet de connaître le pourcentage de la richesse consacré à l'investissement chaque année. Il permet de mesurer l'effort d'investissement d'une économie et permet aussi des comparaisons internationales.
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul :	$\text{Taux d'investissement brut} = \frac{\text{Formation brute de capital fixe}}{\text{Valeur ajoutée brute}} \times 100$
Sources de données	En réalisation, il est fourni par l'INSD dans la diffusion des comptes nationaux définitifs. En estimation, l'indicateur est fourni par la DGEP à travers l'IAP (Instrument Automatisé de Prévision).
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	Les rapports des comptes économiques de la nation, dans la note technique du cadrage macroéconomique réalisée par le Comité de prévision et de conjoncture et dans le rapport sur les perspectives économiques et financières du Burkina Faso. Il est disponible sur le site web de l'INSD (www.insd.bf), le site web du CNS (www.cns.bf), le site web du SP-CNPE (www.cnpe.gov.bf) et sur le site de la DGEP (www.dgep.gov.bf).
Structures responsables	INSD, DGEP
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	La périodicité des enquêtes sur les conditions de vie des ménages reste longue, ce qui fait que l'utilisation du revenu par les ménages reste constante entre deux enquêtes. Une des limites serait la non diffusion de l'indicateur selon les composantes du secteur public (État, Collectivités territoriales, Entreprises publiques, etc.).
Propositions d'amélioration	Diffuser l'indicateur selon les composantes du secteur public (État, Collectivités territoriales, Entreprises publiques, etc.).

Intitulé Taux d'épargne (Épargne nationale brute en % du PIB)	
Domaine	Prévisions et analyses économiques
Définition	Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne brute et le revenu disponible brut. L'épargne est estimée en soustrayant les dépenses de consommation du revenu disponible. L'épargne nationale est la somme de l'épargne des acteurs économiques. Elle émane également des résultats des transactions courantes avec le reste du monde.
Politique/Document de référence	SCN 2008
Typologie	Indicateur d'impact
Objectif /Raison d'être	Le taux d'épargne permet d'analyser ou même de prévoir le comportement des agents institutionnels en matière d'épargne et de consommation. Cet indicateur est utilisé pour analyser la disponibilité des ressources internes pour les investissements. Il permet d'analyser la disponibilité des ressources internes pour les investissements
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul :	Le taux d'épargne brute lorsqu'il s'agit de toute l'économie : $\text{Taux d'épargne} = \frac{\text{Epargne brute}}{\text{PIB courant}} \times 100$
Sources de données	En réalisation, il est fourni par l'INSD dans la diffusion des comptes nationaux définitifs. En estimation, l'indicateur est fourni par la DGEP à travers l'IAP (Instrument Automatisé de Prévision).
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	INSD, DGEP
Canal de diffusion	Les rapports des comptes économiques de la nation, les sites web www.insd.bf , www.cns.bf et www.dgep.gov.bf ..
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	La périodicité des enquêtes sur les conditions de vie des ménages reste longue.
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé Taux d'épargne brute des ménages	
Domaine	Prévisions et analyses économiques
Définition	Le taux d'épargne brute des ménages est le rapport entre l'épargne brute des ménages et le revenu disponible brut des ménages. L'épargne brute des ménages est la partie de leur revenu qui n'est pas utilisée pour la consommation.
Politique/Document de référence	SCN 2008
Typologie	Indicateur d'effet
Objectif /Raison d'être	Le taux d'épargne permet d'analyser ou même de prévoir le comportement des ménages en matière d'épargne et de consommation. Cet indicateur est utilisé pour analyser la disponibilité des ressources ménages pour les.
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul :	$\text{Taux d'épargne des ménages} = \frac{\text{Epargne brute des ménages}}{\text{Revenu disponible brut des ménages}} \times 100$
Sources de données	En réalisation, il est fourni par l'INSD dans la diffusion des comptes nationaux définitifs. En estimation, l'indicateur est fourni par la DGEP à travers l'IAP (Instrument Automatisé de Prévision).
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion et/ou structures responsables	L'indicateur est calculé et diffusé à travers les rapports des comptes économiques de la nation. Il est disponible sur le site web de l'INSD (www.insd.bf), le site web du CNS (www.cns.bf).
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	La périodicité des enquêtes sur les conditions de vie des ménages reste longue, ce qui fait que le taux de l'épargne par groupe socio-économique reste constant entre deux enquêtes.
Propositions d'amélioration	Néant

I.4 Indicateurs relatifs aux prix et inflation

Intitulé		Déflateur du PIB
Domaine	Prévisions et analyses économiques	
Définition	Le déflateur du PIB est le rapport entre le PIB en valeur et le PIB en volume exprimé en pourcentage. Il fournit une indication de l'évolution des prix de la production finale domestiques des biens et service. Il diffère de l'IHPC en fonction notamment de l'évolutions des importations et des exportations et de la formation brute du capital fixe (FBCF)	
Politique/Document de référence	Néant	
Typologie	Indicateur d'impact	
Objectif /Raison d'être :	Le déflateur du PIB est un des indicateurs économiques permettant de mesurer l'inflation. Il est utilisé pour corriger les agrégats des effets de l'inflation. Il permet donc d'obtenir la valeur du PIB réel en connaissant sa valeur courante ou nominale.	
Valeur de Référence et cible		
Méthode de calcul :	$\text{Déflateur du PIB} = \frac{\text{PIB courant}}{\text{PIB en volume}} \times 100$ PIB courant ou en valeur=Production valorisée aux prix de l'année courante PIB en volume=Production valorisée aux de l'année précédente chaînée Au Burkina Faso, à ce jour, l'année de base est 2015.	
Sources de données	En estimation, l'indicateur est fourni par la DGEP à travers l'IAP (Instrument Automatisé de Prévision). En réalisation, il est fourni par l'INSD dans la diffusion des comptes nationaux définitifs.	
Périodicité	Trimestrielle, Annuelle	
Considérations sexo-spécifiques	Néant	
Canal de diffusion	L'indicateur est diffusé lors de la publication des comptes nationaux définitifs par l'INSD. Il est aussi diffusé à partir des estimations et des projections de l'IAP. Il est publié dans l'annuaire statistique de l'économie et des finances. Aussi, il est disponible sur les sites web de l'INSD (www.insd.bf), du CNS (www.cns.bf), de la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf) et de la DGEP (www.dgep.gov.bf).	
Structures responsables	INSD, DGEP	
Désagrégation	L'indicateur est désagrégé par grand groupe de produit et par emploi du PIB (Consommation, investissement, exportation, importation)	
Difficultés et limites	Néant	
Propositions d'amélioration	Néant	

Intitulé		Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)
Domaine	Prévisions et analyses économiques	
Définition	L'IHPC mesure entre deux périodes, l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages. Il est calculé mensuellement et l'indice annuel est une moyenne simple des IHPC mensuels.	
Politique/Document de référence	PNDES, Nomenclature de consommation ouest africaine (NCOA-IHPC), le pacte de convergence	
Typologie	Indicateur d'effet	
Objectif /Raison d'être	Mesure le niveau général des prix. Il permet de calculer l'inflation. %	
Valeur de Référence et cible		
Méthode de calcul :	Les indices harmonisés sont des indices de LASPEYRES : $IHPC = 100 * \frac{\sum_i P_{it} * Q_{i0}}{\sum_i P_{i0} * Q_{i0}} = 100 * \sum_i W_{i0} * \frac{P_{it}}{P_{i0}}$ avec $W_{i0} = \frac{P_{i0} Q_{i0}}{\sum_i P_{i0} Q_{i0}}$	
Sources de données	Base de données des prix à la consommation de l'INSD	
Périodicité	Mensuelle, Annuelle	
Considérations sexo-spécifiques	Néant	
Canal de diffusion	Les notes mensuelles sur l'IHPC, l'annuaire statistique national, dans les bulletins statistiques trimestriels de la DGESS/MEFP, l'annuaire statistique de l'économie et des finances, les site web de l'INSD (www.insd.bf), du CNS (www.cns.bf) et de la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf)	
Structures responsables	INSD	
Désagrégation	Néant	
Difficultés et limites	Le calcul de l'IHPC porte sur les données collectées dans cinq localités (Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Ouahigouya, Fada N'gourma et Dori)	
Propositions d'amélioration	Calculer l'IHPC sur les données collectées dans toutes les régions du Burkina Faso	

Intitulé	Indice des prix à l'importation
Domaine	Prévisions et analyses économiques
Définition	L'indice des prix à l'importation mesure la variation des prix des marchandises à l'importation entre deux dates données.
Politique/Document de référence	La Classification type pour le commerce international (CTCI) et le Système harmonisé (SH)
Typologie	Néant
Objectif /Raison d'être	Il concourt à la détermination des termes de l'échange et traduit l'évolution des échanges entre le Burkina et ses partenaires commerciaux. Il permet de déceler les changements conjoncturels intervenus dans les importations.
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul :	L'indice des prix ou des valeurs moyennes (valeurs unitaires) est calculé au moyen de la formule de Paasche. C'est un indice à pondérations variables déterminées à partir des valeurs courantes. $IPI = 1 / \sum_{i=1}^n \frac{c_t^i}{\frac{p_t^i}{p_0^i}} * 100 \text{ avec } \frac{p_t^i q_t^i}{\sum_i p_t^i q_t^i} = c_t^i$ c_t^i : pondération p_t^i : prix courant p_0^i : Prix de base i : produits t : période
Sources de données	Base de données du commerce extérieur de l'INSD
Périodicité	Trimestrielle, Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	Note trimestrielle sur les statistiques du commerce extérieur, Annuaire Statistique National ; Annuaire de commerce extérieur et sur les sites web de l'INSD (www.insd.bf) et du CNS (www.cns.bf)
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé		Indice des prix à l'exportation
Domaine		Prix
Définition		L'indice des prix à l'exportation mesure la variation des prix des marchandises à l'exportation entre deux dates données. L'indice des prix ou des valeurs moyennes (valeurs unitaires) est calculé au moyen de la formule de Paasche. C'est un indice à pondérations variables déterminées à partir des valeurs courantes.
Politique/Document de référence		La Classification type pour le commerce international (CTCI) et le Système harmonisé (SH)
Typologie		Néant
Objectif /Raison d'être		Il concourt à la détermination des termes de l'échange et traduit l'évolution des échanges entre le Burkina et ses partenaires commerciaux. Il permet de déceler les changements conjoncturels intervenus dans les exportations.
Valeur de Référence et cible		
Méthode de calcul :		L'indice des prix ou des valeurs moyennes (valeurs unitaires) est calculé au moyen de la formule de Paasche. C'est un indice à pondérations variables déterminées à partir des valeurs courantes. $IPE = 1 / \sum_{i=1}^n \frac{C_t^i}{\frac{p_t^i}{p_0^i}} * 100 \text{ avec } \frac{p_t^i q_t^i}{\sum_i p_t^i q_t^i} = C_t^i$ C_t^i : pondération p_t^i : prix courant p_0^i : prix de base <i>i</i> : produits <i>t</i> : période
Sources de données		Base de données du commerce extérieur de l'INSD
Périodicité		Trimestrielle, Annuelle
Considérations sexo-spécifiques		Néant
Canal de diffusion		Note trimestrielle sur les statistiques du commerce extérieur, Annuaire Statistique National ; Annuaire de commerce extérieur et sur les sites web de l'INSD (www.insd.bf) et du CNS (www.cns.bf)
Structures responsables		INSD
Désagrégation		Néant
Difficultés et limites		Néant
Propositions d'amélioration		Néant

Intitulé Taux d'inflation moyen	
Domaine	Prévisions et analyses économiques
Définition	Le taux d'inflation est la variation du niveau général des prix à la consommation entre deux périodes.
Politique/Document de référence	Nomenclature de consommation ouest africaine (NCOA-IHPC), PNDES, le pacte de convergence.
Typologie	Indicateur de résultat dans le pacte de convergence
Objectif /Raison d'être :	Il permet de suivre le niveau général des prix des biens et services consommés par les ménages
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul :	Variation du niveau de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) entre deux années consécutives. $\text{Taux d'inflation} = \frac{\text{Indice (période } n) - \text{Indice (période } n - 1)}{\text{Indice (période } n - 1)} * 100$ L'indice annuel est une moyenne simple des indices élémentaires mensuels.
Sources de données	Base de données des prix à la consommation de l'INSD
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	Notes mensuelles sur l'IHPC, Annuaire Statistique National et sur les sites web de l'INSD (www.insd.bf) et du CNS (www.cns.bf)
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Fonction de consommation, groupe et sous-groupe.
Difficultés et limites	Absence de désagrégation au niveau géographique
Propositions d'amélioration	Disposer le taux d'inflation au niveau régional

II. INDICATEURS SUR LES FINANCES PUBLIQUES

II.1 Indicateurs sur les finances publiques (administration centrale)

II.2 Indicateurs sur les finances locales (collectivités)

II.1 Indicateurs sur les finances de l'administration centrale

II.1.1 Indicateurs relatifs aux recettes

Intitulé : Taux de réalisation ou taux de recouvrement des recettes	
Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux de réalisation des recettes correspond au rapport du montant des réalisations des recettes sur les prévisions pour une période donnée.
Politique/Document de référence	Politique sectorielle gouvernance économique (PSGE) 2018-2027, Programme économiques et financiers avec les PTFs.
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Cet indicateur permet de suivre les performances en matière de mobilisation des recettes
Valeur de Référence et cible	Cible : 100%
Méthode de calcul :	$\text{Taux de réalisation (\%)} = \frac{\text{Recettes mobilisées}}{\text{Prévisions de recettes}} * 100$ NB : les prévisions peuvent être de la LFI ou la LFR
Sources de données	DGI, DGD, DGTCP, Lois de règlement.
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	DGESS, DGI, DGD, DGTCP
Canal de diffusion	Rapports d'activité des régies, Rapports PTA, Tableaux de bord statistiques de l'économie et des finances, Rapports d'exécution du budget. Il est aussi disponible sur le site web de la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf)
Désagrégation	Par nature de recette et par régie
Difficultés et limites	La difficulté majeure est la non informatisation de certaines structures entraînant ainsi des retards dans la transmission de ces données. A cela s'ajoute le caractère provisoire de certaines recettes mobilisées et la faible communication entre les structures pour des besoins d'harmonisation.
Propositions d'amélioration	Modernisation de l'administration fiscale et douanière.

Intitulé : Taux de progression du recouvrement des recettes

Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux de progression du recouvrement des recettes est la variation relative des recettes recouvrées entre deux périodes
Politique/Document de référence	Lois de finances
Typologie	Un indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être :	Le calcul du taux de progression de recouvrement des recettes permet de comparer le niveau d'augmentation des recettes recouvrées d'une période à une autre.
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul	$\text{Taux de croissance des recettes (\%)} = \frac{\text{Recettes}_n - \text{Recettes}_{n-1}}{\text{Recettes}_{n-1}} * 100$
Sources de données	DGI, DGD, DGTCP, Loi de règlement
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle et annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	DGESS, DGI, DGD, DGTCP
Canal de diffusion	Rapports d'activité des Régies, Tableaux de bord statistiques de l'économie et des finances, Rapport d'exécution du budget. Il est aussi disponible sur le site web de la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf)
Désagrégation	Par nature de recette et par régie
Difficultés et limites	La difficulté majeure est la non informatisation de certaines structures entraînant ainsi des retards dans la transmission de ces données. A cela s'ajoute le caractère provisoire de certaines recettes mobilisées et la faible communication entre les structures pour des besoins d'harmonisation.
Propositions d'amélioration	Poursuivre la moderniser l'administration fiscale et douanière.

Indicateur : Taux de réalisation des recettes budgétaires

Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux de réalisation des recettes budgétaires est le rapport des recouvrements sur les prévisions pour une période donnée. Ce taux peut être calculé par rapport aux prévisions initiales ou aux prévisions révisées. Ces recettes budgétaires sont constituées des recettes fiscales, recettes non fiscales et des recettes en capital.
Politique/Document de référence	Cadre PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability)
Typologie	Indicateur de résultat.
Objectif/Raison d'être	Le calcul du taux de réalisation des recettes budgétaires est destiné à suivre la dynamique de mobilisation des ressources publiques par rapport aux prévisions budgétaires.
Valeur de Référence et cible	100% en 2021 Cible PEFA : 100% (+/-10%)
Méthode de calcul :	Le taux de réalisation des recettes budgétaires pour une période donnée n $= \frac{\text{Recouvrements budgétaires période } n}{\text{Prévisions budgétaires période } n} * 100$ Où Recouvrements budgétaires période n est le total des ressources mobilisées pour le Budget de l'Etat à la période n et Prévisions budgétaires période n, les objectifs de mobilisation des recettes du Budget de l'Etat assignés pour la même période n.
Sources de données	DGI, DGTCP, DGD, DGB.
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	DGESS, DGI, DGTCP, DGD, DGB
Canal de diffusion	Annuaire statistique de l'économie et des finances (ASEF), tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF), www.dgess.finances.gov.bf , tableau de bord de l'économie et notes de conjonctures.
Désagrégation	Par nature de recettes (fiscale, non fiscale, en capital) et selon les différentes régies de recettes (DGD, DGI et DGTCP).
Difficultés et limites	Le caractère provisoire de certaines données sur le recouvrement (notamment les recettes minières) qui sont donc appelées à changer en cours d'année. Toute chose qui fait que le taux ainsi calculé pour une période donnée est susceptible de variation. Par ailleurs, les séances de pointage à la RG des recettes recouvrées par la DGD et la DGI ne se limitent qu'aux recouvrements effectués par bureau des douanes et des impôts et non par nature de recette.
Propositions d'amélioration	Des efforts doivent être faits dans le sens de communiquer des données définitives. Chacune des régies (DGD, DGI et DGTCP) doit travailler à recueillir les données définitives auprès de ses structures productrices. Aussi, le pointage des recettes recouvrées par la DGI et la DGD selon leur nature contribuera à assurer une certaine fiabilité dans les données sur le recouvrement communiquées.

Intitulé : Taux de défaillance

Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux de défaillance désigne le pourcentage des contribuables qui n'ont pas déposé leurs déclarations dans les délais par rapport à l'ensemble des contribuables qui devaient déposer des déclarations en une période donnée
Politique/Document de référence	Plan Stratégique de la DGI 2017-2021
Typologie	Indicateur de suivi
Objectif/Raison d'être	Il permet de mesurer le degré de civisme fiscal des contribuables.
Valeur de Référence et cible	Cible : 5% pour les grandes et moyennes entreprises et 10% au niveau des autres entreprises
Méthode de calcul	$\text{Taux de défaillance} = \frac{\text{Nombre de contribuables n'ayant pas déposé leur déclaration dans le délai}}{\text{Nombre de contribuables devant déposer une déclaration}} * 100$
Sources de données :	SINTAX de la DGI
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par régime d'imposition et par Unité de recouvrement
Structures responsables	DGI
Canal de diffusion	Rapports d'activités de la Direction Générale des Impôts (DGI)
Difficultés et limites :	Néant
Propositions d'amélioration :	Néant

Intitulé : Taux de relance

Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux de relance désigne le pourcentage des contribuables défaillants (c'est-à-dire ceux qui n'ont pas déposé leurs déclarations dans les délais) qui ont été relancés/rappelés (soit par courrier, par appel téléphonique...) en une période donnée.
Politique/ Document de référence	Plan Stratégique de la DGI 2017-2021
Typologie	Indicateur de suivi
Objectif /Raison d'être	Le taux de relance permet de mesurer le degré de suivi des contribuables par les services des impôts
Valeur de Référence et cible	Cible : 100%
Méthode de calcul	$\text{taux de relance} = \frac{\text{Nombre de contribuables relancés} * 100}{\text{Nombre de contribuables défaillants}}$
Sources de données	SINTAX de la DGI
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par régime, par nature d'impôt et par Unité de recouvrement
Structures responsables	DGI
Canal de diffusion	Rapports d'activités de la Direction Générale des Impôts (DGI)
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux de recouvrement des restes à recouvrer

Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux de recouvrement des Restes à recouvrer (RAR) désigne la part des créances fiscales qui a été mobilisée. Pour une période donnée, cet indicateur prend en compte le stock des RAR en début de période ainsi que les RAR nés au cours de la période.
Politique/Document de référence	Plan Stratégique de la DGI 2017-2021, contrat d'objectif de recouvrement, note de revue des performances
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Cet indicateur permet d'appréhender les efforts fournis pour l'apurement des RAR
Valeur de Référence et cible	Cible : 10% pour les RAR cantonnés
Méthode de calcul	$\text{Taux de recouvrement des RAR} = \frac{\text{RAR recouvrés}}{\text{Stock des RAR existant}} * 100$
Sources de données	SINTAX de la DGI
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par nature d'impôt et par Unité de recouvrement
Structures responsables	DGI
Canal de diffusion	Rapports d'activités de la Direction Générale des Impôts (DGI)
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Indicateur : Taux d'apurement des restes à recouvrer

Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux d'apurement des Restes à recouvrer (RAR) désigne le rapport entre la somme des montants recouvrés et dégrevés/abandonnés (remises gracieuses ou contentieuse ; admission en non-valeur ; erreurs) ; et le montant des restes à recouvrer
Politique/Document de référence	Plan Stratégique de la DGI 2017-2021, note de revue des performances, PTA/MEFP
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Cet indicateur permet d'appréhender les efforts fournis pour l'apurement des RAR.
Valeur de Référence et cible	Cibles PTA : 15% (2022 et 2023) et 10% (2024)
Méthode de calcul	$\text{Taux d'apurement des RAR} = \frac{\text{RAR recouvrés} + \text{RAR abandonnés}}{\text{Stock des RAR existant}} * 100$
Sources de données	SINTAX de la DGI
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par nature d'impôt et par Unité de recouvrement
Structures responsables	DGI
Canal de diffusion	Rapports d'activités de la Direction Générale des Impôts (DGI), Rapports PTA/MEFP
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux d'exécution des programmes de contrôle

Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux d'exécution des programmes de contrôle désigne le pourcentage des contrôles exécutés par rapport aux contrôles programmés.
Politique/Document de référence	Plan Stratégique de la DGI 2017-2021, Note de revue des performances
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Le taux d'exécution des programmes de contrôle permet de mesurer le taux de réalisation des contrôles programmés.
Valeur de Référence et cible	Cible : 100%
Méthode de calcul	$\text{Taux d'exécution des programmes de contrôle} = \frac{\text{Nombre de contrôles exécutés} * 100}{\text{Nombre de contrôle programmés}}$
Sources de données	Unité de recouvrement ; SINTAX de la DGI
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par Unité de recouvrement
Structures responsables	DGI
Canal de diffusion	Rapports d'activités de la DGI
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux de couverture du contrôle fiscal

Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux de couverture du contrôle fiscal représente le rapport entre le nombre de contribuables vérifiés et le nombre de contribuables gérés
Politique/Document de référence	Plan Stratégique de la DGI 2017-2021
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Permet de mesurer la capacité à vérifier le portefeuille des contribuables devant être soumis aux contrôles.
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul	$\text{Taux de couverture du contrôle fiscal} = \frac{\text{Nombre de contribuables vérifiés}}{\text{Nombre de contribuables gérés}} \times 100$
Sources de données	Unité de recouvrement ; SINTAX de la DGI
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par Unité de recouvrement
Structures responsables	DGI
Canal de diffusion	Rapports d'activités de la DGI
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux de traitement des dossiers domaniaux dans les délais

Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux de traitement des dossiers domaniaux dans les délais est le rapport entre le nombre de dossiers domaniaux traités dans les délais, quel que soit le résultat du traitement (accepté ou rejeté), et le nombre total de dossiers domaniaux reçus.
Politique/ Document de référence	Néant
Typologie	Indicateur de suivi
Objectif/Raison d'être	Suivi des délais de traitement des dossiers
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul	$\text{taux de traitement des dossiers domaniaux dans les délais} = \frac{\text{Nombre de dossiers traités dans les délais} * 100}{\text{Nombre de dossiers reçus}}$
Sources de données	Directions du Guichet Unique du Foncier et Unité de recouvrement
Périodicité	Mensuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par type d'acte
Structures responsables	DGI
Canal de diffusion	Rapports d'activités des Directions du Guichet Unique du Foncier (DGUF-O et DGUF-B)
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux de saisie des déclarations sur SINTAX

Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux de saisie des déclarations sur SINTAX est le rapport entre le nombre de déclarations reçues et saisies dans le Système Informatisé de Taxation et le nombre total de déclarations reçues.
Référence	Plan Stratégique de la DGI 2017-2021
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Le taux de saisie des déclarations sur SINTAX renseigne sur le degré de modernisation de l'administration fiscale.
Valeur de Référence et cible	Cible : 100%
Méthode de calcul	$\text{Taux de saisie des déclarations sur SINTAX} = \frac{\text{Nombre de déclarations saisies}}{\text{Nombre de déclarations reçues}} * 100$
Sources de données	SINTAX de la DGI
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par nature d'impôt et par Unité de Recouvrement
Structures responsables	
Canal de diffusion	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé :	Taux de traitement des demandes de remboursement des crédits TVA
-------------------	---

Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux de traitement des demandes de remboursement des crédits TVA est le rapport entre le nombre de dossiers traités et le nombre de dossiers reçus.
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Le taux de traitement des demandes de remboursement des crédits TVA renseigne à quelle hauteur lesdites demandes sont traitées.
Valeur de Référence et cible	Cible : 100%
Méthode de calcul	$\text{taux de traitement des demandes de remboursement des crédits TVA} = \frac{\text{Nombre de demandes de remboursement traitées}}{\text{Nombre de demandes de remboursement reçues}} * 100$
Sources de données	SINTAX de la DGI
Périodicité	Mensuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par Unité de Recouvrement
Structures responsables	DGI
Canal de diffusion	Rapports d'activités de la DGI
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux de transfert net des contribuables

Domaine	Assiette
Définition	Le taux de transfert net des contribuables traduit les mouvements des contribuables d'un service chargé de sa gestion avec les autres services dès lors que les critères spécifiques sont remplis. En effet, les services sont spécialisés dans la gestion des contribuables par segment, c'est-à-dire, selon un ensemble de critères spécifiques, principalement le chiffre d'affaires.
Référence	Néant
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Le taux de transfert traduit le respect par un service de l'organisation par segment de contribuable en vigueur au sein de l'administration fiscale.
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul	$\text{Taux de transfert net} = (\text{Nombre de contribuables transférés au cours d'une période de référence} - \text{nombre de contribuables reçus au cours de la période de référence}) * 100 / \text{Nombre de contribuable gérés avant les transferts}$
Sources de données	Bilan des entreprises, liste de contribuables à transférer
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par Unité de Recouvrement
Structures responsables	DGI
Canal de diffusion	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux de reclassement des contribuables

Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux de reclassement des contribuables mesure le taux de passage des contribuables d'un régime à un autre.
Politique/ Document de référence	Mesurer le degré de fiabilité du fichier des contribuables
Typologie	Indicateur de suivi
Objectif/ Raison d'être	Traduit le renforcement ou le développement des activités des contribuables ; contribue à la mesure de l'élargissement de l'assiette fiscale.
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul	Taux de reclassement des contribuables $= \frac{\text{Nombre de contribuables reclassées d'un régime A à un régime B au cours d'une période de référence}}{\text{Nombre de contribuables de régime A au cours de la même période de référence}} \times 100$
Sources de données :	DGI
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo- spécifiques	Néant
Désagrégation	Par régime d'imposition et par Unité de Recouvrement
Structures responsables	DGI
Canal de diffusion	Néant
Difficultés et limites :	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux de déclaration dans les délais

Domaine	Finances publiques (civisme fiscal)
Définition	Le système fiscal au Burkina Faso est déclaratif. Le taux de déclaration dans les délais représente le pourcentage des contribuables ayant souscrits à leurs obligations déclaratives dans les délais.
Politique/Document de référence	Plan Stratégique de la DGI 2017-2021
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Il traduit le degré de civisme fiscal des contribuables en termes de respect des délais mensuels de déclarations. Permet de mesurer le degré de civisme fiscal
Valeur de Référence et cible	Cible : 90%
Méthode de calcul	$\text{Taux de déclaration dans les délais} = \frac{\text{Nombre de déclaration enregistrées dans les délais au cours d'une période donnée}}{\text{Nombre de déclarations attendues au cours de la période}}$
Sources de données	SINTAX de la DGI, Rapports de performance.
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par nature d'impôt et par Unité de Recouvrement
Structures responsables	DGI
Canal de diffusion	Rapports d'activités de la Direction Générale des Impôts (DGI).
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux de paiement dans les délais

Domaine	Finances publiques
Définition	Le système fiscal au Burkina Faso est déclaratif. Le taux de paiement dans les délais représente le pourcentage des contribuables ayant respecté leurs obligations de paiement dans les délais
Politique/Document de référence	Plan Stratégique de la DGI 2017-2021
Typologie	Indicateur de résultat
Raison d'être	Le taux de paiement dans les délais traduit le degré de civisme fiscal des contribuables en termes de paiement dans les délais. Permet de mesurer le degré de civisme fiscal
Valeur de Référence et cibles	Cible : 70%
Méthode de calcul	Taux de paiement dans les délais $= \frac{\text{Montant des paiements enregistrés dans les délais au cours d'une période donnée}}{\text{Recouvrement total de la période}} * 100$
Sources de données	SINTAX de la DGI ; Rapport de performance.
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par nature d'impôt et par Unité de Recouvrement
Structures responsables	DGI
Canal de diffusion	Rapports d'activités de la Direction Générale des Impôts (DGI).
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux de variation des restes à recouvrer

Domaine	Finances publiques
Définition	Taux de variation des restes à recouvrer désigne la variation relative du volume des RAR d'une période à une autre
Politique/Document de référence	Plan Stratégique de la DGI 2017-2021
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Le taux de variation des restes à recouvrer permet de porter une appréciation sur l'évolution des restes à recouvrer : Il permet de saisir la dynamique du stock de la dette fiscale
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul	$\left[\frac{(\text{Montant des RAR à la fin de la période de référence}) * 100}{\text{Montant des RAR au début de la période de référence}} \right] - 100$
Sources de données	SINTAX de la DGI, Rapport de performance
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, annuelle.
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par Unité de Recouvrement et par nature d'impôt
Structures responsables	DGI
Canal de diffusion	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux de recouvrement des redressements du contrôle fiscal

Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux de recouvrement des redressements du contrôle fiscal est le rapport entre les montants recouvrés et les émissions issus du contrôle fiscal
Politique/Document de référence	Plan Stratégique de la DGI 2017-2021
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Le taux de recouvrement des redressements du contrôle fiscal permet d'apprécier l'importance de la fonction contrôle et fournit une indication sur les efforts de recouvrements des émissions issues des redressements.
Valeur de Référence et cible	Cible 90%
Méthode de calcul	Taux de recouvrement des redressements du contrôle fiscal $= \frac{\text{Montant des recettes issues des redressements}}{\text{Montant total des redressements émis}} * 100$
Sources de données	SINTAX de la DGI, Rapport de contrôles
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par Unité de Recouvrement et par nature d'impôt
Structures responsables	DGI
Canal de diffusion	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux de délivrance de titres fonciers

Domaine	Finances publiques (Cadastre fiscal)
Définition	Le taux de délivrance de titres fonciers est le rapport entre le nombre des titres fonciers délivrés et le nombre total de demandes reçues sur une période donnée.
Politique/ Document de référence	Plan Stratégique de la DGI 2017-2021
Typologie	Indicateur de suivi
Objectif /Raison d'être	Le taux de délivrance de titres fonciers permet d'apprécier la dynamique de délivrance des titres fonciers
Valeur de Référence et cible	Cible : 100%
Méthode de calcul	$\text{taux de délivrance de titres fonciers} = \frac{\text{Nombre de titres fonciers délivrés}}{\text{Nombre total de demandes reçues}} * 100$
Sources de données :	Rapports d'activités des Direction des guichets uniques du foncier et des Directions régionales des impôts
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par Unité de Recouvrement, par type de titre
Structures responsables	DGI
Canal de diffusion	Rapport Doing Business
Difficultés et limites :	Néant
Propositions d'amélioration :	Néant

Intitulé : Part des recettes issues des redressements du contrôle fiscal

Domaine	Finances publiques
Définition	La part des recettes issues des redressements du contrôle fiscal désigne la part des recouvrements issus du contrôle fiscal dans le total des recettes recouvrées.
Politique/ Document de référence	Néant
Typologie	Indicateur de suivi
Objectif et cible visés	Néant
Raison d'être	La part des recettes issues des redressements du contrôle fiscal permet de mesurer l'efficacité des services de recouvrement.
Méthode de calcul	$\text{part des recettes issues des redressements du contrôle fiscal} = \frac{\text{Montant des recettes provenant des contrôles}}{\text{Montant total des recettes}} * 100$
Sources de données	SINTAX de la DGI
Périodicité	Mensuelle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par Unité de Recouvrement et par nature d'impôt
Structures responsables	DGI
Canal de diffusion	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé :	Taux d'évolution du fichier des contribuables immatriculés
Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux d'évolution du fichier des contribuables immatriculés est la variation relative de l'effectif des contribuables d'une période à une autre.
Politique/Document de référence	Plan Stratégique de la DGI 2017-2021
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Le taux d'évolution du fichier des contribuables immatriculés contribue à mesurer les efforts fournis pour l'élargissement de l'assiette.
Valeur de Référence et cible	10% par an
Méthode de calcul	$\text{Taux d'évolution du fichier des contribuables immatriculés} = \left[\frac{\text{Nombre de contribuables immatriculés au cours d'une période référence}}{\text{Nombre de contribuables immatriculés en début période de référence}} - 1 \right] * 100$
Sources de données	Logiciel IFU
Périodicité	Mensuelle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par régime d'imposition et par Unité de Recouvrement
Structures responsables	Direction Générale des Impôts (DGI)
Canal de diffusion	Rapports d'activités de la DGI
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux d'adhésion aux téléprocédures

Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux d'adhésion aux téléprocédures est le rapport du nombre de contribuables ayant adhéré aux téléprocédures sur le nombre total des contribuables soumis aux téléprocédures
Politique/Document de référence	Contrat d'objectif du MEFP-DGI
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Le taux d'adhésion aux téléprocédures permet de mesurer le niveau d'adhésion des contribuables à la digitalisation des procédures fiscales en matière de déclaration/paiement des impôts.
Valeur de Référence et cible	100% pour les grandes et 85% moyennes entreprises
Méthode de calcul	$\frac{\text{taux d'adhésion aux téléprocédures}}{\text{Nombre contribuables ayant adhéré aux téléprocédures}} = \frac{\text{Nombre total des contribuables soumis aux téléprocédures}}{\text{Nombre total des contribuables soumis aux téléprocédures}} * 100$
Sources de données	SINTAX de la DGI
Périodicité	Mensuelle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par nature d'impôt, par Unité de Recouvrement et par régime d'imposition
Structures responsables	Direction Générale des Impôts (DGI)
Canal de diffusion	Rapports mensuels de la DGI, Rapport de performance.
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux d'adhésion à la facture normalisée	
Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux d'adhésion à la facture normalisée est le rapport du nombre de contribuables ayant adhéré à la facture normalisée sur le nombre des contribuables soumis
Politique/Document de référence	Plan stratégique de la DGI 2017-2021
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Le taux d'adhésion à la facture normalisée permet de mesurer le niveau d'adhésion des contribuables à la facture normalisée.
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul	$\text{taux d'adhésion à la facture normalisée} = \frac{\text{Nombre contribuables ayant adhéré à la facture normalisée}}{\text{Nombre total des contribuables soumis à la facture normalisée}} \times 100$
Sources de données	Logiciels IFU et CERTITRAK
Périodicité	Mensuelle, Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Unité de Recouvrement
Structures responsables	Direction Générale des Impôts (DGI)
Canal de diffusion	Rapports d'activités de la DGI, Rapport de performance.
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux de localisation des contribuables actifs

Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux de localisation des contribuables actifs désigne le pourcentage des contribuables actifs localisés par les services gestionnaires.
Politique/Document de référence	Plan stratégique de la DGI 2017-2021
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Il permet d'apprécier le niveau de maîtrise du fichier des contribuables
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul	$\text{taux de localisation des contribuables actifs} = \frac{\text{Nombre de contribuables actifs localisés}}{\text{Nombre total contribuables actif}} * 100$
Sources de données	Logiciel IFU
Périodicité	Mensuelle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par Unité de Recouvrement et par régime d'imposition
Structures responsables	Direction Générale des Impôts (DGI)
Canal de diffusion	Rapports de performance de la DGI
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Part des recettes fiscales dans les recettes ordinaires	
Domaine	Finances publiques
Définition	La part des recettes fiscales dans les recettes ordinaires est la proportion des recettes générées par les impôts et taxes par rapport à l'ensemble des recettes propres ou courantes. Elle mesure donc le volume des prélèvements obligatoires dans les recettes propres mobilisées.
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Indicateur de suivi
Objectif/Raison d'être	Le calcul de cet indicateur revêt une certaine importance en ce sens qu'il permet de mesurer la contribution ou l'effort de soutien des citoyens au développement du pays.
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul	$\text{part des recettes fiscales dans les recettes ordinaires} = \frac{\text{Recettes fiscales}}{\text{Recettes ordinaires}} \times 100$ Recettes ordinaires = Recettes fiscales + Recettes non fiscales + Recettes en capital
Sources de données	DGD, DGI et DGTCP.
Périodicité	Mensuelle, Trimestrielle, Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	La part des recettes fiscales dans les recettes ordinaires peut être désagrégée selon les différentes régies de recettes (DGD, DGI et DGTCP).
Structures responsables	DGESS, DGD, DGI et DGTCP
Canal de diffusion	L'indicateur en lui-même n'est pas publié. Par contre, les données permettant son calcul se retrouvent dans l'annuaire statistique de l'économie et des finances (ASEF), le tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) et le rapport sur les finances publiques publiés par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf).
Difficultés et limites	Néant.
Propositions d'amélioration	Néant.

Intitulé Taux de contrôle ou de supervision des régies de recettes	
Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux de contrôle ou de supervision des régies de recettes est le pourcentage de régies de recettes vérifiées par rapport au programme annuel de vérifications ou plan annuel de contrôle.
Politique/Document de référence	Plan stratégique de la DGTCP 2021-2025
Typologie	Indicateur de suivi
Objectif/Raison d'être	Le taux de contrôle ou de supervision des régies de recettes permet de montrer le degré de surveillance ou de supervision des régies de recettes annuellement
Valeur de Référence et cible	Cible : 100%
Méthode de calcul	$\text{taux de contrôle ou de supervision des régies de recettes} = \frac{\text{Nombre total de régies de recettes vérifiées}}{\text{Nombre total de régies de recettes à vérifier annuellement}} \times 100$
Sources de données	DGTCP/RG
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Structures responsables	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)
Canal de diffusion	Les rapports du comité de direction de la DGTCP.
Difficultés et limites	La non-transmission ou la transmission tardive à la RG des procès-verbaux (PV) de vérification des régies de recettes par certaines structures déconcentrées du Trésor (les Trésoreries Régionales notamment) ne permet pas d'avoir la situation réelle des vérifications effectuées.
Propositions d'amélioration	La DGTCP doit travailler à arrêter un délai qui sera imparti à toutes les structures en charge de la vérification des régies de recettes pour acheminer à la RG le PV de toute régie de recettes vérifiée.

Intitulé		Part des recettes de service dans les recouvrements de la DGTCP
Domaine	Finances publiques	
Définition	La part des recettes de service dans les recouvrements de la Direction Générale du Trésor de la Comptabilité Publique (DGTCP) est la proportion des recettes générées par les services facturés des administrations publiques et institutions par rapport à l'ensemble des ressources collectées par la DGTCP. Elle mesure donc le volume des recettes non fiscales dans les recettes propres mobilisées par la DGTCP.	
Politique/Document de référence	Plan stratégique 2021-2025	
Typologie	Indicateur de suivi et de résultat	
Objectif/Raison d'être	Le calcul de cet indicateur revêt une certaine importance en ce sens qu'il permet de mesurer la contribution des administrations publiques et institutions à la mobilisation des ressources publiques.	
Valeur de Référence et cible		
Méthode de calcul	$\text{Part des recettes de service dans les recouvrements de la DGTCP} = \frac{\text{Recettes de service}}{\text{Recettes ordinaires DGTCP}} \times 100$ Recettes ordinaires: Recettes fiscales + Recettes non fiscales + Recettes en capital	
Sources de données :	Comptabilité intégrée de l'Etat (CIE)	
Périodicité	Mensuelle, Trimestrielle, Annuelle	
Considérations sexo-spécifiques	Néant	
Désagrégation	Par ministères et institutions.	
Structures responsables	Direction Générale du Trésor de la Comptabilité Publique (DGTCP)	
Canal de diffusion	Tableau de bord statistique de la DGTCP.	
Difficultés et limites :	Le caractère provisoire de certaines données sur le recouvrement (notamment les recettes minières) qui sont donc appelées à changer en cours d'année. Toute chose qui fait que la part des recettes de service dans les recouvrements de la DGTCP ainsi calculée pour une période donnée est susceptible de variation.	
Propositions d'amélioration :	Des efforts doivent être faits dans le sens de communiquer des données définitives. La DGTCP doit travailler à recueillir auprès de leurs structures productrices les données définitives.	

Intitulé	
Part des recettes minières dans les recettes propres	
Domaine	Finances publiques
Définition	La part des recettes minières dans les recettes propres est le rapport entre les recettes minières (total des trois régies) recouvrées au cours d'une période et l'ensemble des recettes budgétaires de la période.
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	La part des recettes minières dans les recettes propres permet de mesurer le poids des recettes minières dans les ressources propres mobilisées au cours d'une période.
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul	$\text{Part des recettes minières dans les recettes propres} = \frac{\text{Recettes minières de la période}}{\text{Recettes propres totales de la période}} \times 100$
Sources de données	DGI, DGD, DGTCP
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle et annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	DGESS, DGI, DGD et DGTCP
Canal de diffusion	TBSEF, TOFE, tableau de bord statistique de la DGTCP
Désagrégation	Par régie, par nature économique
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

II.1.2. Indicateurs relatifs aux dépenses

Intitulé	Taux d'exécution des dépenses budgétaires ou taux d'absorption
Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux d'exécution des dépenses budgétaires ou taux d'absorption est le rapport entre le montant exécuté d'une nature de dépense et la dotation budgétaire de la même nature de dépense.
Politique/Document de référence	Les lois de finances
Typologie	Indicateur de suivi
Objectif/Raison d'être	Le calcul du taux d'exécution des dépenses budgétaires ou taux d'absorption est destiné à suivre le niveau de consommation des dotations ou crédits budgétaires. Ce taux renseigne sur la qualité du rythme des dépenses exécutées. Il alerte sur la progression des dépenses exécutées en vue d'un ajustement éventuel.
Valeur de Référence et cible	Cible : 100%
Méthode de calcul	$\text{taux d'exécution des dépenses budgétaires} = \frac{\text{Montant exécuté}}{\text{Dotation}} * 100$
Sources de données	CID
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par nature et par catégorie de dépenses.
Structures responsables	DGESS, Direction Générale du budget
Canal de diffusion	Les rapports périodiques portant sur la situation d'exécution du budget de l'Etat, le tableau de bord mensuel de l'exécution budgétaire, l'annuaire statistique budgétaire et sur le site : www.dgb.gov.bf .
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé		Part relative des investissements sur les dépenses totales
Domaine	Finances publiques	
Définition	La part relative des investissements sur les dépenses totales est le rapport entre les dépenses d'investissements et le montant total des dépenses (toutes les catégories) du budget de l'Etat	
Politique/Document de référence	Les lois de finances	
Typologie	Indicateur de suivi	
Objectif/Raison d'être	Le calcul de la part relative des investissements sur les dépenses totales est destiné à faire des analyses comparatives sur la proportion des investissements sur les dépenses totales. Il montre la capacité du pays à dégager des ressources propres pour investir.	
Valeur de Référence et cible		
Méthode de calcul	$\text{part relative des investissements sur les dépenses totales} = \frac{\text{montant des dépenses d'investissements}}{\text{montant total des dépenses du budget de l'Etat}} * 100$	
Sources de données	CID, CIFE	
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuelle.	
Considérations sexo-spécifiques	Néant	
Désagrégation	Par dépenses d'investissements et par source de financement des investissements (Etat, subvention, prêt)	
Structures responsables	Direction Générale du Budget	
Canal de diffusion	L'annuaire statistique budgétaire, le tableau de bord budgétaire et le site : www.dgb.gov.bf .	
Difficultés et limites	La principale difficulté réside dans la collecte des données à temps réel portant sur la situation des décaissements des financements extérieurs auprès de la DGTCP. Les données sur le décaissement des financements extérieurs sont transmises par bailleur à la Direction de la Dette Publique/DGTCP.	
Propositions d'amélioration	Améliorer l'interface entre le Circuit informatisé de la Dépense et le Circuit Informatisé des Financements extérieurs.	

Intitulé	Investissements sur ressources propres rapportés aux recettes fiscales
Domaine	Finances publiques
Définition	L'indicateur « investissements sur ressources propres rapportés aux recettes fiscales » est le rapport entre les dépenses d'investissements financés par l'Etat et le montant total des recettes fiscales du budget de l'Etat
Politique/Document de référence	Loi de finances
Typologie	Indicateur de suivi
Objectif/Raison d'être	Le calcul des investissements sur ressources propres rapportés aux recettes fiscales donne des renseignements sur le degré de couverture des investissements sur ressources propres par les recettes fiscales.
Valeur de Référence et cible	
Méthode de calcul	Investissements sur ressources propres rapportés aux recettes fiscales $= \frac{\text{montant des dépenses d'investissements financés par l'Etat}}{\text{montant total des recettes fiscales}} * 100$
Sources de données	Lois de finances et rapport de suivi périodique de recouvrement des recettes des régies.
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation :	Néant.
Structures responsables	Direction Générale du Budget
Canal de diffusion	Les rapports périodiques du Comité National des politiques Économiques et l'annuaire statistique de la DGB.
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé	Crédibilité budgétaire en dépense
Domaine	Finances publiques
Définition	La Crédibilité budgétaire en dépense est le rapport entre les dépenses réelles totales et le budget initialement approuvé. Selon la méthode PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability), les dépenses initialement approuvées sont celles qui sont inscrites dans la loi de finances initiale adoptée par l'Assemblée nationale. Les dépenses d'investissement n'intègrent pas, en prévision comme en exécution, les dépenses des projets sur financement extérieur (prêts et subventions dans la loi de finances initiales) dont la maîtrise échappe à l'exécutif. Sont également non prises en compte, et pour la même raison, les dépenses liées au service de la dette (elles dépendent du taux d'intérêt dont les fluctuations ne dépendent pas non plus du gouvernement).
Référence	PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability) : Evaluation des systèmes, des processus et des institutions de gestion des finances publiques.
Typologie	Indicateur d'évaluation de l'exécution des lois de finances
Objectif/Raison d'être	Cet indicateur évalue dans quelle mesure les décisions budgétaires initiales prises par le législateur sont exécutées fidèlement par l'exécutif et dans quelle mesure les décisions prises par le législateur sont réalistes et crédibles.
Valeur de référence et cible	Cible : Le seuil fixé par le PEFA est 10%.
Méthode de calcul	Selon la méthodologie PEFA, $\text{Crédibilité budgétaire en dépense} = \left[\frac{\text{DTE} - \text{DES} - \text{DRE}}{\text{DTLFI} - \text{DLS} - \text{DIRE}} - 1 \right] * 100$ DTE= Dépenses totales exécutées DES= Dépenses exécutées liées au service de la dette DRE= Dépenses exécutées d'investissements financés par ressources extérieures DTLFI= Dépenses totales de la loi de finances initiale DLS= Dépenses liées au service de la dette DIRE= Dépenses d'investissements financés par ressources extérieures
Sources de données	L'indicateur est calculé à partir des données de la loi de règlement. Peuvent être utilisées les données provenant du circuit informatisé de la dépense (CID) en attendant la finalisation de la loi de règlement.
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Structures responsables	Direction Générale du Budget
Canal de diffusion	L'indicateur est publié dans les rapports PEFA sur l'évaluation des systèmes, des processus et des institutions de gestion des finances publiques
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé	Crédibilité budgétaire en recettes ou taux de réalisation des prévisions des recettes
Domaine	Finances publiques
Définition	La Crédibilité budgétaire en recettes ou taux de réalisation des prévisions des recettes est le rapport entre les recettes collectées et les recettes prévues dans la Loi de finances Initiale. <u>NB</u> : Selon la méthodologie PEFA, les données retenues portent sur les recettes internes ou propres à l'Etat.
Politique/ Document de référence	Cadre PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability) : Evaluation des systèmes, des processus et des institutions de gestion des finances publiques.
Typologie	Indicateur d'évaluation de l'exécution des lois de finances
Objectif/Raison d'être	Cet indicateur évalue dans quelle mesure les décisions budgétaires initiales prises par le législateur sont exécutées fidèlement par l'exécutif et dans quelle mesure les décisions prises par le législateur sont réalistes et crédibles
Valeur de référence et cible	Cible : Supérieure ou égale 92%.
Méthode de calcul	Selon la méthodologie PEFA, le Taux de réalisation des prévisions de recettes = $\frac{\text{Montant total des recettes internes collectées}}{\text{Montant total des recettes internes prévues}} * 100$ <u>NB</u> : Recettes internes ou recettes propres à l'Etat= recettes fiscales + recettes non fiscales + recettes en capital
Sources de données	L'indicateur est calculé à partir des données fournies par les régies de recettes (DGTCP, DGD, DGI).
Périodicité	La périodicité est annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par nature de recettes et par régie de recettes
Structures responsables	DGB, DGESS
Canal de diffusion	L'indicateur est publié dans les rapports PEFA sur l'évaluation des systèmes, des processus et des institutions de gestion des finances publiques.
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé	Épargne budgétaire
Domaine	Finances publiques
Définition	L'épargne budgétaire est l'excédent des recettes ordinaires par rapport aux dépenses ordinaires. En effet, il s'agit du montant des recettes ordinaires qui sera affecté aux dépenses en capital, après couverture des dépenses ordinaires ou courantes.
Politique/ Document de référence	Lois de finances
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif et cible visés	Néant
Raison d'être	Elle permet de déterminer la solvabilité ou la capacité de l'Etat après couverture des dépenses ordinaires par les recettes courantes à financer les dépenses en capital et en particulier les dépenses d'investissements.
Méthode de calcul	<i>Epargne budgétaire = Recettes ordinaires – Dépenses ordinaires</i> Recettes ordinaires= Recettes fiscales + Recettes non fiscales Dépenses ordinaires= Dépense de personnel + Charges financières de la dette + Dépenses d'acquisition de biens et services + Dépense de transfert courant + Dépense en atténuation des recettes NB : Ces formules tiennent compte de la nouvelle nomenclature budgétaire qui est entrée en vigueur en 2017. Il est à noter que l'amortissement de la dette est dorénavant considéré comme une charge de trésorerie.
Sources de données	Direction Générale du Budget et les régies de recettes.
Périodicité	Annuelle.
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Structures responsables	DGB
Canal de diffusion	L'indicateur est calculé et diffusé à travers les documents de cadrage budgétaire tels que le Document de Programmation Économique et Budgétaire Pluriannuel (DPEBP) et l'annuaire statistique budgétaire élaborés par la DGB. Cet indicateur est également publié dans la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat de l'année considérée.
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé	Taux d'allocation budgétaire selon la classification fonctionnelle
Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux d'allocation budgétaire selon la classification fonctionnelle mesure le poids de l'allocation budgétaire d'une fonction budgétaire définie ou identifiée sur le montant total des allocations budgétaires de toutes les fonctions (montant total du budget). L'allocation budgétaire selon la classification fonctionnelle est une affectation ou une présentation des dépenses du budget de l'Etat selon ses principales fonctions. Dix (10) fonctions essentielles sont identifiées afin de permettre à l'Etat de mettre en œuvre sa politique de développement. La nomenclature fonctionnelle est établie selon les directives prises dans le cadre de l'UEMOA.
Politique/Document de référence	MSFP 2001/2014 ; Nomenclature COFOG ; Directive N°8_2009/CM/UEMOA du 26 juin 2009 portant nomenclature budgétaire de l'Etat, Décret N°2016_600/PRES/PM/MINEFID du 08 juillet 2016
Typologie	Indicateur de suivi
Objectif/Raison d'être	Elle décrit l'objectif socioéconomique de la dépense, c'est-à-dire à quoi sert la dépense. Elle indique le poids de l'affectation des dépenses selon les principales fonctions de l'Etat.
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	<i>Taux d'allocation budgétaire selon la classification fonctionnelle</i> $= \frac{\text{Montant des dépenses par classe fonctionnelle}}{\text{Montant total des dépenses du budget de l'Etat}} * 100$
Sources de données	CID
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuelle.
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Structures responsables	Direction générale du Budget
Canal de diffusion	L'indicateur est publié dans la présentation du budget aux groupes cibles (parlementaire, PTF...), l'exposé des motifs des lois de finances et dans les rapports d'évaluation des systèmes, des processus et des institutions de gestion des finances publiques.
Difficultés et limites	La principale difficulté réside dans l'actualisation de la codification fonctionnelle dans le CID.
Propositions d'amélioration	Actualisation de la codification fonctionnelle dans le CID lors des travaux de maintenance du dit logiciel métier.

Intitulé		Pourcentage des crédits délégués
Domaine	Finances publiques	
Définition	Le pourcentage des crédits délégués est le rapport entre le montant des crédits des dépenses d'acquisitions de biens et services délégués aux structures déconcentrés des départements ministériels et le montant total des crédits des dépenses d'acquisitions de biens et services du budget général de l'Etat. Avec la nouvelle nomenclature budgétaire, les « dépenses de fonctionnement » du budget -objet sont désormais appelées « Dépenses d'acquisition de biens et services » dans le budget-programme.	
Politique/Document de référence	Circulaire Budgétaire.	
Typologie	Indicateur de suivi	
Objectif Raison d'être	Cet indicateur mesure le degré de la délégation de crédits budgétaires aux structures déconcentrés.	
Valeur de référence et cible		
Méthode de calcul	<i>Pourcentage des crédits délégués</i> $= \frac{\text{Montant des dépenses déléguées d'acquisition de biens et services}}{\text{Montant total des dépenses d'acquisition de biens et services}} * 100$	
Sources de données	CID	
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuelle	
Considérations sexo-spécifiques	Néant	
Désagrégation :	Par ministère et par région	
Structures responsables	Direction Générale du Budget	
Canal de diffusion	Les rapports périodiques portant sur la situation d'exécution du budget de l'Etat, le tableau de bord mensuel de l'exécution budgétaire et sur le site : www.dgb.gov.bf	
Difficultés et limites	Néant	
Propositions d'amélioration	Néant.	

Intitulé	Taux d'exécution « base engagée comptabilisée » des dépenses budgétaires
Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux d'exécution base engagée comptabilisée d'une dépense budgétaire est le rapport entre le montant comptabilisé d'une nature de dépense et le crédit de paiement de la même nature de dépense.
Politique/Document de référence	Les lois de finances
Typologie	Indicateur de suivi
Objectif et cible visés	100%
Raison d'être :	Le calcul du taux d'exécution base engagée comptabilisée est destiné à suivre le niveau des dépenses engagées et comptabilisées. Ce taux renseigne sur le niveau des droits constatés dans la comptabilité de l'ordonnateur. Il alerte sur la progression des droits constatés traduisant le niveau des droits constatés que l'Etat doit honorer aux prestataires ou fournisseurs.
Méthode de calcul	<i>Taux d'exécution base engagée comptabilisée des dépenses budgétaires</i> $= \frac{\text{Montant engagé comptabilisé}}{\text{crédit de paiement}} * 100$
Sources de données	SINAFOLO
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation :	Le taux d'exécution base engagée comptabilisée des dépenses budgétaires peut être désagrégé selon la répartition des dépenses par nature ou catégorie de dépenses.
Structures responsables	DGB
Canal de diffusion	Les rapports périodiques portant sur la situation d'exécution du budget de l'Etat, le tableau de bord mensuel de l'exécution budgétaire, l'annuaire statistique budgétaire et sur le site : www.dgb.gov.bf .
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration :	Néant

Intitulé Taux d'exécution « engagé total » des dépenses budgétaires	
Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux d'exécution « engagé total » des dépenses budgétaires est le rapport entre le montant total des engagés (engagé visé et engagement comptabilisé exempté de visa) d'une nature de dépense et le crédit de paiement de la même nature de dépense.
Politique/Document de référence	Les lois de finances
Typologie	Indicateur de suivi
Objectif/Raison d'être	Le calcul du taux d'exécution « engagé total » des dépenses budgétaires est destiné à suivre le niveau de consommation des crédits de paiement. Ce taux renseigne sur le rythme des dépenses exécutées. Il alerte sur la progression des dépenses exécutées en vue d'un ajustement éventuel.
Valeur de référence et cible	Cible : 100%
Méthode de calcul	$\text{Taux d'exécution « engagé total » des dépenses budgétaires} = \frac{(\text{Montant engagé visé} + \text{engagement comptabilisé exempté de visa})}{\text{crédit de paiement}} \times 100$
Sources de données	SINAFOLO
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par nature ou catégorie de dépenses.
Structures responsables	Direction Générale du Budget
Canal de diffusion	Les rapports périodiques portant sur la situation d'exécution du budget de l'Etat, le tableau de bord mensuel de l'exécution budgétaire, l'annuaire statistique budgétaire et sur le site : www.dgb.gov.bf .
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé		Taux d'exécution des dépenses budgétaires « base liquidation »
Domaine		Finances publiques
Définition		Le taux d'exécution « engagé total » des dépenses budgétaires est le rapport entre le montant total des engagés (engagé visé et engagement comptabilisé exempté de visa) d'une nature de dépense et le crédit de paiement de la même nature de dépense.
Politique/ Document référence	de	Les lois de finances
Typologie		Indicateur de suivi
Objectif/Raison d'être		Le calcul du taux d'exécution « engagé total » des dépenses budgétaires est destiné à suivre le niveau de consommation des crédits de paiement. Ce taux renseigne sur le rythme des dépenses exécutées. Il alerte sur la progression des dépenses exécutées en vue d'un ajustement éventuel.
Valeur de référence et cible		Cible : 100%
Méthode de calcul		$\text{Taux d'exécution « engagé total » des dépenses budgétaires} = \frac{(\text{Montant engagé visé} + \text{engagement comptabilisé exempté de visa})}{\text{crédit de paiement}} * 100$
Sources de données		SINAFOLO
Périodicité		Mensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques		Néant
Désagrégation		Par nature ou catégorie de dépenses.
Structures responsables		Direction Générale du Budget
Canal de diffusion		Les rapports périodiques portant sur la situation d'exécution du budget de l'Etat, le tableau de bord mensuel de l'exécution budgétaire, l'annuaire statistique budgétaire et sur le site : www.dgb.gov.bf .
Difficultés et limites		Néant
Propositions d'amélioration		Néant

Intitulé	Proportion des marchés publics et délégations de service public conclus dans les délais de validité des offres (IP18).
Domaine	Commande publique.
Définition	La proportion des marchés publics et délégations de service public conclus dans le délai de validité des offres est le rapport entre le nombre ou valeur de marchés approuvés dans le délai de validité des offres et le nombre ou valeur total des marchés passés sur la période. Le délai de validité court de la date d'ouverture des plis à la date d'approbation du contrat par l'Autorité contractante.
Politique/ Document de référence	Politique du secteur de la gouvernance économique (PS-GE) 2018-2027 ; Plan d'action ministériel
Typologie	Indicateur de bonne gouvernance
Objectif/Raison d'être	L'objectif est de s'assurer que la bonne gouvernance économique en matière de marchés publics est respectée en termes de délai de traitement des dossiers de la commande publique. Il indique que le pourcentage des marchés publics conclus dans le délai de validité des offres au cours d'une période donnée. Cet indicateur permet de déterminer l'efficacité des acteurs de la chaîne de passation des marchés dans l'atteinte des objectifs fixés et le respect des délais de validité des offres. Aussi, Il est utilisé comme outil de promotion de bonne gouvernance en matière de marchés publics et des délégations de service public.
Valeur de référence et cible	Supérieur ou égal à 90% (IP18 ≥90%).
Méthode de calcul	$IP18(\text{nombre}) = \frac{\text{nombre de marchés conclus dans le délai de validité des offres}}{\text{nombre total des marchés conclus au cours de la période de référence}}$ $IP18(\text{valeur}) = \frac{\text{valeur de marchés conclus dans le délai de validité des offres}}{\text{valeur totale des marchés conclus au cours de la période de référence}}$
Sources de données	Base de données de la DGCMEF
Périodicité	Mensuelle.
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par nature de prestation (travaux, fournitures, services courant et prestations intellectuelles) et par autorité contractante
Structures responsables	DGCMEF
Canal de diffusion	Document du Cadre de Suivi de l'Exécution du Budget de l'Etat et de la Trésorerie (CSEBT), rapports de performances du cadre sectoriel de dialogue « Gouvernance économique », bulletin sur les statistiques annuelles des marchés publics
Difficultés et limites	La non prise en compte des contrats issus des Etablissements Publics de l'Etat (EPE), des Sociétés d'Etat, des maîtrises d'ouvrage publiques déléguées, des collectivités territoriales, le parlement, des administrations indépendantes et les autres organismes publics dans le calcul de l'indicateur.
Propositions d'amélioration	Déployer l'application conçue pour la saisie de tous les contrats de l'ensemble des autorités contractantes. Sensibiliser ou contraindre toutes les autorités contractantes à transmettre leurs données.

Intitulé	Proportion des marchés publics et délégation de service public par type de procédures (IP19)
Domaine	Commande Publique
Définition	La proportion des marchés publics et délégation de service public par type de procédure est le rapport entre le nombre ou la valeur des marchés passés suivant le type de procédure et le nombre total ou la valeur totale des marchés passés au cours de la période de référence. Les procédures visées sont les procédures avec publicité d'Avis d'appel à concurrence (appels d'offres ouverts « AOO » ; demande de propositions précédée d'une manifestation d'intérêt « DP-MI », demande de prix (DPX) et demande de propositions allégée « DP-A ») et les procédures sans publicité d'Avis d'appel à concurrence (appels d'offres restreints « AOR » et les ententes directes : « ED », Consultation de consultant « CC » et demande de cotation formelle et non formelle « DC-F » et « DC-NF »)
Politique/ Document de référence	Politique du secteur de la gouvernance économique (PS-GE) 2018-2027 ; Plan d'action ministériel
Typologie	Indicateur de bonne gouvernance.
Objectif/Raison d'être	L'objectif recherché est de s'assurer que les procédures de droit commun et celles allégées constituent la règle et les autres procédures, l'exception devant obéir à des conditions bien précises.
Valeur de référence et cible	85% en nombre et valeur des marchés publics pour les procédures de droit commun et 15% en nombre et valeur des marchés publics pour les procédures exceptionnelles conclus au cours d'une période donnée.
Méthode de calcul	$IP19(\text{nombre}) = \frac{\text{Nombre des marchés passés suivant le type de procédure}}{\text{Nombre total des marchés passés au cours de la période de référence}} * 100$ $IP19(\text{valeur}) = \frac{\text{valeur des marchés passés suivant le type de procédure}}{\text{valeur totale des marchés passés au cours de la période de référence}} * 100$
Sources de données	Base de données de la DGCMEF
Périodicité	Mensuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation :	Par nature de prestation (travaux, fournitures, services courant et prestations intellectuelles) et par autorité contractante
Structures responsables	DGCMEF
Canal de diffusion	CSEBT, rapports de performances du cadre sectoriel de dialogue « Gouvernance économique », bulletin sur les statistiques annuelles des marchés p en nombre et valeur des marchés publics.
Difficultés et limites	La non prise en compte des contrats issus des Etablissements Publics de l'Etat (EPE), des Sociétés d'Etat, des Maîtrises d'ouvrage publiques déléguées, des collectivités territoriales, le parlement, des administrations indépendantes et les autres organismes publics dans le calcul de l'indicateur.
Propositions d'amélioration	Déployer l'application conçue pour la saisie de tous les contrats de l'ensemble des autorités contractantes. Sensibiliser ou contraindre toutes les autorités contractantes à transmettre leurs données.

Intitulé	
Accès public aux informations budgétaires	
Domaine	Finances publiques
Définition	La mise à disposition du public de tout ou partie des informations budgétaires à travers la publication sur les sites du ministère des documents suivants : 1. les documents de budget annuel (budget citoyen): projet de loi de finances, loi de finances, loi de finances rectificative ; 2. les rapports intra-annuels sur l'exécution du budget : état d'exécution trimestriel du budget de l'État 3. les états financiers de fin d'exercice : TOFE et Loi de règlement Notation de A à D en suivant la méthodologie PEFA
Politique/ Document de référence	Cadre PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability)
Typologie	Indicateur de suivi
Objectif/Raison d'être	L'indicateur vise à assurer la transparence dans la gestion budgétaire.
Valeur de référence et cibles	Cible : Note A.
Méthode de calcul	A L'État publie huit éléments d'information dans les délais prescrits, y compris les cinq éléments de base. B L'État publie six éléments d'information dans les délais prescrits, y compris au moins quatre éléments de base. C L'État publie quatre éléments de base dans les délais prescrits. D La performance est inférieure à celle requise pour obtenir la note C.
Sources de données	Direction générale du budget, Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
Périodicité	Triennale
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	Direction Générale du Budget
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans le rapport PEFA et publié sur du ministère de l'économie des finances et de la prospective (www.finances.gov.bf)
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

II.1.3. Indicateurs relatifs aux soldes

Intitulé	Solde net de gestion
Domaine	Finances publiques
Définition	Le solde net de gestion est défini comme les recettes moins les charges et représente la variation de la valeur nette résultant de transactions. Il met en évidence le degré de couverture des charges (investissements non compris) par les recettes (recettes propres + dons).
Politique/Document de référence	MSFP 2001/2014 ; Décret N°2016-602/PRES/PM/MINEFID portant TOFE du 08 juillet 2016, Directive N°10_2009/CM/UEMOA du 26 juin 2009
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Le calcul de cet indicateur revêt une certaine importance notamment pour les pays en développement comme le Burkina Faso qui doit consacrer beaucoup de ressources aux investissements structurants. En effet, Il met en exergue la part des recettes qui sont affectées aux actifs (financiers et non financiers).
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	$\text{Solde net de gestion} = \text{Recettes totales (recettes propres et dons)} - \text{charges (investissements non compris)}$
Sources de données	DGTCP/TOFE
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	TOF Administration centrale budgétaire, Collectivités Territoriales, Etablissements Publics de l'Etat, Organisme de Protection Sociale
Structures responsables	DSOFE/DGTCP
Canal de diffusion	TOFE, annuaire statistique de la DGTCP, Annuaire statistique de l'économie et des finances, site web du MEFP (www.finances.gov.bf), site web DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf)
Difficultés et limites	L'absence de données permettant de déterminer la Consommation de capital fixe (CCF)
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé Solde Brut de Gestion	
Domaine	Finances publiques
Définition	Le Solde brut de gestion est égal au Solde net de gestion plus la Consommation du capital fixe (CCF). Il représente la variation de la valeur brute résultant de transactions. Il met en évidence le degré de couverture des charges nettes de la CCF par les recettes (recettes propres + dons). Déduction faite de la CCF, il donne la part des recettes qui sont affectées aux actifs (financiers et non financiers).
Référence	MSFP 2001/2014 ; Décret N°2016-602/PRES/PM/MINEFID portant TOFE du 08 juillet 2016, Directive N°10_2009/CM/UEMOA du 26 juin 2009
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Ce solde donne une idée précise de la marge des recettes qui sera affectée aux actifs financiers et non financiers.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	$\text{Solde brut de gestion} = \text{Solde net de gestion} + \text{Consommation de capital fixe}$
Sources de données	TOFE/DGTCP
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	TOF Administration centrale budgétaire, Collectivités Territoriales, Etablissements Publics de l'Etat, Organisme de Protection Sociale
Structures responsables	DSOFE/DGTCP
Canal de diffusion	TOFE, annuaire statistique de la DGTCP, Annuaire statistique de l'économie et des finances, site web du MEFP (www.finances.gov.bf), site web DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf)
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Capacité/besoin de financement du TOFE

Domaine	Finances publiques
Définition	La capacité/besoin de financement désigne l'acquisition nette d'actifs financiers diminuée de l'accumulation nette de passifs ou, autrement, le solde net de gestion moins l'investissement net en actifs non financiers. Il est aussi égal au solde brut de gestion moins l'investissement brut en actifs non financiers. L'excédent des recettes après financement des charges peut suffire ou non à financer les investissements de la période. Si cet excédent est supérieur aux investissements, il s'agit d'une Capacité de financement. Dans le cas où cet excédent ne suffit pas à couvrir les investissements, il s'agit d'un besoin de financement à rechercher.
Politique/ Document de référence	MSFP 2001/2014 ; Décret N°2016-602/PRES/PM/MINEFID portant TOFE du 08 juillet 2016, Directive N°10_2009/CM/UEMOA du 26 juin 2009
Typologie	Indicateur de suivi et de résultat
Objectif/Raison d'être	En général nos Etats ont des ressources moins importantes que les dépenses, il se dégage ainsi un besoin de financement. Ce solde permet de mesurer le niveau de ressources supplémentaires qui a servi au financement de ce gap.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	Première méthode : <i>Capacité/besoin de financement= acquisition nette d'Actif financier - accumulation nette de passif</i> Deuxième méthode : <i>Capacité /besoin de financement= solde net de gestion-acquisition nette d'actifs non financiers</i>
Sources de données	DGTCP/TOFE
Périodicité	Mensuelle, Trimestrielle, Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Administration centrale budgétaire, Collectivités Territoriales, Etablissements Publics de l'Etat, Organisme de Protection Sociale
Structures responsables	DSOFE/DGTCP
Canal de diffusion	TOFE, annuaire statistique de la DGTCP, Annuaire statistique de l'économie et des finances, site web du MEFP (www.finances.gov.bf), site web DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf)
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Excédent ou déficit de caisse	
Domaine	Finances publiques
Définition	L'excédent ou le déficit de caisse est un solde du Tableau 2 du Cadre d'Analyse Minimum (Situation des flux de trésorerie) des statistiques de finances publiques. Il mesure le niveau de liquidité effectivement encaissé sur la base des activités de gestion par rapport aux sorties pour paiements réelles des activités de gestion et des investissements. C'est la capacité/besoin de financement base caisse.
Politique/Document de référence	MSFP 2001/2014 ; Décret N°2016-602/PRES/PM/MINEFID portant TOFE du 08 juillet 2016, Directive N°10_2009/CM/UEMOA du 26 juin 2009
Typologie	Indicateur de suivi et de résultat
Objectif et cible visés	Néant
Raison d'être	Il mesure le niveau de couverture des entrées effectives liées aux recettes par rapport aux sorties effectives pour le paiement des charges et des investissements de la période. Il permet de suivre l'évolution de la trésorerie.
Méthode de calcul	<i>Excédent ou déficit base caisse</i> = Entrées de trésorerie résultant des activités de gestion – les sorties de trésorerie résultant des activités de gestion
Sources de données	Tableau des flux de trésorerie, tableau 2 du Cadre d'Analyse Minimum (CAM).
Périodicité	Trimestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Administration centrale budgétaire, Collectivités Territoriales, Etablissements Publics de l'Etat, Organisme de Protection Sociale
Structures responsables	DSOFE/DGTCP
Canal de diffusion	TOFE, annuaire statistique de la DGTCP, Annuaire statistique de l'économie et des finances, site web du MEFP (www.finances.gov.bf), site web DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf)
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Solde global	
Domaine	Finances publiques
Définition	Le solde global est défini comme égal à la capacité/besoin de financement y compris les transactions sur actifs financiers et passifs liés aux objectifs de la politique économique. Les soutiens accordés sous formes de crédits doivent être assimilés à des charges, mais tous les produits des privatisations (y compris la vente d'actifs fixes) doivent être inclus parmi les transactions sur actifs financiers. Le solde global est équivalent au déficit/excédent global du MSFP 1986, mais il est établi sur la base des droits constatés.
Politique/Document de référence	MSFP 2001/2014 ; Décret N°2016-602/PRES/PM/MINEFID portant TOFE du 08 juillet 2016, Directive N°10_2009/CM/UEMOA du 26 juin 2009
Typologie	Indicateur de suivi et de résultat
Objectif et cible visés	Ce solde permet de mesurer le niveau de ressources supplémentaires qui a servi au financement de ce gap, exception faite des transactions sur actifs financiers entrant dans le cadre de la gestion de la trésorerie.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	Solde global= capacité/besoin de financement y compris les transactions sur actifs financiers et passifs liés aux objectifs de la politique économique (exemple des prêts nets, et titrisation de dettes des sociétés).
Sources de données	DGTCP/TOFE
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Administration centrale budgétaire, Collectivités Territoriales, Etablissements Publics de l'Etat, Organisme de Protection Sociale
Structures responsables	DSOFE/DGTCP
Canal de diffusion	TOFE, annuaire statistique de la DGTCP, Annuaire statistique de l'économie et des finances, site web du MEFP (www.finances.gov.bf), site web DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf)
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé :	Solde primaire global
Domaine	Finances publiques
Définition	Le solde primaire global se définit par rapport au solde global en diminuant certaines catégories de charges (intérêts)
Politique/Document de référence	MSFP 2001/2014 ; Décret N°2016-602/PRES/PM/MINEFID portant TOFE du 08 juillet 2016, Directive N°10_2009/CM/UEMOA du 26 juin 2009.
Typologie	Indicateur de suivi et de résultat
Objectif/Raison d'être et cible visés	Les intérêts de la dette peuvent être importants dans la prise en charge de la politique économique globale. Il convient de les soustraire afin d'apprécier le solde des opérations liées aux activités de la politique économique de la période.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	$\text{Solde primaire global} = \text{solde global} - \text{charges d'intérêts}$
Sources de données	DGTCP/TOFE
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Administration centrale budgétaire, Collectivités Territoriales, Etablissements Publics de l'Etat, Organisme de Protection Sociale
Structures responsables	DGTCP/DSOFE
Canal de diffusion	TOFE, annuaire statistique de la DGTCP, Annuaire statistique de l'économie et des finances, site web du MEFP (www.finances.gov.bf), site web DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf)
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé :	Solde primaire de gestion
Domaine	Finances publiques
Définition	Le solde primaire de gestion est défini en rapport avec le solde net de gestion en relation avec les charges d'intérêts.
Politique/Document de référence	MSFP 2001/2014 ; Décret N°2016-602/PRES/PM/MINEFID portant TOFE du 08 juillet 2016, Directive N°10_2009/CM/UEMOA du 26 juin 2009
Typologie	Indicateur de suivi et de résultat
Objectif/Raison d'être	Le solde primaire de gestion permet d'apprécier le degré de couverture des charges par les recettes si le gouvernement ne devrait pas payer les charges d'intérêts.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	Solde primaire de gestion = solde net de gestion + charges d'intérêt = Recettes – charges hors intérêts de la dette
Sources de données	DGTCP/TOFE
Périodicité	Mensuelle, Trimestrielle, Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Administration centrale budgétaire, Collectivités Territoriales, Etablissements Publics de l'Etat, Organisme de Protection Sociale
Structures responsables	DGTCP/DSOFE
Canal de diffusion	TOFE, Tableau de bord statistique de l'économie et des finances, site web du MEFP (www.finances.gov.bf), site web DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf)
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé :	Solde primaire
Domaine	Finances publiques
Définition	Le solde primaire est défini en rapport avec la capacité ou le besoin de financement en relation avec les charges d'intérêts.
Politique/Document de référence	MSFP 2001/2014
Typologie	Indicateur de suivi et de résultat
Objectif/Raison d'être	Le solde primaire permet d'apprécier le degré de couverture des dépenses par les recettes si le gouvernement ne devrait pas payer les charges d'intérêts.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	Solde primaire = Capacité ou besoin de financement + charges d'intérêt = Recettes – charges hors intérêts de la dette – acquisition nette d'actifs non financiers
Sources de données	DGTCP/TOFE
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Structures responsables	DGTCP/DSOFE
Canal de diffusion	TOFE, Tableau de bord statistique de l'économie et des finance, site web du MEFP (www.finances.gov.bf), site web DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf)
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Épargne brute	
Domaine	Finances publiques
Définition	L'épargne brute est le solde comptable avant les transactions en capital.
Politique/Document de référence	MSFP 2001/2014 ; Décret N°2016-602/PRES/PM/MINEFID portant TOFE du 08 juillet 2016, Directive N°10_2009/CM/UEMOA du 26 juin 2009
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Cet indicateur permet d'apprécier le degré de couverture des investissements par l'excédent des recettes sur les charges si on y soustrait les transferts en capitaux nets à recevoir. Les recettes de gestion intègrent les transferts en capitaux reçus (dons projets) des autres administrations publiques. Pour apprécier l'effort réel des recettes propres consacré aux investissements, il convient d'y soustraire les transferts en capitaux nets à recevoir.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	Epargne brute = solde brut de gestion – (transferts en capitaux reçus – transferts en capitaux versés)
Sources de données	DGTCP/TOFE
Périodicité	Mensuelle, Trimestrielle, Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Structures responsables	DGTCP/DSOFE
Canal de diffusion	TOFE, annuaire statistique de la DGTCP, Annuaire statistique de l'économie et des finances, site web du MEFP (www.finances.gov.bf), site web DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf)
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé	Délai moyen de paiement
Domaine	Finances publiques
Définition	Le délai moyen de paiement correspond au temps moyen (le temps séparant l'émission du reçu de demande de liquidation et l'acquittement ou le paiement effectif du créancier) de règlement de l'ensemble des dossiers.
Politique/Document de référence	Plan stratégique de la DGTCP 2021-2025
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	La détermination du délai de paiement permet de mesurer l'efficacité des services comptables dans le règlement des dossiers d'exécution de la dépense publique.
Valeur de référence et cibles	Cible : 47 jours
Méthode de calcul	Délai moyen de paiement = moyenne harmonisée des différents délais de paiement $\text{Délai de Paiement} = \text{Date de règlement} - \text{date de réception du dossier pour liquidation}$
Sources de données	CODEP-MP, CID.
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par ministères et institutions
Structures responsables	DGTCP/CODEP-MP
Canal de diffusion	Document CSEBT
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé	Taux de couverture du Tableau des opérations financières du secteur public
Domaine	Finances publiques
Définition	Le taux de couverture du Tableau des opérations financières du secteur public est la part des données des opérations financières couvertes pour la production du TOFE sur l'ensemble des données des opérations financières attendues du secteur public (Administration centrale budgétaire, Collectivités territoriales, Établissements publics de l'Etat, Sociétés publiques, Organisme de protection sociale).
Politique/Document de référence	MSFP 2014
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Cet indicateur permet de mesurer le degré de couverture des données par le TOFE. Il donne une crédibilité au TOFE
Valeur de référence et cibles	Cible : 100%
Méthode de calcul	$\text{Taux de couverture du TOF du secteur public} = \frac{\text{données reçues des unités institutionnelles du secteur public}}{\text{données attendues du secteur public}} * 100$ TOF=Tableau des opérations financières
Sources de données	Circuit Informatisé des Dépenses (CID), Système de Gestion des Dépôts de Fonds (SGDF), Comptabilité Intégrée de l'Etat (CIE)
Périodicité	Trimestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Domaine (Administration Centrale Budgétaire, Collectivités Territoriales, Sociétés publiques, EPE, Organismes de Protection Sociale)
Canal de diffusion et/ou structures responsables	Rapports du COMITE-SFP.
Difficultés et limites	L'absence ou les difficultés d'obtention de certaines données, la faible qualité des données.
Propositions d'amélioration	Opérationnalisation de SIG-EPE, de CICT, de SI-N@FOLO.

II.1.4. Indicateurs relatifs à la dette publique

Intitulé	Valeur actuelle de la dette extérieure sur les exportations de biens et services (VA/XBS)
Domaine	Dette Publique
Définition	VA/XBS est l'indicateur qui mesure le niveau de la dette extérieure en fonction des exportations de biens et de services.
Politique/ Document de référence	Manuel de statistiques de la dette publique du FMI, Manuel de statistiques de la dette extérieure du FMI, Analyse de la viabilité de la dette ; Stratégie de gestion de la dette à moyen termes
Typologie	Indicateur de viabilité
Objectif/Raison d'être	Elle pourrait évoluer en fonction de l'indice composite (IC) qui est une moyenne pondérée de la note CPIA, la croissance du PIB réel, des envois de fonds des travailleurs émigrés, des réserves de change et la croissance mondiale. Elle tire sa source dans la note d'orientation sur le cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu établie par le Fonds Monétaire International (FMI) le 26 décembre 2017. Elle montre la capacité du gouvernement à faire face au service futur de la dette extérieure à partir des recettes issues des exportations.
Valeur de référence et cibles	Inférieur ou égal 180% en 2022
Méthode de calcul	$VA/XBS = \frac{\text{Valeur Actualisée de la dette extérieure PPG}}{\text{Exportations}} * 100$ PPG: Public and publicly guaranteed
Sources de données	Basé de données/Cadre de viabilité de la dette (CVD) de la DGTCP/DPP, DGEP(IAP)
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique /Direction de la Dette Publique, DGESS/MEFP
Canal de diffusion	L'indicateur VA/XBS est publié dans l'annuaire statistique de l'économie et des finances, le tableau de bord statistique de l'économie et des finances, le bulletin statistique de la dette publique sur les sites web DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf) et du trésor : www.tresor.gov.bf
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Service de la dette extérieure sur les recettes propres (SD/REV)

Domaine	Dettes Publiques
Définition	Le service de la dette extérieure sur les recettes propres (SD/REV) est l'ensemble des paiements du principal et des intérêts au titre de la dette extérieure rapporté aux recettes propres.
Politique/Document de référence	Manuel de statistiques de la dette publique du FMI, Manuel de statistiques de la dette extérieure du FMI, Analyse de la viabilité de la dette ; Stratégie de gestion de la dette à moyen termes
Typologie	Indicateur de liquidité
Objectif et cible visés	Cibles : Inférieur ou égal 18% en 2022 Elle pourrait évoluer en fonction de l'indice composite (IC) qui est une moyenne pondérée de la note CPIA, la croissance du PIB réel, des envois de fonds des travailleurs émigrés, des réserves de change et la croissance mondiale. Elle tire sa source dans la note d'orientation sur le cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu établie par le Fonds Monétaire International (FMI) le 26 décembre 2017.
Raison d'être	Le Service de la Dette extérieure sur les recettes propres permet de mesurer la capacité du Gouvernement à payer le service de la dette extérieure à partir des recettes propres. Il permet d'évaluer les problèmes de liquidité pour faire face au remboursement de la dette extérieure.
Méthode de calcul	$SD/REV = \frac{\text{Service de la dette extérieure PPG}}{\text{Recettes propres}} * 100$ PPG : Public and publicly guaranteed SD= service de la dette extérieure REV= recette propre
Sources de données	Basé de données/Cadre de viabilité de la dette (CVD) de la DGTCP/DPP, DGB DGEP(IAP)
Périodicité	Annuelle
Considérations sexospécifiques	Néant
Structures responsables	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique /Direction de la Dette Publique, DGESS/MEFP
Canal de diffusion	L'annuaire statistique de l'économie et des finances, le tableau de bord statistique de l'économie et des finances, le bulletin statistique de la dette publique et sur le site web du trésor (www.tresor.gov.bf)
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé	Service de la dette extérieure sur les exportations de biens et services (SD/XBS)
Domaine	Dette Publique
Définition	Le service de la dette extérieure sur les exportations de biens et services est l'ensemble des paiements du principal et des intérêts au titre de la dette extérieure rapporté aux exportations de biens et services (hors facteurs de production).
Politique /Document de référence	Manuel de statistiques de la dette publique du FMI, Manuel de statistiques de la dette extérieure du FMI, Analyse de la viabilité de la dette ; Stratégie de gestion de la dette à moyen termes
Typologie	Indicateur de liquidité
Objectif/Raison d'être et	Elle pourrait évoluer en fonction de l'indice composite (IC) qui est une moyenne pondérée de la note CPIA, la croissance du PIB réel, des envois de fonds des travailleurs émigrés, des réserves de change et la croissance mondiale. La cible tire sa source dans la note d'orientation sur le cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu établie par le Fonds Monétaire International (FMI) le 26 décembre 2017. Il permet d'évaluer la part des recettes issues des exportations des biens et services à consacrer au paiement du service de la dette extérieure au cours d'une période donnée.
Valeur de de référence et cibles	Inférieur ou égal 15% en 2022
Méthode de calcul	<i>Service de la dette extérieure sur les exportations de biens et services</i> = $\frac{\text{Service de la dette extérieure}}{\text{Exportations}} * 100$
Sources de données	Basé de données/Cadre de viabilité de la dette (CVD) de la DGTCP/DPP, DGD DGEP(IAP)
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	DGTCP/DDP DGESS/MEFP
Canal de diffusion	Annuaire statistique de l'économie et des finances, tableau de bord statistique de l'économie et des finances, bulletin statistique de la dette publique et le site web du trésor (www.tresor.gov.bf)
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé	Taux d'intérêt moyen
Domaine	Dettes Publiques
Définition	Le taux d'intérêt moyen ou paiements d'intérêt par unité de dette est défini comme étant les paiements d'intérêt nominal relatif au volume de la dette en cours.
Politique /Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le taux d'intérêt moyen permet d'apprécier les coûts liés au portefeuille de la dette
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	$\bar{i}_t = \frac{I_t^*}{D_t} = \frac{\sum_{j=1}^m (e_{j,t} * I_{j,t}^{FX}) + I_t^{DX}}{D_t^{DX} + D_t^{FX}}$ $\bar{i}_t$: taux d'intérêt moyen: D_t^{FX}: la dette en devise étrangère D_t^{DX}: la dette en devise intérieure en cours I_t^{DX}: paiements d'intérêt en devise local $I_{j,t}^{FX}$: paiements d'intérêt libellés en devise étrangère $e_{j,t}$: taux de change entre la devise intérieure et la devise étrangère
Sources de données	Basé de données SDMT de la DGTCP/DPP, DGD DGEP (IAP)
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	DGTCP /DDP
Canal de diffusion	Bulletin statistique de la dette, site web du trésor (www.tresor.gov.bf)
Désagrégation	Dette intérieure, dette extérieure
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé Maturité moyenne de la dette publique (en années)	
Domaine	Dette Publique
Définition	La maturité moyenne de la dette publique (en années) est le temps moyen nécessaire au remboursement total du portefeuille de la dette. Cet indicateur mesure le temps moyen pondéré pour l'échéance de tous les remboursements du principal dans le portefeuille de la dette.
Politique/Document de référence	Manuel de statistiques de la dette publique du FMI, Manuel de statistiques de la dette extérieure du FMI, Analyse de la viabilité de la dette ; Stratégie de gestion de la dette à moyen termes.
Typologie	Néant
Objectif et cible visés	Néant
Raison d'être	Il peut être considéré comme un instrument de mesure des risques de refinancement.
Méthode de calcul	$ATM_t = \sum \frac{P_t * t}{D}$ ATM_t = temps moyen de l'échéance du portefeuille de la dette ; P_t = paiement du principal du portefeuille ; t = intervalle de temps jusqu'à l'échéance D = encours de la dette
Sources de données	Base de données SDMT de la DGTCP /DDP
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	DGTCP/DDP
Canal de diffusion	Bulletin statistique de la dette, site web du trésor (www.tresor.gov.bf)
Désagrégation	Dette intérieure, dette extérieure
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé Taux d'endettement public (Etat + Sociétés d'Etat)	
Domaine	Dettes Publiques
Définition	Le taux d'endettement public (Etat + Sociétés d'Etat) exprime la part relative de l'encours total de la dette publique (intérieure et extérieure) en fin de période sur le PIB nominal
Politique/Document de référence	Manuel de statistiques de la dette publique du FMI
Typologie	Indicateur d'endettement
Objectif/Raison d'être	Cet indicateur permet de mesurer la capacité du pays à générer des richesses nécessaires au remboursement de la dette. Son suivi permet de préserver la stabilité macro-économique et améliorer la gestion budgétaire.
Valeur de référence et cibles	Cible : Inférieur ou égal 70% pour l'UEMOA Inférieur ou égal 55% pour le FMI dans le cadre du programme économique et financier appuyé par la FEC (2018-2020).
Méthode de calcul	$\text{Taux d'endettement public} = \frac{\text{Encours totale de la dette publique}}{\text{PIB nominal}} * 100$
Sources de données	Base de données /CVD de la DGTCP/DDP, INSD, DGEP/DPAM
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	DGTCP/DDP
Canal de diffusion	Annuaire statistique de l'économie et des finances, Tableau de bord de l'économie et des finances, Bulletin statistique de la dette publique, Rapport sur les perspectives économiques et financières du Burkina Faso et sur les sites web de la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf) et du trésor : www.tresor.gov.bf .
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé		Valeur actuelle de la dette extérieure en % du PIB
Domaine	Dette Publique	
Définition	La valeur actuelle de la dette extérieure rapportée au PIB est définie comme les paiements futurs, d'après les projections, au titre du service de la dette extérieure actualisée en fonction des taux d'intérêt de marché rapportés au PIB.	
Politique/Document de référence	Manuel de statistiques de la dette publique du FMI	
Typologie	Indicateur de viabilité	
Objectif/Raison d'être	Elle pourrait évoluer en fonction de l'indice composite (IC) qui est une moyenne pondérée de la note CPIA, la croissance du PIB réel, des envois de fonds des travailleurs émigrés, des réserves de change et la croissance mondiale. La cible tire sa source dans la note d'orientation sur le cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu établie par le Fonds Monétaire International (FMI) le 26 décembre 2017. Il permet de mesurer la capacité du gouvernement à faire face au remboursement de la dette extérieure.	
Valeur de référence et cibles	Cible : ≤ 40% en 2022	
Méthode de calcul :	$\text{valeur actuelle de la dette extérieure rapportée au PIB} = \frac{VA}{PIB} * 100$ VA=valeur actuelle de la dette extérieure, PIB=PIB nominal	
Sources de données	Bases de données/ CVD de la DGTCP/DDP, DGEP(IAP)	
Périodicité	Annuelle	
Considérations sexo-spécifiques	Néant	
Structures responsables	DGTCP/DDP	
Canal de diffusion	Annuaire statistique de l'économie et des finances, tableau de bord statistique de l'économie et des finances, bulletin statistique de la dette publique, les sites web www.tresor.gov.bf et www.dgess.finances.gov.bf	
Désagrégation	Néant	
Difficultés et limites	Néant	
Propositions d'amélioration	Néant	

Intitulé Ratio de la dette en devise étrangère à la dette totale	
Domaine	Dette Publique
Définition	Le ratio de la dette en devise étrangère à la dette totale est la part de la dette en devise étrangère dans le portefeuille de la dette.
Politique/Document de référence	Manuel de statistiques de la dette publique du FMI ; Manuel de statistiques de la dette extérieure du FMI, Analyse de la viabilité de la dette
Typologie	Indicateur de suivi
Objectif/Raison d'être	Il permet de mesurer la vulnérabilité d'un Etat face au risque de change.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	$\text{Ratio de la dette en devise étrangère à la dette totale} = \frac{D_t^{FX}}{D_t^{DX} + D_t^{FX}}$ $D_t^{FX} = \text{dette en devise étrangère}$ $D_t^{DX} = \text{dette en devise intérieure en cours}$
Sources de données	Bases de données SDMT de la DGTCP /DDP
Périodicité	Trimestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique /Direction de la Dette Publique
Canal de diffusion	Bulletin statistique de la dette, site web du trésor (www.tresor.gov.bf)
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé :	Dette arrivant à échéance dans une année (en % du PIB)
Domaine	Dette Publique
Définition	La dette arrivant à échéance dans une année (en % du PIB) est le montant du service de la dette qui arrive à échéance dans une année rapporté au PIB nominal
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Mesure la proportion de la richesse (PIB) à consentir pour le remboursement du service de la dette dont l'échéance est dans une année
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul :	$= \frac{\text{Dette arrivant à échéance dans une année (en \% du PIB)} \times \text{service de la dette arrivant à échéance dans une année}}{\text{PIB}_{\text{nominal}}} \times 100$
Sources de données	Base de données / SDMT de la DGTCP, DGEP, INSD
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique /Direction de la Dette Publique
Canal de diffusion	Bulletin statistique de la dette
Désagrégation	Dette intérieure, dette extérieure
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Temps moyen de refixation du taux d'intérêt (en années)	
Domaine	Dettes Publiques
Définition	Le temps moyen de refixation du taux d'intérêt (en années) est le temps restant avant la révision complète des taux d'intérêts des instruments du portefeuille
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Il permet de mesurer la durée réelle pour le renouvellement des taux d'intérêts des prêts du portefeuille
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	$ATR_t = \frac{r * FRD_t}{STO_t} + \sum_{T=1}^n \frac{T * RF_{t+T}}{STO_t}$ ATR_t= Temps moyen de refixation du taux d'intérêt FRD_t= encours de la dette à taux flottant au temps t STO_t= encours de la dette totale au temps t RF_t=amortissement de la dette à taux fixe au temps t r=temps à courir avant la fixation d'un autre taux pour la prochaine période T= temps à courir avant l'échéance t= temps actuel n= échéance finale
Sources de données	Base de données SDMT de la DGTCP/DDP
Périodicité	Annuelle
Considérations sexospécifiques	Néant
Structures responsables	DGTCP/DDP
Canal de diffusion	Rapport SDMT, bulletin statistique de la dette, www.tresor.gov.bf
Désagrégation	Dettes intérieure, dette extérieure
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé :	Dette à refixer dans un an (en % du total)
Domaine	Dette Publique
Définition	La dette à refixer dans un an (en % du total) est la part de la dette dont les taux d'intérêts seront révisés dans une année dans le portefeuille de la dette.
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Il permet d'apprécier la part de la dette qui est exposée au risque de taux d'intérêt
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	$ \begin{aligned} & \text{Dette à refixer dans un an (en \% du total)} \\ & = \frac{\text{Dette à refixer dans un an}}{\text{Total dette}} \times 100 \end{aligned} $
Sources de données	Base de données SDMT de la DGTCP/DDP
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	DGTCP/DDP
Canal de diffusion	Rapport SDMT, bulletin statistique de la dette, www.tresor.gov.bf
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé Charge de la dette sur ressources propres (Charges/REV)	
Domaine	Dettes Publiques
Définition	La charge de la dette sur ressources propres (Charges/REV) est la charge de la dette (intérêts et commissions) rapportées aux recettes propres.
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Il permet de mesurer la part des ressources propres consacrées au paiement des charges de la dette
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul :	$\frac{\text{Charge de la dette sur ressources propres (Charges/REV)}}{\text{montant des charges de la dette}} * 100$ <i>Recettes propres</i>
Sources de données	DGTCP/DDP, DGB, DGEP(IAP)
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	DGTCP/DDP
Canal de diffusion	Néant
Désagrégation	Dettes extérieures, dettes intérieures
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

II.1.5. Indicateurs relatifs à l'aide publique au développement

Intitulé :	Pourcentage des apports d'aide utilisant les systèmes nationaux de gestion des finances publiques
Domaine	Coopération au développement
Définition	Le pourcentage des apports d'aide utilisant les systèmes nationaux de gestion des finances publiques mesure le pourcentage des décaissements de fonds de coopération (APD) destinés au secteur public et qui utilisent les systèmes de gestion des finances publiques et de passation de marchés du pays bénéficiaire.
Politique/Document référence	de Déclaration de Paris en 2010 (56,5%)
Typologie	Indicateur d'impact
Objectif/Raison d'être	Il permet de mesurer l'écart de l'aide qui ne fait pas appel aux systèmes nationaux de Gestion des Finances Publiques (GFP)
Valeur de référence et cible	Cible : 99% en 2025
Méthode de calcul	Pourcentage des apports d'aide utilisant les systèmes nationaux de gestion des finances publiques = $(A+B+C+D) / K \times 100$ K=Total des apports d'aide destinés au secteur public de l'année n. A+B+C+D= Apports de l'aide utilisant les systèmes nationaux de gestion des finances publiques de l'année n. A = le montant des décaissements d'aide destinés au secteur public, en utilisant les procédures nationales d'exécution budgétaire ; B = le montant des décaissements d'aide destinés au secteur public, en utilisant les procédures nationales d'information financière ; C = le montant des décaissements d'aide destinés au secteur public, en utilisant les procédures nationales d'audit ; et D = le montant des décaissements d'aide destinés au secteur public, en utilisant les systèmes nationaux de passation de marchés.
Sources données	de Données collectées auprès des Partenaires techniques et financiers et du Gouvernement lors des enquêtes de suivi des engagements de Busan
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	DGCOOP
Canal diffusion	de Le Rapport d'enquête de suivi des engagements de Busan élaboré par la DGCOOP, le Rapport sur la Coopération pour le Développement (RCD) et est disponible sur le site web de la DGCOOP (www.dgcoop.gov.bf)
Désagrégation	Par Partenaire technique et financier (PTF)
Difficultés limites	et - la non disponibilité des données de certains PTF ; - le non-respect des délais décrits dans le calendrier du processus de déroulement de l'enquête ; - l'irrégularité des PTF dans la participation des différentes enquêtes.
Propositions d'amélioration	- les PTF doivent s'impliquer davantage dans la réalisation des enquêtes de suivi des engagements internationaux à travers une meilleure communication; - le Gouvernement doit mettre en place un mécanisme de suivi des recommandations prises lors des enquêtes antérieures.

Intitulé	
Prévisibilité de l'Appui Budgétaire (AB) à moyen terme	
Domaine	Prévisibilité de l'aide
Définition	La prévisibilité de l'Appui Budgétaire (AB) à moyen terme mesure le pourcentage des Partenaires techniques et financiers (PTF) disposant d'une convention d'appui budgétaire d'au moins trois (03) ans par rapport au nombre total des PTF faisant l'appui budgétaire.
Politique/ Document de référence	Rapport pays de l'enquête de suivi du partenariat mondial
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Améliorer l'efficacité de l'aide % Le Burkina Faso a réaffirmé son option pour des modalités d'aides souples utilisant les procédures et les systèmes nationaux pour une efficacité des interventions des partenaires au développement. Pour ce faire, la Stratégie Nationale de la Coopération au Développement (SNCD), indique la préférence du pays pour les appuis budgétaires sous forme de dons et de prêts concessionnels. La prévisibilité de l'Appui Budgétaire (AB) à moyen terme permet d'avoir une meilleure prévision des appuis budgétaires sur la base des conventions signées.
Valeur de référence et cible	Cible : 100% en 2025
Méthode de calcul	$\frac{\text{Prévisibilité de l'AB à moyen terme}}{\text{Nombre de PTF ayant une convention d'appui budgétaire d'au moins trois (03)ans}} \times 100$ $= \frac{\text{Nombre de PTF ayant une convention d'appui budgétaire d'au moins trois (03)ans}}{\text{Nombre total des PTF faisant l'appui budgétaire}} \times 100$
Sources de données	Tableau de suivi des décaissements des appuis budgétaires de la DGCOOP
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	DGCOOP/DSPF
Canal de diffusion	L'indicateur est diffusé dans le rapport d'enquête de suivi des engagements de Busan. Il est disponible sur les sites web de la DGCOOP (www.dgcoop.gov.bf) et de l'OCDE (www.oecd.org)
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé	Ratio Aide Publique au Développement en pourcentage du Produit Intérieur Brut
Domaine	Coopération au développement
Définition	Le Ratio Aide Publique au Développement en pourcentage du PIB représente le volume de l'APD comparé à la richesse globale créée dans le pays au cours d'une année donnée.
Politique/ Document de référence	Néant
Typologie	Indicateur d'effet
Objectif/Raison d'être	Il permet d'apprécier la dépendance du pays vis-à-vis de l'APD. Le calcul de cet indicateur revêt une importance en ce sens qu'il permet de mesurer et d'apprécier ce que représente l'APD relativement au PIB.
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul :	$\text{Ratio (APD/PIB)} = \frac{\text{Aide publique au développement}}{\text{PIB nominal}} * 100$ L'APD totale est obtenue à partir des décaissements fournis par les partenaires bilatéraux, les partenaires multilatéraux et les Organisations non gouvernementales. Le PIB est issu des comptes nationaux et des prévisions réalisées annuellement par la DGEP
Sources de données	Plateforme de gestion de l'Aide (PGA), Comptes nationaux
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	Direction Générale de la Coopération, DGESS
Canal de diffusion	L'indicateur est diffusé dans le Rapport sur la coopération pour le développement (RCD), dans l'annuaire statistique de l'économie et des finances et sur les sites web de la DGCOOP (www.dgcoop.gov.bf) et de la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf)
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Disponibilité tardive des données sur l'APD
Propositions d'amélioration	Sensibilisation et plaidoyer auprès des partenaires pour une plus grande réactivité dans le remplissage et la transmission des canevas de collecte des données.

Intitulé Ratio Aide Publique au Développement par habitant	
Domaine	Coopération au développement
Définition	Le Ratio Aide Publique au Développement par habitant renseigne sur le montant de l'APD qui reviendrait à chaque habitant si elle devait être répartie de façon égalitaire
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Indicateur d'effet
Objectif/Raison d'être	Cet indicateur permet d'apprécier le volume de l'APD par tête et son évolution au fil des années
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	$\text{Ratio APD/habitant} = \frac{\text{montant total APD}}{\text{population total}}$
Sources de données	Plateforme de gestion de l'Aide (PGA), RGPH, Projections démographiques
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	DGCOOP, DGESS
Canal de diffusion	L'indicateur est diffusé dans le Rapport sur la coopération pour le développement (RCD), dans l'annuaire statistique de l'économie et des finances et sur les sites web de la DGCOOP (www.dgcoop.gov.bf) et de la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf)
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Disponibilité tardive des données sur l'APD
Propositions d'amélioration	Sensibilisation et plaidoyer auprès des partenaires pour une plus grande réactivité dans le renseignement et la transmission des canevas de collecte des données

Intitulé : Proportion des appuis budgétaires dans l'APD totale

Domaine	Aide Publique au Développement
Définition	Cet indicateur représente la part des appuis budgétaires reçus au cours d'une année dans l'APD totale de la même année.
Politique/ Document de référence	Néant
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Améliorer la proportion de mobilisation des appuis budgétaires dans l'APD. Le Burkina Faso a réaffirmé son option pour des modalités d'aides souples utilisant les procédures et les systèmes nationaux pour une efficacité des interventions des partenaires au développement. Pour ce faire, la Stratégie Nationale de la Coopération au Développement (SNCD) indique la préférence du pays pour les appuis budgétaires.
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul :	$\text{Proportion des AB dans l'APD totale} = \frac{\text{Total des appuis budgétaires reçus}}{\text{Total APD}} \times 100$
Sources de données	Plateforme de gestion de l'Aide (PGA)
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	DGCOOP
Canal de diffusion	RCD, www.dgcoop.gov.bf
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Disponibilité tardive des données sur l'APD
Propositions d'amélioration	Sensibilisation et plaidoyer auprès des partenaires pour une plus grande réactivité dans le renseignement et la transmission des canevas de collecte des données

Intitulé Taux de prévisibilité de l'aide	
Domaine	Coopération au développement
Définition	Le taux de prévisibilité de l'aide est la proportion des partenaires au développement qui partagent leurs plans prévisionnels de dépense avec le gouvernement. Lesdits plans devraient inclure les montants annuels indicatifs de l'aide à accorder au pays sur une période d'au moins 3 ans
Politique/ Document de référence	Déclaration de Paris 2010 (75%) ; Politique du Secteur de la Gouvernance Economique (PS-GE) 2018-2027
Typologie	Indicateur d'impact
Objectif/Raison d'être	Le taux de prévisibilité de l'aide permet d'apprécier la fiabilité des partenaires et d'avoir une visibilité sur leurs engagements afin de les intégrer dans la programmation budgétaire. Préserver la crédibilité de l'aide à travers une programmation des investissements et en tenant compte du caractère rétroactif des révisions du budget annuel.
Valeur de référence et cibles	39,5% en 2021 et 85% en 2027
Méthode de calcul	$\text{Taux de prévisibilité de l'aide(\%)} = \frac{\text{Apports d'aide déclarés par les fournisseurs de coopération comme décaissés au cours de l'année "N"}}{\text{Apports d'aide prévus pour être décaissés par les fournisseurs de coopération au cours de l'année "N"}} \times 100$ <u>Numérateur</u> : le montant d'aide globale versée en faveur du Burkina Faso au cours de l'année n <u>Dénominateur</u> : le montant total des prévisions de versement d'aides notifiées au Gouvernement pour l'année n
Sources de données	Données collectées auprès des PTF et du Gouvernement ainsi que sur la Plateforme de gestion de l'aide (PGA) lors de l'enquête sur les engagements de Busan.
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion et/ou structures responsables	Il est diffusé dans le Rapport d'enquête de suivi des engagements de Busan élaboré par la DGCOOP et sur le site web de la DGCOOP (www.dgcoop.gov.bf)
Désagrégation	Par PTF
Difficultés et limites	- la non disponibilité des données de certains PTF ; - le non-respect des délais décrits dans le calendrier du processus de déroulement de l'enquête de Busan; - l'irrégularité des PTF dans la participation des différentes enquêtes de Busan.
Propositions d'amélioration	- les PTF doivent s'impliquer davantage dans la réalisation des enquêtes de suivi des engagements internationaux à travers une meilleure communication ; - mise en place d'un mécanisme de suivi des recommandations prises lors des enquêtes antérieures.

Intitulé : Taux d'évolution annuel de l'APD

Domaine	Coopération au développement
Définition	Le taux d'évolution annuel de l'APD représente le taux d'accroissement de l'APD d'une année à une autre
Politique/ Document de référence	PNDES II 2021-2025
Typologie	Indicateur d'effet
Objectif/Raison d'être	Permet d'apprécier les efforts faits par les PTF en matière de décaissement de l'APD d'une année à une autre
Valeur de référence et cible	Cible : 4,5% en 2023 et 5% en 2025
Méthode de calcul :	$\text{Taux d'évolution annuel de l'APD} = \frac{(\text{APD de l'année "N"}) - (\text{APD de l'année "N - 1"})}{\text{APD de l'année "N - 1"}} \times 100$
Sources de données	Les données sur l'APD sont collectées auprès des PTF et des structures impliquées dans la gestion de l'APD.
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Structures responsables	DGCOOP
Canal de diffusion	Le RCD et sur www.dgcoop.gov.bf .
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Disponibilité tardive des données de l'APD
Propositions d'amélioration	Sensibiliser et plaider auprès des PTF pour une plus grande réactivité dans le renseignement et la transmission des canevas de collectes de données

Intitulé :	Proportion de partenaires techniques et financiers appliquant la division du travail
-------------------	---

Domaine	Coopération au développement
Définition	La Proportion des PTF appliquant la division du travail renseigne sur la proportion des PTF qui applique les options et les critères retenus dans le cadre de la division du travail
Politique/ Document de référence	Néant
Typologie	Indicateur d'effet
Objectif/Raison d'être	Permet d'apprécier le niveau de respect des engagements pris par les PTF en matière d'harmonisation et de rationalisation des coûts de transactions de l'aide
Valeur de référence et cibles	Cible : 100% en 2025
Méthode de calcul	$PPTFADT = \frac{\text{Nombre des PTF appliquant la division du travail}}{\text{Nombre total de PTF}} * 100$ PPTFADT=Proportion de partenaires techniques et financiers appliquant la division du travail
Sources de données	Les données sur l'APD sont collectées auprès des PTF et des structures impliquées dans la gestion de l'APD
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion et/ou structures responsables	L'indicateur est analysé et diffusé dans le RCD produit annuellement par la DGCOOP et sur le site web de la DGCOOP : www.dgcoop.gov.bf
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Disponibilité tardive des données de l'APD
Propositions d'amélioration	Sensibiliser et plaider auprès des PTF pour une plus grande réactivité dans le remplissage et la transmission des canevas de collectes de données

II.2 Indicateurs sur les finances locales

Intitulé :	Taux de couverture des dépenses de fonctionnement des Collectivités territoriales par les ressources propres
Domaine	Finances Locales
Définition	Le Taux de couverture des dépenses de fonctionnement des Collectivités territoriales par les ressources propres est la capacité pour les collectivités à prendre en charges toutes les dépenses de fonctionnement sans qu'elles n'aient besoin de subvention
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Le calcul de cet indicateur permet d'apprécier le niveau d'autonomie financière des collectivités territoriales dans son volet fonctionnement
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul :	$\text{Taux de couverture des dépenses de fonctionnement des Collectivités territoriales par les ressources propres} = \frac{\text{Ressources propres}}{\text{Total des dépenses de fonctionnement}} * 100$
Sources de données	Les données des comptes de gestion des collectivités territoriales
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par collectivité territoriale et par catégorie/type de collectivité territoriale
Structures responsables	Direction Générale du Développement Territoriale, DGESS/MEFP
Canal de diffusion	Rapport global sur les finances locales, Tableau de bord de l'économie et des finances DGESS/MEFP
Difficultés et limites	La non disponibilité des données liée à la crise sécuritaire
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé :	Part des investissements dans le budget des Collectivités territoriales
Domaine	Finances Locales
Définition	Part des investissements dans le budget des collectivités territoriales (CT) est le poids relatif des investissements dans le montant total des prévisions de dépenses.
Politique/Document de référence	Loi n°2006-14 du 09 mai 2006 portant détermination des ressources et des charges des CT
Typologie	Indicateur d'effet
Objectif/Raison d'être	Accroître les capacités des CT dans la délivrance de services publics locaux de qualité Selon l'article 23 de la loi suscitée, les dépenses d'investissement des CT doivent représenter au moins le tiers du montant total des prévisions de dépenses. L'indicateur permet d'apprécier et de suivre les efforts d'investissements des CT
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul :	$\text{Part des investissements dans le budget des collectivités territoriales} = \frac{\text{Investissement}}{\text{Total du budget}} * 100$
Sources de données	Données des budgets des CT
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par collectivité territoriale et par catégorie/type de collectivité territoriale
Structures responsables	Direction Générale du Développement Territoriale, DGESS/MEFP
Canal de diffusion	Rapport global sur les finances locales, Tableau de bord de l'économie et des finances
Difficultés et limites	La non disponibilité des données liée à la crise sécuritaire
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Part du budget de l'État allouée aux collectivités territoriales

Domaine	Finances Locales
Définition	La part du budget de l'État transférée aux collectivités territoriales représente le montant total des ressources budgétaires que l'État central met à la disposition des collectivités territoriales (CT) rapporté au budget total hors dette, financement extérieur, contrepartie aux nouveaux projets, exonérations marchés, subventions aux hydrocarbures, exonérations fiscales et douanières, prélèvement communautaire-prélèvement communautaire de solidarité, dépense en atténuation des recettes et transfert en capital
Politique/Document de référence	PNDES
Typologie	Indicateur d'effet
Objectif/Raison d'être	La part du budget de l'État transférée aux collectivités territoriales permet d'apprécier les efforts de l'Etat dans le financement des compétences transférées dans le cadre de la décentralisation, valeur cible : 27,42% en 2027. Il permet de mesurer l'effort financier consenti par l'État au profit des CT sur la base de ses ressources propres afin de leur permettre de prendre en charge les compétences à elles dévolues
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul :	$\text{part du budget de l'État transférée aux collectivités territoriales} = \frac{\text{RT} + \text{APE} + \text{AED}}{\text{BT}} * 100$ RT= Ressources transférées aux CT APE= Appuis budgétaires de l'Etat(Dotation globale) AED= appuis des structures étatiques appuyant la décentralisation BT= montant total du Budget
Sources de données	Lois de finances et les arrêtés de transfert de ressources
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par collectivité territoriale et par catégorie/type de collectivité territoriale
Structures responsables	Direction Générale du Développement Territorial (DGDT)
Canal de diffusion	Rapports annuels sur les transferts financiers de l'État aux CT
Difficultés et limites	L'indicateur connaît un certain nombre d'appui à l'endroit des CT et parmi ces éléments non pris en compte, on peut citer les impôts partagés.
Propositions d'amélioration	Intégrer ou prendre en compte les impôts partagés dans le calcul de l'indicateur

Intitulé :	Recettes propres de la collectivité territoriale rapportées au nombre d'habitants
Domaine	Finances Locales
Définition	Les recettes propres de la collectivité territoriale rapportées au nombre d'habitants correspondent à l'ensemble des recettes propres mobilisées par une collectivité territoriale (CT) donnée rapporté au nombre d'habitants de cette CT.
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	Cet indicateur donne un aperçu de l'effort individuel pour une autonomie financière de la CT
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul :	$\text{Recettes propres de la collectivité territoriale rapportées au nombre d'habitants} = \frac{\text{Recettes propres de la collectivité}}{\text{Nombre d'habitants de la collectivité}}$
Sources de données	Les comptes de gestion des CT et les données issues des projections démographiques de l'INSD
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Par collectivité territoriale et par catégorie/type de collectivité territoriale
Structures responsables	Direction Générale du Développement Territorial (DGDT)
Canal de diffusion	Rapport global sur les finances locales
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

III. INDICATEURS SUR LA MONNAIE ET LES CREDITS

III.1 Indicateurs sur la monnaie
III.2 Indicateurs sur le système financier décentralisé

III.1. Indicateurs monétaires

Intitulé	Base monétaire
Domaine	Monnaie
Définition	La base monétaire, également appelée « Monnaie Banque centrale », correspond à l'ensemble des passifs de la Banque centrale envers les sociétés financières et les autres secteurs y compris les numéraires détenus par l'Administration centrale. Elle est composée à la fois des billets et pièces en circulation (dans les banques, au niveau de l'Administration centrale et des autres secteurs) et des avoirs monétaires détenus par les banques et les autres secteurs auprès de la Banque centrale, exclusion faite des avoirs de l'Administration centrale.
Politique/Document de référence	Note méthodologique sur l'élaboration des statistiques monétaires de la BCEAO (août 2017), Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF) 2000
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	La base monétaire permet de contrôler la quantité de monnaie en circulation. La base monétaire est d'une importance capitale dans le processus de création monétaire. Elle est appelée monnaie à grande puissance, car ses variations induisent généralement une variation plus forte de la monnaie et du crédit.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	Base monétaire = Billets et pièces émis par la Banque Centrale + Engagements de la Banque centrale envers les AID + Engagements de la Banque centrale envers les autres secteurs autres que l'Administration centrale
Sources de données	BCEAO.
Périodicité	Mensuelle.
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé	
Masse monétaire (M1)	
Domaine	Monnaie
Définition	La Masse monétaire correspond à l'ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Autrement, c'est la quantité de monnaie en circulation (ensemble des valeurs susceptibles d'être converties en liquidités) dans l'économie à un instant donné.
Politique/Document de référence	Note méthodologique sur l'élaboration des statistiques monétaires de la BCEAO (aout 2017), Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF) 2000
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	La Masse monétaire permet de suivre l'évolution des prix. La Masse monétaire est suivie par les acteurs économiques car elle offre une précieuse indication sur la possible évolution des prix.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	La Masse monétaire (M1) est composée de la circulation fiduciaire dans l'économie et des dépôts transférables Masse monétaire (M1) = Circulation fiduciaire dans l'économie + dépôts transférables
Sources de données	BCEAO
Périodicité	Mensuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Masse monétaire (M2)

Domaine	Monnaie
Définition	La Masse monétaire (M2) correspond à l'ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Autrement, c'est la quantité de monnaie en circulation (ensemble des valeurs susceptibles d'être converties en liquidités) dans l'économie à un instant donné.
Politique/Document de référence	Note méthodologique sur l'élaboration des statistiques monétaires de la BCEAO (août 2017), Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF) 2000
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	La Masse monétaire permet de suivre l'évolution des prix. La Masse monétaire est suivie par les acteurs économiques car elle offre une précieuse indication sur la possible évolution des prix.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	La Masse monétaire (M2) est composée de la circulation fiduciaire et des dépôts transférables et des autres dépôts inclus dans la masse monétaire. Masse monétaire (M2) = Circulation fiduciaire + dépôts transférables + Autres dépôts inclus dans la masse monétaire
Sources de données	BCEAO
Périodicité	Mensuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), sur la plate-forme OpenData de la BCEAO (http://cb.bceao.opendataforafrica.org), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEF (www.dgef.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Circulation fiduciaire

Domaine	Monnaie
Définition	La circulation fiduciaire est l'ensemble des billets et pièces détenus à un instant donné par les agents économiques autres que l'Etat et les banques.
Politique/Document de référence	Note méthodologique sur l'élaboration des statistiques monétaires de la BCEAO (aout 2017), Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF) 2000
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	La circulation fiduciaire permet de connaître le niveau d'émission et de vulgarisation des moyens de paiement détenus par les agents économiques autres que l'Etat et les banques. La circulation fiduciaire est suivie par les autorités monétaires pour les orientations en matière d'émission et de vulgarisation des moyens de paiement. Elle traduit aussi le niveau de développement de la sphère financière dans la mesure où un faible degré de monétisation de l'économie serait la résultante d'un niveau de sophistication élevée du système financier qui permet aux individus de détenir moins de monnaie.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	La circulation fiduciaire est composée de la monnaie émise par la Banque Centrale nette des encaisses des Autres Institutions de Dépôt et de l'Administration Centrale. Circulation fiduciaire = Billets et pièces émis - (Encaisses des AID + Encaisses de l'Administration centrale)
Sources de données	BCEAO.
Périodicité	Mensuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), sur la plate-forme OpenData de la BCEAO (http://cb.bceao.opendataforafrica.org), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgpep.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO.
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Dépôts transférables

Domaine	Monnaie
Définition	Les dépôts transférables comprennent tous les dépôts (en monnaie nationale ou en devises) qui sont tirables à vue au pair, sans frais, ni restriction et directement utilisables pour les paiements en faveur des tiers par chèque, carte, traite ou virement. Il s'agit principalement des comptes chèques, des comptes courants ouverts auprès des banques, ainsi que des comptes ordinaires et de règlement ouvert auprès de la BCEAO.
Politique/Document de référence	Note méthodologique sur l'élaboration des statistiques monétaires de la BCEAO (août 2017), Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF) 2000
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Les dépôts transférables permettent de savoir le niveau des avoirs exigibles à court terme des agents détenteurs de monnaie. Les dépôts transférables donnent une indication sur le niveau des avoirs exigibles à court terme des agents détenteurs de monnaie.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	Les dépôts transférables sont constitués de l'encours de l'ensemble des comptes de dépôt à cessibilité illimitée.
Sources de données	BCEAO
Périodicité	Mensuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), sur la plate-forme OpenData de la BCEAO (http://cb.bceao.opendataforafrica.org), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEF (www.dgef.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés limites :	Néant
Propositions d'amélioration :	Néant

Intitulé : **Autres dépôts inclus dans la masse monétaire M2**

Domaine	Monnaie
Définition	Autres dépôts inclus dans la masse monétaire M2 comprennent tous les dépôts (en monnaie nationale ou en devises) autres que les dépôts transférables. Ils ne peuvent être utilisés à tout moment comme moyen de paiement.
Politique/Document de référence	Note méthodologique sur l'élaboration des statistiques monétaires de la BCEAO (aout 2017), Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF) 2000
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Les autres dépôts inclus permettent de connaître le niveau des avoirs exigibles sous condition des agents détenteurs de monnaie. Les autres dépôts inclus dans la masse monétaire donnent une indication sur le niveau des avoirs exigibles sous condition des agents détenteurs de monnaie.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	Les autres dépôts inclus dans la masse monétaire = les dépôts à terme +les comptes d'épargne à régime spécial + les dépôts de garantie +les dépôts affectés (dépôts nantis au profit de tiers, dépôts de réservation de biens immobilier, ...) + les bons de caisse + les avoirs bloqués et les comptes de dépôt rémunérés constitués dans les livres de la BCEAO.
Sources de données	BCEAO
Périodicité	Mensuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), sur la plate-forme OpenData de la BCEAO (http://cb.bceao.opendataforafrica.org), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgpe.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Actifs extérieurs nets (AEN)

Domaine	Monnaie
Définition	Les actifs extérieurs nets correspondent aux créances ou engagements nets des institutions monétaires (Banque Centrale et banques) sur l'extérieur.
Politique/Document de référence	Note méthodologique sur l'élaboration des statistiques monétaires de la BCEAO (août 2017), Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF) 2000
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Les actifs extérieurs nets permettent de donner des orientations à la politique monétaire, notamment à la politique de change. Les actifs extérieurs nets donnent une idée sur la dynamique des soldes des échanges avec l'extérieur. Ils donnent une information sur l'orientation à donner à la politique monétaire, notamment la politique de change. Les variations des actifs extérieurs nets sont une indication de l'effet direct sur les agrégats monétaires intérieurs des opérations des sous-secteurs avec le reste du monde.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	Actifs extérieurs nets = Avoirs officiels de réserve + Autres actifs extérieurs de la BCEAO + Créances des AID sur les non-résidents – (Engagements extérieurs de la BCEAO à court terme en devises + Autres engagements extérieurs de la BCEAO – Engagements des AID envers les non-résidents) • Avoirs officiels de réserve = avoirs en or monétaire et en DTS + avoirs en devises + position de réserve de la BCEAO auprès du FMI + intérêts courus non échus sur ces actifs en devises ; • Autres actifs extérieurs de la BCEAO = créances douteuses ou litigieuses sur le RDM + créances résultant des opérations avec l'AMAO + créances rattachées ; • Créances des AID sur les non-résidents = dépôts en monnaie étrangère dans les livres des correspondants étrangers + encaisses en monnaie étrangère + crédits aux non-résidents + titres et actions émis par des non-résidents et détenus par les AID + intérêts courus non échus sur les actifs extérieurs détenus ; • Engagements extérieurs de la BCEAO à court terme en devises = Crédit du FMI + comptes de dépôt des correspondants de la zone franc et hors zone franc + dettes rattachées. • Autres engagements extérieurs de la BCEAO = allocations DTS + emprunts à long terme en monnaie étrangère + dépôts de non-résidents en monnaie nationale + dettes rattachées ; • Engagements des AID envers les non-résidents = opérations de trésorerie et d'emprunt avec les correspondants étrangers + dépôts de la clientèle non-résidente + dettes rattachées à ces engagements.
Sources de données	BCEAO
Périodicité	Mensuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant

Canal de diffusion		L'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), sur la plate-forme OpenData de la BCEAO (http://cb.bceao.opendataforafrica.org), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEF (www.dgef.gov.bf)
Structures responsables		BCEAO.
Difficultés limites :	et	Néant
Propositions d'amélioration :		Néant

Intitulé : Créances intérieures

Domaine	Monnaie
Définition	Les Créances intérieures correspondent aux créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) nettes de leurs engagements envers l'Administration Publique Centrale et les autres secteurs résidents.
Politique/Document de référence	Note méthodologique sur l'élaboration des statistiques monétaires de la BCEAO (août 2017), Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF) 2000
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Les Créances intérieures permettent d'évaluer l'effort global de financement de l'économie par les institutions de dépôts. Les Créances intérieures évaluent l'effort global de financement de l'économie par les institutions de dépôts.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	Les Créances intérieures = Créances nettes des institutions de dépôt sur les Administrations Publiques Centrales (APUC) + Créances des institutions de dépôt sur les autres secteurs résidents
Sources de données	BCEAO
Périodicité	Mensuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), sur la plate-forme OpenData de la BCEAO (http://cb.bceao.opendataforafrica.org), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEF (www.dgef.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Créances nettes sur l'Administration Centrale

Domaine	Monnaie
Définition	Les Créances nettes sur l'Administration Centrale sont représentées par les créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) nettes de leurs engagements envers l'Administration Publique Centrale.
Politique/Document de référence	Note méthodologique sur l'élaboration des statistiques monétaires de la BCEAO (août 2017, Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF) 2000)
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Les Créances nettes sur l'Administration Centrale permettent de savoir le niveau de la dette intérieure de l'Etat et de limiter les risques d'éviction ou d'insolvabilité de l'Etat.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	Les Créances nettes sur l'Administration Centrale = Créances de la BCEAO sur l'APUC + Créances des AID sur l'APUC – (Engagements de la BCEAO envers l'APUC + Engagements des AID envers l'APUC) • Créances de la BCEAO sur l'APUC = concours monétaires consolidés + concours adossés aux allocations de DTS et ceux effectués dans le cadre des opérations pour le compte des trésors + créances financières des Etats + dépenses pour le compte des Etats à récupérer + taxes à récupérer + créances diverses sur les Etats + intérêts dus rattachés. • Créances des AID sur l'APUC = titres du trésor + prêts accordés à toutes les unités de l'Administration Publique Centrale + créances rattachées. • Engagements de la BCEAO envers l'APUC = dépôts du trésor + encaisses du Trésor en monnaie nationale + taxes recouvrées + commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats + intérêts courus sur les dépôts. • Engagements des AID envers l'APUC = dépôts des unités de l'Administration publique Centrale dans les AID + intérêts courus non échus sur ces dépôts.
Sources de données	BCEAO
Périodicité	Mensuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	www.bceao.int), sur la plate-forme OpenData de la BCEAO (http://cb.bceao.opendataforafrica.org), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) de la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration :	Néant

Intitulé : Créances sur les autres secteurs résidents

Domaine	Monnaie
Définition	Les Créances sur les autres secteurs résidents englobent toutes les créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) sur les autres secteurs intérieurs de l'économie autres que l'Administration Centrale.
Référence	Note méthodologique sur l'élaboration des statistiques monétaires de la BCEAO (août 2017), Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF) 2000
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le volume des Créances sur les autres secteurs résidents indique la quantité de crédits dont bénéficient les particuliers et sociétés privées pour le développement de leurs activités ou pour leur consommation.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	Créances sur les autres secteurs résidents = ensemble des créances détenues par la BCEAO et les AID sur les sociétés non-financières publiques et privées, les sociétés financières non collectrices de dépôt, les ménages, les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages et les administrations locales.
Sources de données	BCEAO
Périodicité	Mensuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	Sur le site internet (www.bceao.int), sur la plate-forme OpenData de la BCEAO (http://cb.bceao.opendataforafrica.org), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés limites :	Néant
Propositions d'amélioration :	Néant

Intitulé : Variation du taux de change nominal

Domaine	Monnaie
Définition	La variation du taux de change nominal d'une monnaie (X) par rapport à une autre (Y) est l'évolution relative de ce taux, qui se fixe sur le marché des changes, sans prendre en compte les différences de pouvoirs d'achat des deux devises respectives.
Référence	Note méthodologique sur l'élaboration des statistiques monétaires de la BCEAO (août 2017), Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF) 2000
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	La variation du taux de change nominal d'une monnaie permet de savoir si celle-ci prend ou perd de la valeur par rapport aux autres monnaies. La variation du taux de change nominal d'une monnaie permet de savoir si celle-ci prend / perd de la valeur par rapport aux autres monnaies. Cette évolution a un impact sur le solde des échanges avec les pays partenaires.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	Variation du taux de change nominal (en %) = $(\frac{TDC_t}{TDC_{t-1}} - 1) \times 100$ TDC_t = Rapport entre une unité de monnaie étrangère et son équivalent en monnaie nationale (cotation à l'incertain) à la période T. TDC_{t-1} = Rapport entre une unité de monnaie étrangère et son équivalent en monnaie nationale (cotation à l'incertain) à la période T-1.
Sources de données	Agence monétaire de l'Afrique de l'ouest (AMAO), rapport sur la surveillance multilatérale de la CEDEAO
Périodicité	Il peut être calculé à tout moment.
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Ratio de liquidité (masse monétaire en % du PIB)

Domaine	Monnaie
Définition	Le ratio de liquidité d'une économie est le rapport entre la masse monétaire et le Produit intérieur Brut nominal à un instant donné.
Politique/Document de référence	Note méthodologique sur l'élaboration des statistiques monétaires de la BCEAO (août 2017), Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF) 2000
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Ratio de liquidité permet de déterminer l'orientation à donner à la politique monétaire pour freiner l'inflation ou accompagner la croissance économique. Le ratio de liquidité exprime l'ampleur de l'expansion des liquidités monétaires et quasi monétaires par rapport à l'activité économique.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	$\text{Ratio de liquidité} = \frac{\text{Masse monétaire}}{\text{PIB nominal}} * 100$
Sources de données	BCEAO, l'INSD, DGEP.
Périodicité	Annuelle.
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	Sur le site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés limites :	Néant
Propositions d'amélioration :	Néant

Intitulé : Taux de croissance de la masse monétaire

Domaine	Monnaie
Définition	Le taux de croissance de la masse monétaire est la variation relative de la masse monétaire d'une période à l'autre.
Politique/Document de référence	Note méthodologique sur l'élaboration des statistiques monétaires de la BCEAO (août 2017), Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF) 2000
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être :	Le taux de croissance de la masse monétaire permet de suivre la dynamique des disponibilités monétaires en circulation dans une économie. Le calcul du taux de croissance de la masse monétaire est destiné à suivre la dynamique des disponibilités monétaires en circulation dans une économie. Elle est un indicateur du dynamisme de l'activité économique dans un contexte de maîtrise de l'inflation.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul :	Le taux de croissance de la masse monétaire entre une période T-1 et une période T $= \frac{M_t - M_{t-1}}{M_{t-1}} * 100$ Où M_t est le montant de la masse monétaire à la période T et M_{t-1} celui de la période T-1.
Sources de données	BCEAO
Périodicité	Mensuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Ratio des créances sur l'économie rapporté au PIB

Domaine	Monnaie
Définition	Le Ratio des crédits à l'économie sur le PIB est le rapport entre l'encours de l'ensemble des crédits accordés par les institutions de dépôts aux agents économiques autre que l'Administration centrale et le PIB à un instant donné.
Politique/Document de référence	Note méthodologique sur l'élaboration des statistiques monétaires de la BCEAO (août 2017), Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF) 2000
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le Ratio des crédits à l'économie sur le PIB permet de renseigner sur le degré de canalisation des fonds au secteur privé et public dans le but de financer les investissements productifs. Cette variable renseigne sur le degré de canalisation des fonds au secteur privé et public dans le but de financer les investissements productifs.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	$\text{Ratio des créances sur l'économie / PIB} = \frac{CE}{\text{PIB}} * 100$ CE = Créances des institutions de dépôt sur les autres secteurs résidents PIB = Produit Intérieur Brut nominal
Sources de données	BCEAO, INSD, DGEP
Périodicité	Annuelle.
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés limites :	Néant
Propositions d'amélioration :	Néant

Intitulé : Taux de Bancarisation Strict (TBS)

Domaine	Banques et établissements financiers
Définition	Le taux de bancarisation strict correspond au pourcentage de la population adulte (âgé de 15 ans +) détenant un compte dans les banques, à la Poste (CCP et CNE) et au Trésor.
Politique/Document de référence	La stratégie nationale de la finance inclusive, La stratégie régionale de la finance inclusive
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le taux de bancarisation strict permet de renseigner sur les efforts à faire pour augmenter l'accessibilité et l'utilisation des produits et services financiers par les populations. Le taux de bancarisation strict renseigne sur les efforts à faire pour augmenter l'accessibilité et l'utilisation des produits et services financiers par les populations.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	$TBS = \frac{P15b}{P15} * 100$ P15b = Population de plus de 15 ans, détenant au moins un compte dans les banques, à la Poste (CCP et CNE) et au Trésor P15 = Population de plus de 15 ans
Sources de données	BCEAO, INSD, SP/PIF
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur le secteur de l'inclusion financière.
Structures responsables	Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière (SP-PIF)
Difficultés limites :	et Difficulté de traitement des données du fait de la multi bancarisation
Propositions d'amélioration :	Désagréger l'indicateur par circonscription administrative et par sexe

Intitulé : Taux de Bancarisation Elargi (TBE)

Domaine	Banques et établissements financiers
Définition	Le taux de bancarisation élargi est le pourcentage de la population adulte (15ans et plus) titulaire de compte dans les banques, les services postaux (CCP et CNE) et le Trésor auquel s'ajoute celui des détenteurs de comptes dans les institutions de microfinance.
Politique/Document de référence	La stratégie nationale de la finance inclusive
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le taux de bancarisation élargi renseigne sur les efforts à faire pour augmenter l'accessibilité et l'utilisation des services financiers par les populations. Le taux de bancarisation élargi renseigne sur les efforts à faire pour augmenter l'accessibilité et l'utilisation des services financiers par les populations.
Valeur de référence et cibles	2021 : 36,71% ,2022 :37,81% et 2023 : 39,99%.
Méthode de calcul	$TBE = \frac{P15c}{P15} * 100$ P15c = Population de plus de 15 ans, détenant au moins un compte dans une des structures suivantes : les banques, à la Poste (CCP et CNE) et au Trésor et dans les systèmes financiers décentralisés, P15 = Population de plus de 15 ans
Sources de données	Rapport sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA Rapport PTA/SP-PIF.
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Sexe
Désagrégation	Par sexe
Canal de diffusion	• Tableau de bord statistique de l'économie et des finances • Rapport sur le secteur de l'inclusion financière • Site web DGESS : www.dgess.finances.gov.bf • Site web MEFP : www.finances.gov.bf • Site web BCEAO : www.bceao.int
Structures responsables	Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière (SP-PIF)
Difficultés limites :	Néant
Propositions d'amélioration :	Désagréger l'indicateur par circonscription administrative et par sexe

Intitulé :	Taux Global d'utilisation des services financiers corrigé de la multi-bancarité (TGUSF)
-------------------	--

Domaine	Monnaie et finances
Définition	Le Taux global d'utilisation des services financiers corrigé de la multi-bancarité (TGUSF) constitue le cumul du TBE et du pourcentage de la population adulte titulaire d'un compte de monnaie électronique auprès des établissements émetteur de monnaie électronique.
Référence	La stratégie nationale de la finance inclusive
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le taux Global d'utilisation des services financiers corrigé de la multi-bancarité (TGUSF) renseigne sur les efforts à faire pour augmenter l'accessibilité et l'utilisation des produits et services financiers par les populations.
Valeur de référence et cibles	Cible : 2022 :89,26%, 2023 :97,86%
Méthode de calcul	$TGUSF = \frac{P15i}{P15} * 100$ P15i = Population de plus de 15 ans, détenant au moins un compte dans une des structures suivantes : les banques, à la Poste (CCP et CNE), au Trésor, dans les systèmes financiers décentralisés et au niveau des opérateurs de téléphonie mobile (OTM), P15 = Population de plus de 15 ans
Sources de données	BCEAO, SP-PIF. L'INSD.
Périodicité	Annuelle.
Considérations sexo-spécifiques	L'indicateur est calculé selon le sexe
Désagrégation	Désagrégé par sexe et par région
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int) et dans le Rapport sur le secteur de l'inclusion financière.
Structures responsables	Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière (SP-PIF)
Difficultés limites :	Néant
Propositions d'amélioration :	Néant

Intitulé :	Taux Global d'utilisation des services financiers (TGUSF) ou Taux d'inclusion financière
-------------------	---

Domaine	Monnaie et finances
Définition	Le taux d'inclusion financière désigne la proportion de la population adulte détenant un compte dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne, le trésor et les institutions de microfinance à laquelle s'ajoute celle des titulaires de compte de monnaie électronique.
Politique/Document de référence	La stratégie nationale de la finance inclusive
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le taux d'inclusion financière permet d'apprécier le niveau d'accès de la population aux services financiers. Le taux Global d'utilisation des services financiers corrigé de la multi-bancarité (TGUSF) renseigne sur les efforts à faire pour augmenter l'accessibilité et l'utilisation des produits et services financiers par les populations.
Valeur de référence et cibles	Cible : 75% en 2023
Méthode de calcul	$\frac{\text{Nombre de personnes ayant accès aux services et produits financiers}}{\text{Population âgée d'au moins 15 ans}} \times 100$
Sources de données	Rapport annuel sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA (BCEAO)
Périodicité	Annuelle.
Considérations sexo-spécifiques	L'indicateur est calculé selon le sexe
Désagrégation	Désagrégé par sexe et par région
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int) et dans le Rapport sur le secteur de l'inclusion financière.
Structures responsables	Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière (SP-PIF)
Difficultés limites :	Néant
Propositions d'amélioration :	Néant

Intitulé : Nouvelles mises en place de crédit

Domaine	Monnaie et finances
Définition	Les nouvelles mises en place de crédit correspondent à la quantité de nouveaux crédits octroyés par les banques au cours d'une période, abstraction faite des remboursements.
Politique/Document de référence	Note méthodologique sur l'élaboration des statistiques monétaires de la BCEAO (août 2017), Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF) 2000
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Elle permet de cerner les comportements cycliques dans le financement de l'économie. Cet indicateur permet de savoir à quelle période l'activité des banques a été la plus expansionniste ou restrictive.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	Les nouvelles mises en place de crédits = Somme de tous les crédits mis en place au cours d'une période.
Sources de données	Les données entrant dans le calcul de l'indicateur proviennent de données sur les conditions de banque compilées et agrégées par la BCEAO via le reporting mensuel des banques.
Périodicité	Mensuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Non désagrégé
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), dans les rapports annuels sur les conditions de banque dans l'UEMOA, dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière (SP-PIF)
Difficultés et limites :	Néant
Propositions d'amélioration :	Néant

Intitulé : Taux de croissance des créances sur l'économie

Domaine	Monnaie et finances
Définition	Le taux de croissance des créances sur l'économie est la variation relative de l'encours des créances sur l'économie d'une période à l'autre.
Politique/Document de référence	Note méthodologique sur l'élaboration des statistiques monétaires de la BCEAO (août 2017), Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF) 2000
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le taux de croissance des créances sur l'économie permet de suivre la dynamique des crédits sollicités et obtenus auprès des institutions de dépôts par les agents économiques autres que l'Administration centrale.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul :	Le taux de croissance des créances sur l'économie entre une période T-1 et une période T = $\frac{CE_t - CE_{t-1}}{CE_{t-1}} * 100$ Où CE_t est le montant de l'encours des crédits à l'économie à la période T et CE_{t-1} celui de la période T-1.
Sources de données	Le taux de croissance des créances sur l'économie est calculé sur la base des statistiques monétaires produites et diffusées par la BCEAO.
Périodicité	Mensuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière (SP-PIF)
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

III.2. Indicateurs des prestataires des services financiers

Intitulé : Nombre des prestataires des services financiers (PSF)	
Domaine	Monnaie et finances
Définition	Il s'agit de l'effectif des PSF qui disposent d'un agrément pour offrir des produits et services financiers au Burkina Faso.
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le nombre de PSF vise à suivre son évolution dans le temps.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul :	$\begin{aligned} &\text{Le nombre de PSF de l'année } n \\ &= \text{Nombre de PSF agréés de l'année } n - 1 \\ &+ \text{Nombre d'agréments octroyés à l'année } n \\ &- \text{Nombre d'agréments retirés à l'année } n \end{aligned}$
Sources de données	DGTCP (DSC-SFD/DA/DAMOF), BCEAO
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	le rapport annuel sur le secteur de la microfinance, dans l'annuaire statistique de l'économie et des finances et dans le rapport sur le secteur de l'inclusion financière, L'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf).
Structures responsables	Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière (SP-PIF)
Désagrégation	Le nombre des PSF peut être désagrégé selon les formes institutionnelles (Association, IMCEC ² , SA, SARL) et par circonscriptions administratives.
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

² Institution mutualiste de coopérative d'épargne et de crédit

Intitulé : Nombre de membres/clients des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD)	
Domaine	Monnaie et finances
Définition	Il s'agit de l'effectif des personnes morales ou physiques qui disposent d'un compte dans un SFD
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le nombre de membre/clients SFD vise à suivre l'évolution dans le temps du nombre des clients dans les SFD.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul :	= Somme des comptes actifs des SFD de l'année concernée
Sources de données	DGTCP/DSC-SFD
Périodicité	Trimestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	L'indicateur est calculé selon le sexe.
Canal de diffusion	L'indicateur est publié dans le rapport annuel sur le secteur de la microfinance, dans l'annuaire statistique de l'économie et des finances et dans le rapport sur le secteur de l'inclusion financière
Structures responsables	Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière (SP-PIF)
Désagrégation	Le nombre des membres ou des clients est désagrégé, par forme institutionnelle des SFD et par circonscription administrative
Difficultés et limites	Difficulté de traitement des données du fait de l'existence de clients disposant de plusieurs comptes
Propositions d'amélioration	Mettre en place un système permettant de détecter les clients disposant de plusieurs comptes.

Intitulé :	Encours des dépôts
Domaine	Monnaie et finances
Définition	Il s'agit du volume d'épargne mobilisé
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être :	L'encours des dépôts permet de suivre l'évolution de l'épargne mobilisée auprès des populations.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul :	Encours des dépôts de l'année n = Somme des encours de dépôts
Sources de données	DGTCP/DSC-SFD, BCEAO
Périodicité	Trimestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	L'indicateur est calculé selon le sexe.
Canal de diffusion	Rapport annuel sur le secteur de la microfinance et l'annuaire statistique de l'économie et des finances et le Rapport sur le secteur de l'inclusion financière, l'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf).
Structures responsables	Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière (SP-PIF)
Désagrégation	Par circonscription administrative, par forme institutionnelle et par type de dépôt (dépôt à vue, dépôt à terme).
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux du portefeuille à risque n jours

Domaine	Monnaie et finances
Définition	Il s'agit du rapport entre le montant du portefeuille de crédit en retard de n jours et le montant total du portefeuille de crédit accordé.
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Taux du portefeuille à risque n jours vise à mesurer la proportion des impayés
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul :	$= \frac{\text{Montant du portefeuille en retard de n jour}}{\text{Montant total du portefeuille de crédit}} * 100$
Sources de données	DGTCP/DSC-SFD
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	L'indicateur est calculé par sexe
Canal de diffusion	Le rapport annuel sur le secteur de la microfinance et l'annuaire statistique de l'économie et des finances.
Structures responsables	Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière (SP-PIF)
Désagrégation	Par région
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Encours de crédits	
Domaine	Monnaie et finances
Définition	Il s'agit du volume de crédits octroyés par les institutions financières non encore remboursé.
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être :	L'encours de crédits permet de suivre l'évolution du crédit octroyé par les institutions financières.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul :	= Somme des encours de crédits de l'année n
Sources de données	DGTCP/DSC-SFD, BCEAO
Périodicité	Trimestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Il est calculé selon le sexe.
Canal de diffusion	Le rapport annuel sur le secteur de la microfinance, l'annuaire statistique de l'économie et des finances et le Rapport sur le secteur de l'inclusion financière, l'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf).
Structures responsables	Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière (SP-PIF)
Désagrégation	L'encours de crédits est désagrégé par secteur d'activité, par circonscription administrative et par forme institutionnelle
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux d'accès à la microfinance

Domaine	Monnaie et finances
Définition	Le taux d'accès à la microfinance est la proportion de la population de plus de 15 ans qui possède un compte dans une structure de microfinance agréée
Référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le taux d'accès à la microfinance permet de suivre l'évolution de la population qui bénéficie des produits et services financiers offerts par les SFD.
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul	$= \frac{\text{Effectif de la population adulte (âgée de 15 ans et plus) détenant un compte dans les SFD}}{\text{Effectif de la population adulte ayant plus de 15 ans}} * 100$
Sources de données	DGTCP/DSC-SFD et BCEAO
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	L'indicateur est calculé selon le sexe.
Canal de diffusion	Le rapport annuel sur le secteur de la microfinance et l'annuaire statistique de l'économie et des finances et le Rapport sur le secteur de l'inclusion financière.
Structures responsables	Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière (SP-PIF)
Désagrégation	Le nombre de bénéficiaire des produits et services de la microfinance est désagrégé par circonscription administrative, par SFD, par sexe et par forme institutionnelle des SFD.
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé :	Taux global de pénétration géographique des services financiers (TGPSFg)
-------------------	---

Domaine	Monnaie et finances
Définition	Taux global de pénétration géographique des services financiers (TGPSFg) est le nombre de points de services disponibles sur une superficie de 1 000 km ²
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Taux global de pénétration géographique des services financiers (TGPSFg) permet de connaître la répartition spatiale des PSF sur le territoire national
Valeur de référence et cibles	
Méthode de calcul :	$\text{TGPSFg} = \frac{\text{Nombre d'agences}}{\text{superficie du BF}} * 1000$
Sources de données	BCEAO
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	Sur le site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf) et le rapport sur le secteur de l'inclusion financière
Structures responsables	Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière (SP-PIF)
Désagrégation	Par banque et par Système Financier Décentralisé (SFD)
Difficultés et limites	Non transmission et transmission tardive des états Financiers des SFD à la Direction du Suivi et contrôle des SFD (DSC-SFD)
Propositions d'amélioration	Renforcer la sensibilisation.

Intitulé : Taux d'intérêt nominal

Domaine	Monnaie et finance
Définition	Le taux d'intérêt nominal désigne le taux d'intérêt sans ajustement de l'inflation. C'est essentiellement le taux "tel qu'indiqué", "tel que annoncé". qui ne tient pas compte de l'inflation, de l'effet composé des intérêts, des taxes ou des frais débités sur le compte.
Référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le taux d'intérêt nominal permet d'évaluer le coût de l'emprunt
Valeur de référence et cibles	Cible : Inférieur au taux d'usure fixé par la Banque Centrale
Méthode de calcul	$= [(1 + \text{taux d'intérêt réel}) * (1 + \text{taux d'inflation})] - 1$
Sources de données	BCEAO
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), rapport sur le secteur de l'inclusion financière.
Structures responsables	Secrétariat permanent pour l'inclusion financière
Désagrégation	Par institution financière (banques, SFD)
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé :	Taux global de pénétration démographique des services financiers (TGPSFd)
-------------------	--

Domaine	Monnaie et finances
Définition	Taux global de pénétration démographique des services financiers (TGPSFd) est le nombre de points de services disponibles pour 10 000 adultes.
Politique/Document de référence	Stratégie nationale de l'inclusion financière, Stratégie régionale de l'inclusion financière
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Taux global de pénétration démographique des services financiers (TGPSFd) connaître le nombre d'agences disponibles pour 10 000 adultes (plus de 15 ans) Le calcul de la concentration démographique des Prestataires des services financiers (PSF) vise à connaître le nombre d'agences disponibles pour 10 000 adultes (plus de 15 ans)
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	$\text{TGPSFd} = \frac{\text{Nombre d'agence}}{\text{population adulte de plus de 15 ans}} * 10\,000$
Sources de données	BCEAO
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf) et le rapport sur le secteur de l'inclusion financière.
Structures responsables	Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière (SP-PIF)
Désagrégation	Par banque et par Système Financier Décentralisé (SFD)
Difficultés et limites	Non transmission et transmission tardive des états Financiers des SFD à la Direction du Suivi et contrôle des SFD (DSC-SFD)
Propositions d'amélioration	Renforcer la sensibilisation.

Intitulé : Taux d'utilisation des services de monnaie électronique (TUSME)

Domaine	Monnaie et finances
Définition	Taux d'utilisation des services de monnaie électronique (TUSME) est le pourcentage de la population adulte (âgée de 15 ans et plus) détenant un compte de monnaie électronique actif.
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Taux d'utilisation des services de monnaie électronique (TUSME) permet de connaître la proportion des détenteurs de compte de monnaie électronique
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	$= \frac{\text{Nombre de détenteur de compte de MEA}}{\text{population adulte de plus de 15 ans}} * 100$ Un compte est dit actif si celui-ci a été mouvementé au cours des 90 derniers jours MEA : compte de monnaie électronique actif
Sources de données	BCEAO
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Il est calculé par sexe
Canal de diffusion	Le rapport annuel sur le secteur de l'inclusion financière, l'indicateur est analysé dans des documents produits et diffusés par la BCEAO sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf).
Structures responsables	Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière (SP-PIF)
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Non transmission et transmission tardive des données des émetteurs de monnaie électroniques (EME) à la BCEAO et la multiplicité des comptes électroniques par certains utilisateurs.
Propositions d'amélioration	Renforcer la sensibilisation

IV. COMMERCE ET BALANCE DES PAIEMENT

IV.1 Indicateurs sur le commerce extérieur
IV.2 Indicateurs relatifs à la balance des paiements

IV.1. Indicateurs sur le commerce extérieur

Intitulé : Indice des termes de l'échange	
Domaine	Commerce extérieur
Définition	Les termes de l'échange désignent le ratio de l'indice des prix à l'exportation (IPE) à l'indice des prix à l'importation (IPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange : ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers. Les termes de l'échange expriment un prix relatif externe.
Politique/Document de référence	La Classification type pour le commerce international (CTCI) et le Système harmonisé (SH)
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Il permet de mesurer le pouvoir d'achat des exportations en importations.
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	$ITE = \frac{IPE}{IPI} * 100$ IPE : Indice des prix à l'exportation (Paasche) IPI : Indice des prix à l'importation (Paasche)
Sources de données	Base de données du commerce extérieur de l'INSD
Périodicité	Trimestrielle, Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est calculé et diffusé à travers les rapports sur la situation du commerce extérieur. Il est disponible dans l'annuaire statistique national, dans l'annuaire du commerce extérieur, sur le site web de l'INSD : www.insd.bf et sur le site web du CNS : www.cns.bf
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Balance commerciale des biens et services en % du PIB

Domaine	Commerce extérieur
Définition	La balance commerciale des biens et services chiffre la différence entre les exportations des biens et services et les importations des biens et services, exprimée en pourcentage du PIB. Une balance commerciale excédentaire indique que les exportations dépassent en valeur les importations. Une balance commerciale déficitaire indique au contraire que les importations dépassent en valeur les exportations. La statistique met en relation ce solde avec la taille de l'activité économique (PIB).
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Il permet de mesurer la contribution du commerce extérieur à la création de richesses.
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul :	$\text{Balance commerciale des biens et services en \% du PIB} = \frac{\text{Exportation de B\&S} - \text{Importation de B\&S}}{\text{PIB Nominal}} * 100$
Sources de données	En réalisation, il est fourni par l'INSD dans la diffusion des comptes nationaux définitifs. En estimation, l'indicateur est fourni par la DGEP/DPAM à travers l'IAP (Instrument Automatisé de Prévision).
Périodicité	Annuelle, trimestrielle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	Il est diffusé dans les comptes nationaux, le site web de la DGEP (www.dgep.gov.bf), le site web de l'INSD (www.insd.bf) et sur le site web du CNS (www.cns.bf)
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux ou degré d'ouverture de l'économie (biens et services)

Domaine	Commerce extérieur
Définition	Le taux d'ouverture de l'économie est la moyenne des exportations et importations rapporté au PIB. Il définit la place du reste du monde dans l'économie d'un pays, il représente la contrainte extérieure de l'économie.
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Indicateur d'impact
Objectif/Raison d'être	Cet indicateur permet de visualiser la dépendance d'une économie vis-à-vis de l'extérieur. Les pays ayant un très faible taux d'ouverture vivent en quasi autarcie tandis que les pays avec un fort taux d'ouverture ont une économie extravertie.
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	$\text{Taux d'ouverture de l'économie} = \frac{\text{Exportations} + \text{Importations}}{2 * \text{PIB nominal}} * 100$
Sources de données	Balance des paiements de la BCEAO
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	Balance des Paiement et position extérieure globale du Burkina Faso, tableau de bord statistique de l'économie et des finances.
Structures responsables	BCEAO
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux de couverture

Domaine	Commerce extérieur
Définition	Le taux de couverture est égal au rapport entre les exportations et les importations. Il mesure la proportion des importations pouvant être financée par les recettes d'exportations. Quand il est inférieur à 100, le solde commercial est négatif, quand il est égal à 100, il est nul ; et quand ce ratio est supérieur à 100, le solde commercial est positif.
Référence	Néant
Typologie	Indicateur de résultats
Objectif/Raison d'être	Permet de mesurer l'indépendance économique du pays.
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul :	$TC = X/M * 100$. X : Exportations (milliards) ; M : Importations (milliards)
Sources de données	Base de données du commerce extérieur
Périodicité	Trimestrielle, Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	Annuaire du commerce extérieur, site web de l'INSD (www.insd.bf) et le site web du CNS (www.cns.bf)
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

VI.2. Indicateurs relatifs à la balance des paiements

Intitulé :	Balance des biens
Domaine	Echanges extérieurs
Définition	La Balance des biens ou balance commerciale est l'écart entre la valeur des exportations et celle des importations. Elle recense les transactions sur les marchandises générales, l'or non monétaire et les exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international. Les importations et les exportations sont enregistrées FOB et les frais payés au titre du fret et de l'assurance sont enregistrés dans les services. NB : Afin de répondre aux besoins d'établissement de la balance des paiements, des retraitements sont effectués sur les statistiques du commerce extérieur qui sont fondées sur le concept de frontières nationales et élaborées selon l'optique « commerce général ». En outre, les résultats des travaux de la Cellule sous régionale de conciliation des données du commerce intra-UEMOA instituée par la BCEAO, qui permettent de réduire les asymétries dans les statistiques portant sur les échanges intra-communautaires et une meilleure évaluation du commerce non contrôlé, sont pris en compte.
Politique/Document de référence	Manuel de la balance des paiements sixième édition (MBP6).
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Ce solde permet d'analyser le degré de compétitivité des produits nationaux par rapport aux produits étrangers. Une balance commerciale positive (excédent commercial) signifie que la valeur des exportations de biens du pays est supérieure à celle de ses importations. Quand la balance est négative, il s'agit d'un déficit commercial. Aucune des deux situations n'est systématiquement favorable ou défavorable pour une économie. C'est lorsque le déséquilibre perdure sur une longue période qu'il peut être source de problèmes.
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	Balance commerciale = Exportation de biens (X) – Importation de biens (M) Exportation de biens (X) = valeur des biens vendus aux non-résidents au cours d'une période. Importation de biens (M) = valeur des biens achetés auprès des non-résidents au cours d'une période.
Sources de données	BCEAO
Périodicité	Trimestrielle et annuelle.
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	La balance des paiements et position extérieure globale diffusé sur son site internet (www.bceao.int), à l'occasion des journées de diffusion de la balance des paiements, dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE

		(www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables		BCEAO
Difficultés limites :	et	Néant
Propositions d'amélioration :		Néant

Intitulé : Balance des services

Domaine	Echanges extérieurs
Définition	La Balance des services est l'écart entre la valeur reçue au titre des services fournis aux non-résidents et celle payée pour les importations de services. Elle recouvre les échanges extérieurs au titre des transports et assurances, des voyages et des autres services.
Politique/Document de référence	Manuel de la balance des paiements sixième édition (MBP6).
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Ce solde permet d'analyser le degré de compétitivité du pays en matière de d'échanges de services.
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	Balance des services = Services vendus – Services achetés Services vendus = valeur des services vendus aux non-résidents au cours d'une période. Services achetés = valeur des services achetés auprès des non-résidents au cours d'une période.
Sources de données	BCEAO.
Périodicité	Trimestrielle, Annuelle.
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	La balance des paiements et position extérieure globale du Burkina Faso produit par la BCEAO et diffusé sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés limites : et	Néant
Propositions d'amélioration :	Néant

Intitulé : Balance des Biens et services

Domaine	Echanges extérieurs
Définition	La balance des biens et service est le solde des flux monétaires résultant des échanges de biens et services entre un pays et le reste du monde au cours d'une période donnée.
Politique/Document de référence	Manuel de la balance des paiements sixième édition (MBP6)
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le solde des échanges de biens et services indique si le pays est un acheteur net ou un vendeur net de biens et service avec le Reste Du Monde et donne une idée de la compétitivité globale du pays.
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	La balance des Biens et Services = Balance des biens + Balance des services - Balance des biens = Exportation de biens(X) – Importation de biens (M) - Balance des services = Exportation de services – Importation de services
Sources de données :	BCEAO
Périodicité	Trimestrielle et annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	La balance des paiements et position extérieure globale du Burkina Faso produit par la BCEAO et diffusé sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés limites : et	Néant
Propositions d'amélioration :	Néant

Intitulé : Taux de couverture des importations par les exportations

Domaine	Echanges extérieurs
Définition	Le taux de couverture est un ratio qui mesure la capacité d'un pays à couvrir ses dépenses d'importations par ses recettes d'exportations. En cas de déficit commercial, le taux de couverture est inférieur à 100 et signifie que les actifs extérieurs générés par les exportations ne suffisent pas à payer les importations.
Politique/Document de référence	Manuel de la balance des paiements sixième édition (MBP6).
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Il mesure l'équilibre des échanges, l'autonomie économique d'un pays à travers l'évaluation de la capacité de financement des importations par les exportations. NB : Il est indiqué (plus que la balance commerciale) dans les comparaisons à travers le temps.
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	$\text{Taux de couverture} = \frac{\text{Exportations en valeur}}{\text{Importations en valeur}} * 100$
Sources de données	Balance des Paiements de la BCEAO.
Périodicité	Trimestrielle, Annuelle.
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans la balance des paiements et position extérieure globale du Burkina Faso produit par la BCEAO et diffusé sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés limites :	Néant
Propositions d'amélioration :	Néant

Intitulé : Solde du revenu primaire

Domaine	Echanges extérieurs
Définition	Le solde du revenu primaire est la différence entre la valeur reçue et celle payée entre les unités institutionnelles résidentes et non-résidentes au titre du revenu en contrepartie de leur contribution à la production ou de la fourniture d'actifs financiers et de la location de ressources naturelles. Le revenu primaire est constitué de la rémunération des salariés, des impôts et subventions sur les produits et la production, du revenu des investissements et du revenu de la location de ressources naturelles.
Politique/Document de référence	Manuel de la balance des paiements sixième édition (MBP6).
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Ce solde permet de savoir si le pays est payeur net ou receveur net de revenus primaires. La source du déficit indique les efforts à fournir pour améliorer la qualité des ressources humaines ou pour stimuler les investisseurs nationaux.
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	Solde du revenu primaire = Rémunérations nettes des salariés + Revenus nets des investissements + autres revenus primaires nets
Sources de données	Balance des Paiements de la BCEAO.
Périodicité	Trimestrielle, Annuelle.
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans la balance des paiements et position extérieure globale du Burkina Faso produit par la BCEAO et diffusé sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés limites :	Néant
Propositions d'amélioration :	Néant

Intitulé : Solde du revenu secondaire

Domaine	Echanges extérieurs
Définition	Le solde du revenu secondaire est la différence entre la valeur reçue et celle payée entre les unités institutionnelles résidentes et non-résidentes au titre des transferts courants. Le revenu secondaire résulte de la redistribution ultérieure des revenus par transferts courants des Etats ou organismes caritatifs.
Politique/Document de référence	Manuel de la balance des paiements sixième édition (MBP6).
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le solde du revenu secondaire permet de mesurer l'importance des richesses non produites par les ressources humaines et les capitaux des résidents ou les efforts de solidarité internationale du pays. Ce solde permet de savoir si le pays est donateur net ou receveur net de transferts courants. Il permet de mesurer l'importance des richesses non produites par les ressources humaines et les capitaux des résidents ou les efforts de solidarité internationale du pays.
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	Sole du revenu secondaire = somme des soldes de : impôts courants sur revenus, aide budgétaire, aide alimentaire, Assistance et secours d'urgence, contribution aux organisations internationales, envois de fonds de travailleurs migrants, transferts courants divers.
Sources de données	Balance des Paiements de la BCEAO.
Périodicité	Trimestrielle, Annuelle.
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans la balance des paiements et position extérieure globale du Burkina Faso produit par la BCEAO et diffusé sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé :	Balance des transactions courantes
Domaine	Echanges extérieurs
Définition	La balance des transactions courantes est le solde des flux monétaires résultant des échanges de biens, de services et de revenus (primaires et secondaires) entre un pays et le reste du monde au cours d'une période donnée
Politique/Document de référence	Manuel de la balance des paiements sixième édition (MBP6)
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Il est un indicateur de l'équilibre extérieur du pays sur une longue période. Il constitue le bilan de toutes les opérations considérées comme définitives et irréversibles. Si le solde courant est positif, le pays dégage une épargne qu'elle peut placer à l'étranger. Si ce solde est négatif, cela indique que le pays est débiteur net par rapport au RDM. De ce fait, une accumulation de déficits courants de grande ampleur constitue une source de préoccupation quant à sa viabilité extérieure c'est-à-dire la capacité du pays à continuer d'attirer des flux de capitaux étrangers et à faire face à ses engagements extérieurs.
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	Le solde des transactions courantes(STC) = Balance des biens + Balance des services + Balance des revenus Primaires + Balance des revenus secondaires Balance des biens = Exportation de biens(X)- Importation de biens (M) Balance des services = Exportation de services – Importation de services Balance des revenus primaires = Revenus des salariés + Revenus des investissements + autres revenus primaires Balance des revenus secondaires = Aides et dons en nature + les transferts d'économiesur salaire + Aides en espèce influent sur la consommation de biens et services.
Sources de données	BCEAO.
Périodicité	Trimestrielle et annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	Sur le site internet de la BCEAO (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Solde du compte de capital

Domaine	Echanges extérieurs
Définition	Le solde compte de capital correspond flux nets relatifs aux remises de dettes, aux dons-projets destinés au financement des investissements et aux acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (terres, ressources du sous-sol, brevets, licences d'exploitation, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.).
Politique/Document de référence	Manuel de la balance des paiements sixième édition (MBP6).
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le solde compte de capital de mesurer l'importance des investissements publics et privés cédés sans contrepartie par les non-résidents. Ce solde permet de savoir si le pays est donateur net ou receveur net de transferts en capitaux ou s'il acquéreur net d'actifs non financiers non produits par rapport au RDM.
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	Sole du compte de capital = Acquisitions/cessions nettes d'actifs non financiers non produits + transferts nets en capital au profit du privé et de l'Administration publique (dons projets)
Sources de données	Balance des Paiements de la BCEAO.
Périodicité	Trimestrielle, annuelle.
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	La balance des paiements et position extérieure globale du Burkina Faso produit par la BCEAO et diffusé sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESE/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Capacité / besoin de financement extérieur de l'économie

Domaine	Echanges extérieurs
Définition	La capacité / besoin de financement extérieur de l'économie correspond à la somme du solde des transactions courantes et du solde du compte de capital.
Politique/Document de référence	Manuel de la balance des paiements sixième édition (MBP6).
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	La capacité / besoin de financement extérieur de l'économie permet d'indiquer le montant net de ressources que l'économie du pays met à la disposition du reste du monde (capacité de financement s'il est positif) ou qu'elle reçoit du reste du monde (besoin de financement s'il est négatif). Cet indicateur permet d'indiquer le montant net de ressources que l'économie du pays met à la disposition du reste du monde (capacité de financement s'il est positif) ou qu'elle reçoit du reste du monde (besoin de financement s'il est négatif).
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	Capacité / besoin de financement extérieur de l'économie = Solde de la Balance des transactions courantes + solde du compte de capital.
Sources de données	Balance des Paiements de la BCEAO.
Périodicité	Trimestrielle, annuelle.
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	Sur le site internet de la BCEAO (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESE/ (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Solde du compte financier

Domaine	Echanges extérieurs
Définition	Le solde compte financier, présenté selon l'optique analytique, englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs vis-à-vis des non-résidents. Il décrit les comportements d'investissement et de financement des résidents.
Politique/Document de référence	Manuel de la balance des paiements sixième édition (MBP6).
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le solde compte financier permet de savoir comment le besoin (capacité) de financement de l'économie a été couvert (utilisé).
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	Sole du compte financier = flux nets d'investissements directs, d'investissements de portefeuille, de dérivés financiers et des autres investissements.
Sources de données	Balance des Paiements de la BCEAO.
Périodicité	Trimestrielle, annuelle.
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans la balance des paiements et position extérieure globale du Burkina Faso produit par la BCEAO et diffusé sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Solde global de la balance des paiements

Domaine	Echanges extérieurs
Définition	Le solde global de la balance des paiements est le solde de l'ensemble des flux réels et monétaires des résidents d'un pays avec le reste du monde au cours d'une période donnée. Il mesure donc l'ampleur du solde (déséquilibre) des transactions courantes.
Politique/Document de référence Cible de référence et cible visés	Manuel de la balance des paiements sixième édition (MBP6)
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le solde global de la balance des paiements permet d'indiquer la création monétaire due à l'extérieur (financement monétaire de la balance des paiements) au cours d'une période donnée. Il indique la création monétaire due à l'extérieur (financement monétaire de la balance des paiements) au cours d'une période donnée.
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	Solde global de la balance des paiements = Balance des transactions courantes + balance des opérations financières + balances des capitaux. • Balance des capitaux = transferts en capital + acquisition / cession d'actifs non financiers non produits (terres et ressources du sous-sol, brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.) entre résidents et non-résidents • Balance des opérations financières = variations nettes d'actifs et de passifs financiers issues des opérations d'investissements directs, d'investissements de portefeuille et des autres investissements, effectuées entre résidents et non-résidents au cours d'une année.
Sources de données	BCEAO.
Périodicité	Trimestrielle et annuelle.
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans la balance des paiements et position extérieure globale du Burkina Faso produit par la BCEAO et diffusé sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf)
Structures responsables	BCEAO
Difficultés limites et	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé :	Taux de croissance des importations de biens et services
Domaine	Échanges extérieurs
Définition	Le taux de croissance des importations de biens et services est la variation relative des importations de biens et services (en valeur) d'une année à l'autre. Les importations de biens et services correspondent à la valeur des biens et des services achetés auprès des non-résidents au cours d'une année.
Politique/Document de référence	Manuel de la balance des paiements sixième édition (MBP6)
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le taux de croissance des importations de biens et services en valeur permet de suivre la dynamique des besoins du pays en biens produits à l'étranger. Le calcul du taux de croissance annuel des importations de biens et services en valeur est destiné à suivre la dynamique des besoins du pays en biens produits à l'étranger
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul :	Le taux de croissance des importations de biens et services entre l'année n-1 et l'année n = $\frac{M_n - M_{n-1}}{M_{n-1}} * 100$ Où M_n est la valeur des importations de biens et services de l'année n et M_{n-1} celle de l'année n-1.
Sources de données	Balance des Paiements de la BCEAO.
Périodicité	Trimestrielle, annuelle.
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans la balance des paiements et position extérieure globale du Burkina Faso produit par la BCEAO et diffusé sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESE/MEFP, dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE, dans les notes de cadrage de la DGEP.
Structures responsables	BCEAO
Désagrégation	Par type de produits et par pays de provenance
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Taux de croissance des exportations de biens et services

Domaine	Échanges extérieurs
Définition	Le taux de croissance des exportations de biens et services est la variation relative des exportations de biens et services (en valeur) d'une année à l'autre. Les exportations de biens et services correspondent à la valeur des biens et des services vendus aux non-résidents au cours d'une année.
Politique/Document de référence	Manuel de la balance des paiements sixième édition (MBP6)
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le taux de croissance annuel des exportations de biens et services en valeur permet de suivre la dynamique des ventes du pays en biens et services à l'étranger.
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul :	Le taux de croissance des exportations de biens et services entre l'année n-1 et l'année n = $\frac{X_n - X_{n-1}}{X_{n-1}} * 100$ Où X_n est la valeur des exportations de biens et services de l'année n et X_{n-1} celle de l'année n-1.
Sources de données	BCEAO : Balance des paiements.
Périodicité	Trimestriel, annuel
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans la balance des paiements et position extérieure globale du Burkina Faso produit par la BCEAO et diffusé sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESE/MEFP, dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE, dans les notes de cadrage de la DGEP.
Structures responsables	BCEAO
Désagrégation	Désagrégation selon le type de produits et par pays de destination
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Solde global de la balance des paiements en % du PIB

Domaine	Échanges extérieurs
Définition	Le solde global de la balance des paiements en % du PIB est le solde de l'ensemble des flux réels et monétaires des résidents d'un pays avec le reste du monde au cours d'une période donnée, rapporté au PIB nominal.
Politique/Document de référence	Manuel de la balance des paiements sixième édition (MBP6)
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le solde global de la balance des paiements en % du PIB permet de mesurer l'ampleur du solde (déséquilibre) des transactions courantes par rapport à la Production intérieure (PIB). Il indique la variation des actifs extérieurs nets en proportion du PIB. En effet, une accumulation de déficits globaux de grande ampleur constitue une source de préoccupation quant à sa viabilité c'est-à-dire la capacité du pays de continuer à faire face à ses engagements extérieurs sans affecter le taux de change.
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	Le solde global de la balance des paiements en % du PIB = $\frac{SG}{PIB \text{ nominal}} \times 100$ SG = Balance des transactions courantes+ Balance des capitaux +Balance des opérations financières • Balance des capitaux = transferts en capital + acquisition / cession d'actifs non financiers non produits (terres et ressources du sous-sol, brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.) entre résidents et non-résidents • Balance des opérations financières = variations nettes d'actifs et de passifs financiers issues des opérations d'investissements directs, d'investissements de portefeuille et des autres investissements, effectuées entre résidents et non-résidents au cours d'une année.
Sources de données :	BCEAO, INSD et DGEP
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	La balance des paiements et position extérieure globale du Burkina Faso produit par la BCEAO et diffusé sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso sur les sites webs www.dgess.finances.gov.bf , www.cnpe.gov.bf et www.dgcp.gov.bf dans les notes de cadrage de la DGEP.
Structures responsables	BCEAO
Difficultés limites :	Néant
Propositions d'amélioration :	Néant

Intitulé : Solde des transactions courantes en % du PIB

Domaine	Echanges extérieurs
Définition	Le solde ou balance des transactions courantes en % du PIB est le solde des flux monétaires résultant des échanges de biens, de services et de revenus primaire et secondaire entre un pays et le reste du monde au cours d'une période donnée, rapporté au PIB nominal.
Politique/ Document de référence	Manuel de la balance des paiements sixième édition (MBP6).
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Le solde ou balance des transactions courantes en % du PIB permet de mesurer l'ampleur du solde (déséquilibre) des transactions courantes par rapport à la Production intérieure (PIB).
Valeur de référence et cible	Le calcul de cet indicateur revêt une certaine importance notamment pour les pays structurellement déficitaires comme le Burkina Faso. En effet, une accumulation de déficits courants de grande ampleur constitue une source de préoccupation quant à sa viabilité c'est-à-dire la capacité du pays de continuer à attirer des flux de capitaux étrangers et à faire face aux services futurs de sa dette.
Méthode de calcul	Le solde des transactions courantes en % du PIB = $\frac{STC}{PIB \text{ nominal}} \times 100$ STC = Balance des biens + Balance des services + Balance des revenus Primaires + Balance des revenus secondaires NB : le calcul du STC inclut les dons. Cependant, il peut être calculé hors dons publics pour faire abstraction des effets favorables des dons reçus par l'Etat.
Sources de données :	BCEAO, INSD et DGEP
Périodicité	Trimestrielle et annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Désagrégation	Néant
Canal de diffusion	L'indicateur est analysé dans la balance des paiements et position extérieure globale du Burkina Faso produit par la BCEAO et diffusé sur son site internet (www.bceao.int), dans le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) publié par la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.gov.bf), dans le Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso produit par le CNPE (www.cnpe.gov.bf), dans les notes de cadrage de la DGEP (www.dgep.gov.bf).
Structures responsables	BCEAO
Difficultés limites :	Néant
Propositions d'amélioration :	Néant

V. INTEGRATION REGIONALE ET SURVEILLANCE MULTILATERALE

V.1. Critères de premier rang

Intitulé :	Solde global dons compris rapporté au produit intérieur brut
Domaine	Intégration économique régionale
Définition	Le solde global en % du PIB représente le rapport entre les recettes totales dons y compris net des dépenses totales et prêts nets et le Produit intérieur brut nominale.
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	<u>Objectif (UEMOA et CEDEAO) :</u> – renforcer la stabilité macroéconomique des États membres ; – renforcer et améliorer la gestion budgétaire ; – accélérer la croissance économique ; – approfondir la solidarité entre les États <u>Cible (UEMOA et CEDEAO) :</u> – Critère de premier rang du pacte de convergence de l'UEMOA³ et de la CEDEAO. Il indique l'ampleur de l'effort budgétaire effectif nécessaire pour équilibrer la situation financière de l'État, y compris en ayant recours aux dons. Il sert de base au concept de « déficit notifié » et il est le principal instrument de surveillance budgétaire, à la fois pour son caractère synthétique et le cadrage précis de son évaluation
Valeur de référence et cible	Cible : Inférieure ou égale à 3%
Méthode de calcul :	Le solde global base engagement dons compris rapporté au PIB $= \frac{\text{Recettes totales et Dons}_n - (\text{Dépenses totales et prêts nets})_n}{\text{PIB}_n} \times 100$ où PIB_n est le PIB en valeur de l'année n
Sources de données	INSD, DGEP, DGTCP
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant.
Canal de diffusion et/ou structures responsables	Les rapports annuels sur la situation économique et financière du Burkina Faso élaborés par le CNPE, le site web du CNPE : www.cnpe.gov.bf et les Rapports d'exécution de la Surveillance Multilatérale de l'UEMOA (RSM) de l'UEMOA et de la CEDEAO.
Désagrégation	Le solde global est désagrégé en solde global hors dons.
Difficultés et limites	Retard dans la mise à disposition des données entrant dans le cadre du calcul de l'indicateur. Il devrait être calculé au plus tard 45 jours suivant la fin de l'année n.
Propositions d'amélioration	Des efforts doivent être faits pour disposer de données dans les 45 jours suivant la fin d'année n.

³ Pour ce qui est des cibles de l'UEMOA, le pacte est suspendu

Intitulé : Ratio Solde budgétaire global dons compris sur PIB nominal

Domaine	Intégration économique régionale
Définition	Il est défini comme égal à la capacité ou besoin de financement y compris les transactions sur actifs financiers et passifs liés aux objectifs de la politique économique. Le besoin de financement comprend les transactions sur actifs financiers et passifs liés aux objectifs de la politique économique (exemple des prêts nets, et titrisation de dettes des sociétés). Les soutiens accordés sous formes de crédits doivent être assimilés à des charges, mais tous les produits des privatisations (y compris la vente d'actifs fixes) doivent être inclus parmi les transactions sur actifs
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Cet indicateur permet de mesurer la capacité de l'Etat à s'auto financer
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul	$\frac{\text{capacité/besoin de financement}}{\text{PIB nominal}} \times 100$ NB : la capacité ou besoin de financement est tiré du TOFE Le PIB nominal est tiré de l'IAP
Sources de données	Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso (format CEDEAO et UEMOA)
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant.
Canal de diffusion	- Rapport PTA/MEFP - Site du MEFP www.finances.gov.bf
Structures responsables	SP/CNPE
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé :	Taux d'inflation annuel moyen
Domaine	Prévisions et analyses économiques
Définition	Le taux d'inflation est la variation du niveau général des prix à la consommation entre deux périodes.
Politique/Document de référence	Nomenclature de consommation ouest africaine (NCOA-IHPC)
Typologie	Indicateur de résultat dans le pacte de convergence
Objectif/Raison d'être	Mesurer le niveau général des prix des biens et services consommés par les ménages
Valeur de référence et cible	Cible : Inférieur à 3%
Méthode de calcul :	Variation du niveau de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) entre deux années consécutives. $\text{Taux d'inflation} = \frac{\text{Indice (année } n + 1) - \text{Indice (année } n)}{\text{Indice (année } n)} * 100$ L'indice annuel est une moyenne simple des indices élémentaires mensuels.
Sources de données	Base de données des prix à la consommation de l'INSD
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle, annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	Il est diffusé dans les documents suivants : Notes mensuelles sur l'IHPC, Annuaire Statistique National et sur les sites web de l'INSD (www.insd.bf) et du CNS (www.cns.bf)
Structures responsables	INSD
Désagrégation	Fonction de consommation, groupe et sous-groupe.
Difficultés et limites	Absence de désagrégation au niveau géographique
Propositions d'amélioration	Disposer le taux d'inflation au niveau régional

Intitulé : Réserves brutes en mois d'importations	
Domaine	Intégration économique régionale
Définition	Les réserves de change comprennent les avoirs de la banque centrale en or, en droits de tirage spéciaux (DTS), en devises et autres créances. Les importations portent sur l'ensemble des acquisitions en biens et services en provenance de l'étranger.
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif d'être	Raison Objectif (CEDEAO) : – renforcer la stabilité macroéconomique des Etats membres ; – renforcer et améliorer la gestion budgétaire. – accélérer la croissance économique ; – approfondir la solidarité entre les Etats Cible (CEDEAO): Cet indicateur vise la stabilité du taux de change. On estime en effet que la capacité d'une banque centrale à soutenir le cours de change de sa monnaie dépend du niveau de ses avoirs en devises dont l'accumulation est fonction de la performance des secteurs d'exportation et la qualité de la gestion du régime de change par la Banque Centrale.
Cible de référence et cible visés	Norme ≥ 3 mois d'importations
Méthode de calcul	$\frac{\text{Actifs extérieurs bruts de la Banque Centrale}}{(\text{Importations CAF}/12)}$
Sources de données	BCEAO
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	Le rapport annuel sur la situation économique et financière du Burkina Faso élaboré par le CNPE, les rapports annuels de la BCEAO
Structures responsables	SP/CNPE
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Cet indicateur est calculé uniquement à l'échelle de l'Union en vertu de la centralisation des réserves de change.
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé		Encours de la dette publique en % du PIB nominal
Domaine	Intégration économique régionale	
Définition	Il représente le montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés en proportion du PIB nominal	
Politique/Document de référence	Néant	
Typologie	Néant	
Objectif/Raison d'être	Objectif (UEMOA) : – Renforcer la stabilité macroéconomique des Etats membres ; – renforcer et améliorer la gestion budgétaire. – Accélérer la croissance économique ; – Approfondir la solidarité entre les Etats Il permet de mesurer la capacité du pays à générer les richesses nécessaires au remboursement de sa dette.	
Valeur de référence et cible	Cible : Inférieur ou égal à 70% du PIB	
Méthode de calcul :	$\frac{\text{Encours total de la dette publique de l'année } n}{\text{PIB } n} \times 100$ où PIB _n est le PIB en valeur de l'année n	
Sources de données	DGTCP, INSD, DGEP	
Périodicité	Annuelle	
Considérations sexo-spécifiques	Néant	
Canal de diffusion	Le rapport annuel sur la situation économique et financière du Burkina Faso élaboré par le CNPE, les rapports d'exécution de la Surveillance Multilatérale (RSM) de l'UEMOA et de la CEDEAO, l'annuaire statistique de l'économie des finances et du développement et le tableau de bord de l'économie et des finances.	
Structures responsables	SP/CNPE	
Désagrégation	Néant	
Difficultés et limites	Néant	
Propositions d'amélioration	Néant	

Intitulé : Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale

Domaine	Intégration économique régionale
Définition	C'est le financement monétaire des déficits publics par la Banque Centrale
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Objectif (CEDEAO) : – renforcer la stabilité macroéconomique des États membres ; – renforcer et améliorer la gestion budgétaire. – accélérer la croissance économique ; – approfondir la solidarité entre les États Il vise à limiter la facilité de financement monétaire des déficits publics à cause de leurs effets néfastes, notamment en termes d'inflation. Dans la perspective de l'avènement d'une monnaie unique dans la ZMAO et la CEDEAO, le respect de ce critère permet ainsi aux États de se préparer à supporter la discipline de l'union qui sera imposée par l'autorité monétaire unique.
Valeur de référence et cible	Cible : Inférieur ou égal à 10% des recettes fiscales de l'année précédente.
Méthode de calcul	Le financement de la banque centrale en faveur de l'État est mesuré par la variation des créances nettes sur l'État dans les livres de l'institut d'émission. Il s'agit donc d'un critère qui relève du domaine de la politique monétaire car la cible est un agrégat monétaire.
Sources de données	BCEAO-DGTCP
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	Le rapport annuel sur la situation économique et financière du Burkina Faso élaboré par le CNPE et les rapports d'exécution de la Surveillance Multilatérale de la CEDEAO.
Structures responsables	SP/CNPE
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

V.2. Critères de second rang

Intitulé : Taux de pression fiscale	
Domaine	Intégration économique régionale
Définition	Le taux de pression fiscale mesure la proportion des recettes fiscales par rapport au PIB nominal Cet indicateur mesure le poids des impôts dans l'économie d'un pays.
Politique/Document de référence	PNDES
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	<u>Objectif (UEMOA) :</u> – renforcer la stabilité macroéconomique des Etats membres ; – renforcer et améliorer la gestion budgétaire ; – accélérer la croissance économique ; – approfondir la solidarité entre les Etats Il permet d'évaluer les efforts de mobilisation des ressources fiscales nécessaires pour porter une partie de l'effort d'ajustement budgétaire
Valeur de référence et cible	Cible : Inférieur ou égal à 20% du PIB
Méthode de calcul	$\frac{\text{Recettes fiscales de l'année } n}{\text{PIB } n} \times 100$ où PIB_n est le PIB en valeur de l'année n
Sources de données	INSD-DGEP DGTCP
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	Le rapport annuel sur la situation économique et financière du Burkina Faso élaboré par le CNPE et les rapports d'exécution de la Surveillance Multilatérale (RSM) de l'UEMOA et de la CEDEAO.
Structures responsables	SP/CNPE
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Le TOFE actuel ne prend pas en compte les recettes fiscales des démembrements de l'Etat.
Propositions d'amélioration	Appliquer les recommandations de l'UEMOA visant à harmoniser le mode de calcul de cet indicateur.

Intitulé : Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales

Domaine	Intégration économique régionale
Définition	Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales représente l'ensemble des salaires et traitements rapporté aux recettes fiscales
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Objectif (UEMOA) : – renforcer la stabilité macroéconomique des Etats membres ; – renforcer et améliorer la gestion budgétaire. – accélérer la croissance économique ; – approfondir la solidarité entre les Etats Les recettes fiscales qui sont les ressources propres et stables d'un Etat doivent assurer une couverture des dépenses salariales tout en permettant de dégager une marge suffisante pour le financement des autres charges courantes et des dépenses en capital. Ceci justifie la surveillance exercée sur l'évolution de ce ratio.
Valeur de référence et cible	Cible : Inférieur ou égal à 30% des recettes fiscales
Méthode de calcul :	$\frac{\text{Masse salariale de l'année } n}{\text{Recettes fiscales } n} * 100$
Sources de données	DGTCP
Périodicité	Annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	Le rapport annuel sur la situation économique et financière du Burkina élaboré par le CNPE et les rapports d'exécution de la Surveillance Multilatérale (RSM) de l'UEMOA et de la CEDEAO.
Structures responsables	SP/CNPE
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Variation du taux de change nominal

Domaine	Intégration économique régionale
Définition	Le taux de change est le prix d'une monnaie exprimé dans une autre monnaie, calculé sans tenir compte de la différence de leur pouvoir d'achat respectif. Les taux de change utilisés sont ceux publiés au quotidien sur le site de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO).
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	<u>Objectif (CEDEAO) :</u> – assurer la coordination des politiques macroéconomiques dans le but de garantir la création d'une Union économique et monétaire viable ; – conforter la stabilité macroéconomique des Etats membres ; – renforcer la convergence des économies des Etats membres ; – consolider la coopération monétaire et financière Le taux de change nominal exerce une grande influence sur le compte courant et sur la plupart des variables macroéconomiques et constitue à ce titre, une variable fondamentale dans toute économie ouverte. Aussi, la recherche de la stabilité des taux de change à travers ce critère a pour objectif de maintenir les effets des variations monétaires sur les prix relatifs des importations et des exportations des pays membres de la région.
Valeur de référence et cibles	Cible : $\leq 10\%$
Méthode de calcul :	Ce critère est calculé par l'AMAO Moyenne sur une période donnée des variations journalières de la monnaie locale par rapport à l'Unité de compte de l'Afrique de l'ouest (UCAO) ; l'UCAO étant un panier de monnaie constitué des huit monnaies des pays membres de la CEDEAO.
Sources de données	AMAO
Périodicité	Mensuelle, trimestrielle et annuelle
Considérations sexo-spécifiques	Néant
Canal de diffusion	Le rapport annuel sur la situation économique et financière du Burkina Faso élaboré par le CNPE et les rapports d'exécution de la Surveillance Multilatérale (RSM) de l'UEMOA et de la CEDEAO.
Structures responsables	SP/CNPE
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Cet indicateur est calculé par l'AMAO pour l'ensemble des pays de l'UEMOA, ce qui rend difficile son suivi.
Propositions d'amélioration	Rendre régulièrement disponible l'information.

VI. AUTRES INDICATEURS

Intitulé : Indice de perception de la corruption

Domaine	Gouvernance
Définition	Indicateur composite, construit à partir des résultats de 12 sondages et enquêtes réalisés par 9 institutions indépendantes, qui ont recueilli les opinions d'un certain nombre d'entrepreneurs et d'analystes-pays : Freedom House – Nations in transit, Economist Intelligence Unit, Price Waterhouse Coopers (indice du manque de transparence), Institut pour la gestion et le développement de Lausanne, le Political and Economic risk consultancy, Banque mondiale (World Business environment survey), Forum économique mondial, Université de Columbia (State Capacity Survey), Gallup International, Banque multilatérale de développement, Banque européenne pour la reconstruction et le développement et Banque mondiale (Enquête sur l'Environnement et les Performances des Entreprises), World Markets Research Centre et Information International. L'IPC est mesuré sur une échelle de 0 à 10, la note 10 correspond au pays le moins corrompu.
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Néant
Objectif/Raison d'être	Mesurer la corruption dans les transactions commerciales internationales. L'indicateur vise à promouvoir la bonne gouvernance
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul :	nd
Sources de données	Transparency International.
Périodicité	Annuel ;
Considérations sexo-spécifiques	Neant
Canal de diffusion	Rapport annuel de Transparency International Site Internet : www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi .
Structures responsables	
Désagrégation	Néant
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant

Intitulé : Nombre d'entreprises burkinabè cotées en bourse

Domaine	Finance de marché
Définition	La bourse est un marché public organisé où se négocient les valeurs mobilières selon la loi de l'offre et de la demande. Dans la zone UEMOA, le marché boursier est organisé par la BRVM sous la supervision du CREPMF. Une entreprise cotée à la bourse régionale des valeurs mobilière, est une entreprise qui accepte ouvrir une part de son capital selon la procédure d'appel public à l'épargne. Pour être coté au premier compartiment de la BRVM, la capitalisation boursière minimale est de 500 millions et de 200 millions pour le deuxième compartiment. Aussi, les Etats financiers de l'entreprise devraient être certifiés : cinq (5) années de compte pour le premier compartiment et deux (2) années pour le second.
Politique/Document de référence	Néant
Typologie	Indicateur de résultat
Objectif/Raison d'être	L'indicateur permet de cerner les entreprises dans un pays qui interviennent sur le marché financier pour mobiliser les ressources de longs termes pour le développement de leurs activités. La forte présence des entreprises cotées à la bourse permet diversifier le système financier pour favoriser une mobilisation accrue de l'épargne. Cela permet une meilleure allocation des ressources financières dans l'Union, de réduire les coûts de financement grâce à la désintermédiation. Pour les épargnants, la détention des actions d'une entreprise donne droit à la gestion de l'entreprise, la participation au bénéfice, l'information et un droit sur l'actif social. Enfin, le fait d'avoir des sociétés est gage de transparence pour ces sociétés étant donné que les niveaux d'activités sont publiés trimestriellement.
Valeur de référence et cible	
Méthode de calcul :	Nombre d'entreprises burkinabè cotées en bourse. Soit $TxBRVM$ ce taux. $TxBRVM = \frac{\text{Nombre d'entreprises burkinabè cotées à la BRVM}}{\text{Nombre total d'entreprise de l'UEMOA cotées}} \times 100$
Sources de données	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)
Périodicité	Permanent
Considérations sexo-spécifiques	L'indicateur n'est pas calculé selon le sexe
Canal de diffusion	Bulletin Officiel de la Côte (Journalier) de la BRVM, disponible sur le site de la BRVM (www.brvm.org).
Structures responsables	
Désagrégation	Dans le cas de la BRVM, les entreprises cotées peuvent être classée par secteur d'activités (7 secteurs) et par compartiments (2 compartiments).
Difficultés et limites	Néant
Propositions d'amélioration	Néant